

AU LIBAN

**M. Karamé est chargé de former le gouvernement**

LIRE PAGE 32

# Le Monde

Directeur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des livres »

Pages 13 à 19

- Lectures de Marthe Robert et Hervé Basin
- Un roman paysan de Bruce Chatwin

## Pilule amère pour les Yougoslaves

La fête des travailleurs risque d'avoir cette année un goût amer pour les Yougoslaves : à partir du 1<sup>er</sup> mai seront débloqués les prix, gelés depuis la fin de l'année dernière, avec pour conséquence à peu près inéluctable une nouvelle baisse des salaires réels, déjà amputés de 10 % en 1983. Cette mesure est l'une des conditions posées par le FMI, qui a octroyé récemment un prêt de 400 millions de dollars bien nécessaires pour permettre à Belgrade de négocier dans de meilleures conditions le rééchelonnement de sa lourde dette extérieure : près de 21 milliards de dollars. Ce « déblocage » est un motif de sérieuse inquiétude pour les dirigeants comme pour les citoyens. La dernière opération de ce type, l'an dernier, avait failli dégénérer en catastrophe : les prix avaient « explosé », portant l'inflation au niveau record de 60 %.

La libération — d'ailleurs partielle — des prix n'est qu'un des aspects d'un « plan de stabilisation » entamé dans la douleur, au milieu des palabres et des contestations qui font le charme de la vie politique en Yougoslavie.

Comme d'habitude, les conflits d'intérêts entre les diverses républiques et le souci de ne pas trop violer les règles embrouillées de l'autogestion se traduisent par des atermoiements, des retards. Et aussi, fatalement, par des oppositions au sein de l'équipe dirigeante, au point que le premier ministre, l'économiste M<sup>me</sup> Plavcic, a récemment annoncé de rendre son tablier.

Pour être sérieuse, la situation ne semble pourtant pas vraiment catastrophique. Il faut dire que la Yougoslavie n'est habitée depuis longtemps à vivre dans la crise. Le processus de renouvellement de la direction collégiale s'est en 1983, selon un système conçu pour ménager les intérêts des nationalités comme des personnalités, ne devrait pas connaître d'accroc. Et la situation sociale est plutôt calme, en dépit de la présence de neuf cent trente mille chômeurs, dont le nombre risque encore de s'accroître si, comme le prévoit aussi le plan de stabilisation, les entreprises non rentables doivent être fermées.

La nervosité des responsables se traduit cependant par le durcissement de leur attitude à l'égard de journalistes et d'intellectuels supposés « hostiles » au système, alors qu'ils en démontrent les contradictions et les termes pas toujours très éloignés de ceux qu'utilisent certains dirigeants. Le dernier exemple de cette intolérance a été l'arrestation la semaine dernière de vingt-huit personnes réunies pour entendre une conférence de M<sup>me</sup> Djilic, l'ancien compagnon de Tito devenu pourfendeur de la « nouvelle classe » des bureaucrates.

Les intéressés ont tous été libérés, mais deux d'entre eux semblent devoir être incriminés pour l'exemple. Rompant avec le quasi-silence longtemps maintenu sur cet épisode, l'organe de la Ligue des communistes, « Borba », estime « symptomatique » que, « au moment où la société tente de surmonter la crise économique, elle doit faire face à des groupes ou à des individus qui n'ont jamais fait preuve de bonne volonté à l'égard de leur pays ».

Le reproche est bien vague, et l'on comprend que les procureurs des six républiques et des deux provinces autonomes aient récemment cru utile de conseiller aux autorités de « mieux cerner » la définition d'un « ennemi du pays ». D'après ces magistrats eux-mêmes, la Yougoslavie n'a pas intérêt à abuser de ce terme. Il faut espérer que, face à des circonstances délicates, les dirigeants de Belgrade ne céderont pas à la facilité qui consisterait à emprisonner les mots au moment où on libère les prix.

(Lire nos Informations page 6.)

## Victoire des militaires au Parlement brésilien

Le Congrès de Brasilia s'est prononcé contre l'élection du président de la République au suffrage universel

De notre envoyé spécial

Brasilia. — La colère après l'effacement, la tristesse après l'effacement, après des mois de surveillance : l'amendement à la Constitution n'a pas été voté ; le suffrage universel ne sera pas rétabli « dès maintenant » pour l'élection du président de la République. Il s'en est fallu de 22 voix.

« Traîtres ! », a crié le public réuni au Congrès de Brasilia, à l'adresse des députés gouvernemen-taux qui n'ont pas dit « oui ». L'émotion était intense jeudi 26 avril à l'aube. Des gens, depuis les galeries, ont jeté les fleurs qu'ils avaient apportées. Et les cris ont fusé : « Le haitis continue ! », « Jamais le peuple ne sera vaincu ». Puis les députés se sont levés ; main dans la main, ils ont chanté l'hymne national.

Dehors, des milliers de personnes attendaient le résultat. Elles avaient tenu une sorte de meeting permanent durant toute une journée. Il y a même eu un moment où l'on ne savait plus très bien qui finalement était en train de voter. Si c'étaient les députés enfermés dans l'hémicycle ou cette foule qui défilait dehors sur les pelouses. Dès 9 heures du matin, mercredi, le Congrès était encadré. Non pas par la police ou par l'armée, mais par les militaires, armés jusqu'aux dents.

On vit d'abord quelques centaines d'étudiants en chemise blanche — le couleur des « directes ». Ils s'installèrent sur les talus bordant la grande pelouse de l'Assemblée des ministères. Et ils formèrent sur le gazon les neuf lettres du slogan qui a parcouru le Brésil, ces derniers mois : « Diretas, Ja ! ».

Les rumeurs les plus folles couraient : après les mesures d'exception allait venir l'état de siège. Les titres des journaux reflétaient l'angoisse. Mais le Brésil serait-il le Brésil si un ton de fête ne colorait pas la politique ? Même à Brasilia, cette « cité cubiste », la journée du 25 avril a eu des gais de carnaval : la déception finale ne devait pas les effacer.

A l'intérieur du Parlement, dans le théâtre au rond dessiné par Oscar Niemeyer, les parlementaires ont débattu pendant douze heures, dans l'ambiance brouillonne d'une classe d'été. Les mots les plus solennels se perdaient dans le brouhaha. Beaucoup de députés portaient cravate ou pochette jaune : « parce que c'est une couleur qui crie », expliquait un opposant.

CHARLES VANHECKE

(Lire la suite page 4.)

## CREUSOT-LOIRE a trois mois pour présenter un plan de redressement

LIRE PAGE 29

## IBM accusé par la Commission européenne d'abuser de sa « position dominante »

LIRE PAGE 32

## LES CHANTIERS NORD-MEDITERRANÉE annoncent 3 000 suppressions d'emplois

## MODERNISATION INDUSTRIELLE ET EQUILIBRE REGIONAL

## Le choc de deux logiques

Le choc de deux logiques différentes, voire contradictoires : celle de l'investissement économique et celle de l'intérêt régional ; le choc de deux exigences tout aussi essentielles : celle de la modernisation industrielle, qui n'a que trop tardé ; celle de la solidarité nationale, plus nécessaire encore lorsque les ressources se raréfient.

Ainsi apparaissent les données de base sur lesquelles s'inscrit la crise de la sidérurgie (et d'autres industries) et son corollaire, l'avenir par FRANÇOIS GROSCHARD de la Lorraine où M. Fabius, ministre de l'Industrie, a annoncé que 4000 emplois seraient créés.

Considérée, il y a encore dix ans, comme un fleuron éclatant de l'économie nationale avec des ressources variées et abondantes (fer, charbon, ouvriers qualifiés et ingénieurs), des industries puissantes (acier, chimie, textile), une agriculture et une nature riches (les forêts vosgiennes), une situation géographique privilégiée au cœur de l'Europe, la Lorraine fait penser aujourd'hui à une princesse orpheline. Ses industries s'effondrent ou s'effondrent. Ce qui justifiait hier sa prééminence provoque aujourd'hui ses malheurs. Elle qui servait de référence aux industries, aux technologies, aux inventions, perd pied et tout le pays se penche à son chevet.

Vingt ans après la création de la DATAR, en 1963, par le général de Gaulle et Olivier Guichard, la crise lorraine — crise de conversion industrielle et crise régionale à la fois — éclaire d'un nouveau jour la politique d'aménagement du territoire.

Il ne s'agit plus de répartir (par la réglementation ou la subvention) au profit des régions réputées les moins développées ou les moins bien servies par la géographie et l'histoire les surplus d'une hypothétique croissance. Il ne s'agit même plus de compter sur des transferts massifs d'emplois des zones que les statistiques disent riches vers la France fragile. On ne gouverne pas l'économie comme un général organise les mouvements de ses bataillons. Cent emplois enlevés à Paris au profit de la province peuvent ne plus être que soixante-dix voire zéro à l'arrivée. La décentralisation industrielle (et en partie celle du secteur tertiaire) a donné tout ce qu'elle pouvait donner. Il y a la matière à réflexion.

« Vous ne pouvez pas donner la force au faible en affaiblissant le fort, vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche », disait déjà Abraham Lincoln.

Et puis l'économie ne s'arrête pas aux frontières de l'Hexagone. Fier sur les points forts, contraindre des entreprises dynamiques à une sorte d'écologie industrielle contre nature, confondre les nécessités industrielles avec les devoirs de la solidarité, c'est risquer d'empêcher le pays de tenir son rang face aux concurrents étran-

## La contre-offensive laïque

Après avoir manifesté dans toute la France les défenseurs de l'école publique vont faire pression sur les parlementaires pour obtenir la révision du projet Savary

Après les manifestations du 25 avril, les défenseurs de l'école publique — qui ont rassemblé plus d'un million de personnes dans toute la France — n'ont plus de complexes à avoir à l'égard de ceux de l'école privée.

Ces derniers avaient défilé sur la place publique pour faire pression sur le gouvernement au moment où ils négociaient avec lui l'avenir de leur école. Les laïques, qui sont à leur tour descendus dans la rue, attendent des parlementaires de panache qu'ils amendent le projet de loi adopté entre-temps par le gouvernement et qui comporte, pour les uns comme pour les autres, autant de concessions que de dispositions inacceptables.

A l'enseignement privé, le texte garantit les moyens de sa liberté, consacrant ainsi le dualisme scolaire. Aux laïques, il témoigne de la volonté gouvernementale de rapprocher les deux secteurs d'enseignement du point de vue de la gestion, mettant fin en particulier aux privilèges dont bénéficie l'enseignement privé quant à l'attribution des crédits d'Etat.

Les démonstrations de force auxquelles on a assisté de part et d'autre ont, bien sûr, attiré l'attention sur les seuls sujets de mécontentement. Mais elles se sont constituées sur des thèmes rassemblés, qui seraient complémentaires, comme l'a justement souligné le cardinal Lustiger, s'ils n'étaient doublés d'arrière-pensées chez plus d'un participant.

Ainsi les défenseurs de la liberté de l'enseignement complètent-ils dans leurs rangs au très grand nombre de manifestants hostiles au gouvernement. Tandis que les marcheurs laïques avaient en commun de montrer clairement leur détermination face à l'offensive de l'opposition contre l'école publique, mais aussi plus généralement contre le gouvernement.

« Nous en avons assez », explique M. Michel Boncharens, secrétaire général du CNAL, « de voir le gouvernement de la gauche — insulté chaque jour par les porte-parole de la droite, auxquels l'épiscopat prête la main — céder sur l'essentiel ».

CATHERINE ARDITTI

(Lire la suite page 12.)

## Equilibre...

Les manifestations sont comme les statistiques : on peut tout leur faire dire. La mobilisation des laïques aura ainsi été un succès et un échec. Succès si l'on songe à l'état d'esprit défaitiste qui prévalait il y a encore un mois et demi dans ces milieux, tandis que s'effritaient de ville en ville les cortèges du privé pesant sur les décisions du pouvoir ; la gauche s'est rassemblée. Mais échec car, même en comptant large, on est très loin des deux millions de manifestants à imprudemment annoncés par M. Boncharens, le secrétaire général du CNAL.

Deux écoles, deux manifestations et deux France ? Out, si l'on s'en tient aux apparences. Ici, à Versailles, le cortège discipliné de ceux qui se font une certaine idée de la famille, ici, à Paris et autres lieux, le défilé militant de ceux qui se font une certaine idée de la République.

Mais deux manifestations au total comparables par leur diversité même. D'un côté la réunion ambiguë des modérés — évêques en tête — et des ultras pour qui l'école n'est qu'un prétexte. De l'autre le défilé hétéroclite d'une gauche qui tout d'abord se sent appartenir — cela, des communistes qui manifestent leur hostilité au projet Savary, des socialistes qui le soutiennent — et d'autres qui l'amendent, des députés du socialisme, des tolérants et des sectaires. Dans les deux cas, des mythologies qui mobilisent d'autant plus aisément qu'elles sont vagues : « liberté », « laïcité », beaux mots précieux et creux dont chacun se sent le propriétaire exclusif alors qu'il n'appartient à tout.

Faut-il école bellotée entre ces flux contraires, ces cortèges opposés qui, les répondants, s'ennuient l'étrange époque où tout ce que la France a de militants politiques et syndicaux — à droite et à gauche — n'aura trouvé — en 1984 — que la querelle scolaire pour se compter en si grand nombre ! Comme si par le biais de l'école on avait trouvé l'arène symbolique qui permet de s'opposer sur un problème qui n'est pas d'une urgence vitale, à seule fin d'acquiescer ceux qui se posent vraiment. Parce que sur l'école les certitudes sont rares, les repères ébranlés, les références acquies.

Le pouvoir pourrait se féliciter d'un match-tu dans la rue et de l'équilibre finalement obtenu... dans les hostilités à son projet. Ce serait une piètre consolation au terme du long débat qu'il a tenu.

BRUNO FRAPPAT.

## ENSEIGNEMENT, CRÉATION, DIFFUSION

## Un plan pour la danse

Mise en place d'un fonds de promotion chorégraphique et d'une commission consultative sur l'aide à la création, ouverture d'un Théâtre contemporain de la danse, réorganisation du CNDC d'Angers, aménagement de l'enseignement, grands travaux d'équipement à Nanterre, Marseille, La Villette... : telles sont les nouvelles mesures en faveur de la danse annoncées ce jeudi 26 avril par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.

L'événement est d'importance car c'est la première fois que la danse, petite sœur pauvre et mal aimée à la direction de la musique (et de la danse, mais on l'oublie), accapare une réunion de presse pour elle toute seule.

Dès son arrivée au ministère en 1980, M. Jack Lang, prenant en compte l'essor considérable de cet art, avait annoncé qu'il le plaçait dans ses objectifs prioritaires. Les mesures prises aujourd'hui sont la concrétisation de trois ans d'efforts, de réflexion, de débats.

La fréquentation des spectacles chorégraphiques donne l'image d'une forte insertion sociale, à Paris comme en province, reposant sur un public jeune et informé, avec une importante proportion de prestataires (leur nombre s'élève à 100 000).

Jusqu'aux années 80, le ballet classique, seul, avait droit de cité en France, pays qui en a fié la tradition et les codes. Mais la découverte de la « modern dance » américaine a suscité la montée d'un courant de création original. A la suite des années de

Begnol (novembre 1981) : une commission d'étude pour la définition d'une politique de la danse a été constituée auprès du ministère en mars 1982 ; elle a remis en juin 1983 des conclusions portant sur quatre points essentiels (enseignement, création, diffusion, subvention) que l'on retrouve dans le plan ministériel, avec quelques variantes.

1) L'enseignement de la danse. — Théoriquement, il est régi par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1965, qui prévoyait un diplôme obligatoire mais qui n'a jamais été appliqué, si bien que l'on voit profiter des cours sans aucune garantie technique. Un projet de loi, examiné en conseil des ministres, a été déposé à l'Assemblée nationale ; une nouvelle rédaction actuellement soumise aux autres ministères compétents prévoit que deux diplômes d'Etat de professeur et deux examens techniques et pédagogiques seront créés, les uns en danse classique, les autres en danse contemporaine et jazz.

Dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat (trente et un conservatoires de région, quatre-vingt-neuf au total) on enseigne la danse, plus ou moins ; un effort est entrepris pour favoriser cet enseignement, en ce qui concerne la danse contemporaine notamment, par l'octroi de subventions modulées sur deux ans.

MARCELLE MICHEL

(Lire la suite page 22.)

## DE GAULLE PAR HENRI GUILLEMIN



Henri Guillemin  
Le Général clair-obscur

La personnalité publique de Charles de Gaulle, nous commentons à pouvoir le deviner. Mais la personne sous le personnage ? Autre histoire. De Gaulle verrouillait sa vie privée. Là, pour nous, l'enigma.

SEUIL

Des vitres blindées et des calories économisées

in America

KEND AUX PRO



Le Monde

# idées

UN ENTRETIEN AVEC JEAN ELLEINSTEIN SUR L'« HISTOIRE MONDIALE DES SOCIALISMES »

## « Le socialisme n'engendre pas nécessairement le totalitarisme »

« Quelle définition donnez-vous, dans cette Histoire, du mot « socialisme », que vous écrivez au pluriel ?

« Je définirais le socialisme comme l'aspiration à l'égalité sociale. C'est ce vieux rêve, berrant la misère humaine pour plus de justice, qui anime les socialistes. C'est une utopie millénaire. Même si les résultats ne sont pas toujours en proportion des promesses faites, des efforts entrepris ou des idéaux... »

« C'est une définition très large. Comment peut-on désigner par le même terme des réalités aussi diverses que la social-démocratie allemande, le communisme soviétique, l'islamisme, le gauchisme ou le socialisme algérien ?

« Il y a la façon dont les choses sont vécues par les acteurs de l'histoire et le regard qu'on peut jeter sur elles, théoriquement — je dirais presque métaphysiquement. Je ne considère pas que l'Union soviétique soit vraiment un pays socialiste, selon ma propre conception du socialisme (il n'y a pas de démocratie politique...), mais je tiens compte du fait que la révolution soviétique a été vécue par un grand nombre d'acteurs comme une page de l'histoire du socialisme. Il serait aberrant de parler de l'histoire du socialisme sans parler de l'histoire soviétique. »

« Le terme de « socialisme » est né au dix-neuvième siècle... »

« Il est apparu pour la première fois vers 1830, en plein romantisme... »

« C'est un mouvement lié à la société industrielle et au mouvement ouvrier... »

« Oui. Le socialisme, comme aspiration, est né avec l'essor de l'industrie. Mais la chose — sinon le mot — existait auparavant. On la retrouve chez Platon, dans les religions de l'Antiquité. Le monde meilleur auquel on rêve peut être dans le passé — dans l'Atlantique... — dans le futur ou même dans l'au-delà. Mais ce monde de l'au-delà, on va essayer de le transposer dans l'histoire. C'est ce qui a donné ces utopies qui ont existé pendant très longtemps, en particulier dans les époques de transition (je pense, par exemple, à la guerre de paysans de Thomas Müntzer). »

« Tous ces mouvements vont trouver leur épanouissement à l'époque de la société industrielle. Ce n'est pas que le monde soit plus rude — la vie des mineurs est dure, mais pas plus que celle des esclaves de l'Antiquité... — mais la révolution bourgeoise est passée par là, qui a posé le problème de l'égalité civile, juridique, de la liberté, de la démocratie. C'est la rencontre de l'industrialisation et de la libération des hommes à travers les révolutions

Jean Elleinstein publie aux éditions Armand Colin une Histoire mondiale des socialismes des origines à nos jours en six volumes. Cette somme qui « étudie toutes les variétés possibles de socialisme : les idéologies, les partis, les syndicats, les États, les hommes », s'adresse au grand public et non pas uniquement aux spécialistes. Chaque volume comprend des textes-dossiers, des biographies, des cartes, des chronologies et de nombreuses illustrations. Ont aussi collaboré à sa rédaction : Jean Brabant, François Hachez, Maurice Moissac, Georges Bellon, Georges Ayache et Isabelle Veyrat-Masson. Tome I : des origines à 1851 ; II : 1852-1914 ; III : 1914-1928 ; IV : 1929-1945 ; V : 1945-1960 ; VI : de 1961 à nos jours.

★ Histoire mondiale des socialismes, de Jean Elleinstein. Armand Colin. Le volume : 350 F. La collection : 1 750 F jusqu'au 30 juin, 1 890 F après cette date. Les six volumes sont mis en vente en même temps.

bourgeoises, qui va aboutir aux constructions utopiques du socialisme.

« Le socialisme est maintenant affrondi à une réalité nouvelle, qui est la transformation technologique de la société industrielle, le passage à une société post-industrielle. »

« Comme tous les mouvements historiques, les socialismes ont tendance à se scléroser, à ne pas percevoir suffisamment les nouveautés, comme les transformations technologiques qui modifient maintenant les façons de vivre, les problèmes de l'emploi et des loisirs. Il est fréquent que la pensée soit retardée sur la réalité. »

« Quelles sont, dans l'histoire très diverse des mouvements

socialistes, ceux qui vous paraissent le plus à même de résoudre ces problèmes ?

« Je pense que les mouvements socialistes ou sociaux-démocrates sont les plus près des réalités et des transformations technologiques. Pour une raison historique simple : ils ont été confrontés, dans les pays où ils étaient — ou sont encore — au pouvoir, à ces réalités. Il a bien fallu comprendre et les assumer. Mais il est difficile pour ces formations politiques, qui sont porteuses d'une certaine idéologie, de sortir de leur tradition de pensée. Les partis sociaux-démocrates européens ont vécu trente ans de développement intensif. Ils ont développé le welfare state et ont occupé tout l'espace

social que l'expansion économique permettait. Mais ils n'ont pas compris assez vite la nature particulière des transformations technologiques, et donc le sens de la crise. Ces transformations ne sont pas globalement créatrices de travail, ce qui pose le problème de la vie dans un sens nouveau. Il faut réfléchir de façon nouvelle aux problèmes de l'organisation du travail, de la répartition de l'emploi, de la culture, des nouveaux moyens de communication. »

« Le socialisme est un concept occidental qui s'est peu à peu répandu sur une large partie de la planète. Mais la mesure où il est maintenant confronté à de nouveaux mouvements culturels très forts, comme l'intégrisme musulman ?

« Il y a une universalité du socialisme qui subsiste en tant qu'aspiration. Le socialisme ne représente plus seulement l'égalité sociale, mais aussi l'égalité entre les nations. Il y a en même temps un éclatement qui est lié à l'éclatement du monde contemporain et à l'inégalité de développement des différents pays. Il y a aussi des mouvements communistes qui se constituent. On peut lire l'intégrisme musulman comme un mouvement rétrograde — ce qu'il est à bien des égards —, mais aussi comme une révolte contre la domination occidentale et sa société de

consommation. C'est un mouvement très contradictoire. »

« Vous analysez les perversions du socialisme, comme le national-socialisme ou le totalitarisme ?

« La distorsion entre l'idéologie et la réalité est liée au fonctionnement des États. Ce n'est pas un phénomène contemporain. Regardez le christianisme au Moyen Âge. Combien d'États chrétiens ont torturé et tué des millions d'hommes au nom du Christ. Des musulmans l'ont fait au nom d'Allah. Des juifs au nom de Jéhovah. »

« C'est une position perverse intellectuellement de dire que le socialisme engendrerait nécessairement le totalitarisme. On part du fait que le socialisme n'a pas réussi dans certains pays, on occulterait d'autres réalités de l'Europe occidentale. Si l'on fait le bilan des socialismes, on voit que la situation des travailleurs s'est améliorée considérablement en Occident depuis cinquante ans. A qui le doit-on ? C'est bien à l'effort des socialistes. C'est bien parce que les partis socialistes et communistes défendaient leurs revendications. Le welfare state s'est développé en Europe grâce aux socialistes et même aux communistes. Quand on fait le bilan des socialismes, il ne faut pas cacher cette réalité. »

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN.

## LETTRES AU Monde

### Les dictateurs sont tous des Pinochet

Dans le Monde du 18 avril, vous avez écrit dans votre éditorial que... si de telles masses humaines manifestent dans le calme, sans incidents, c'est parce que le Brésil s'est déjà en grande partie démocratisé. Nous ne sommes pas dans le Chili de Pinochet.

Je reconnais votre bonne foi, ce qui ne m'empêche pas de vous demander : Diriez-vous la même chose de la Pologne ? Bien entendu, Jaruzelski n'est pas Pinochet, il n'a pas massacré 50 000 Polonais. Est-il mieux ? Peut-on dire : Heureusement, les Polonais ne subissent pas des tyrans comme Stroessner, Videla, Duvalier et d'autres bijoux moins connus ? Peut-on stimuler ce championnat d'horreurs ? Ce n'est pas mon avis. Pour moi, le premier cercle de l'enfer, c'est déjà le dernier. Les différences entre les dicta-

teurs latino-américains sont simplement quantitatives. Au Brésil, les militaires ont, eux aussi, utilisé des hélicoptères pour jeter à la mer certains prisonniers. Ce n'aurait pas été un confort moral de dire à ces disparus brésiliens qu'ils devaient être heureux parce qu'ils n'étaient que quelques centaines, comparés aux milliers d'Argentins ainsi assassinés. Moi-même, quand j'étais torturé à Sao Paulo, un de mes tortionnaires me disait, en souriant et en me donnant un verre d'eau : « Solo content, Augusto : si tu étais au Nordeste, tu n'aurais même pas ce verre d'eau... ». Je vous rappelle que l'eau est un très bon conducteur de l'électricité.

Les dictateurs sont tous des Pinochet : ils sont tous des monstres du loch Ness, même si parfois on ne voit que leurs orbes, ou un tout petit morceau de leur tête.

AUGUSTO BOAL (Paris.)

### Réponses à Brahim Lahsen

La page que le Monde a publiée dans son édition du 12 avril sous le titre « Des immigrés perdus... » nous a valu un certain nombre de lettres, suscitées notamment par l'article de M. Brahim Lahsen. Nous publions ci-dessous des extraits des plus significatives d'entre elles.

#### Un étrange donneur de leçons

M. Brahim Lahsen se présente comme un « bronzé de l'espèce la plus courante ». Ma conviction est que le bronzé de l'espèce la plus courante n'est ni inutilement agresseur, ni irresponsable, ni méprisable.

L'affirmation « nous sommes une chance pour ce vieux pays », qui pouvait être placée avec précaution et respect, devient une invitation (presque une sommation) au mépris d'une population vieillie en voie d'extinction : « Nous pouvons même constituer, dit-il, une chance historique pour ce vieux pays de vieux : nous sommes une force, un esprit, un sang frais... Aucune autre issue, pour vous comme pour nous... »

M. B. L. termine en disant qu'il lui reste à tenter de survivre en élevant son petit garçon dans le respect, voire l'amour de ce pays. Je pense que ce lui sera difficile, lui qui trouve que s'il est stupide et indigne de dire que les Suisses sont lents ou les Orientaux sont cruels, par contre « les Français sont (en général) gens de grande mauvaise foi » et qu'il y a en France « beaucoup d'autochtones, égoïstes ou haineux par panique ou par lâcheté ». M. B. L., qui affirme au début de son article que les immigrés n'ont de leçon à recevoir de quiconque, en donne beaucoup, et qui ne sont pas toutes bien venues, sauf pour ceux qui considèrent la situation actuelle des immigrés en France comme une colonisation à rebours.

J'ajoute pour terminer qu'étant moi-même immigré je n'ai pas le malheur d'être de l'espèce la plus courante, de l'espèce de ceux qui, avec leurs familles, tentent effectivement de survivre dans des conditions de plus en plus difficiles et angoissantes. A ceux-là, je pense que l'article de M. B. L. n'aura pas rendu service. Qui donc saura un jour parler en leur nom ?

MUSTAPHA RAIS (Poitiers.)

#### Malencontreux

Je viens de lire, non sans une certaine stupefaction, le malencontreux article de Brahim Lahsen sous le titre « Nos vaissaux ont brûlé ».

Le moins que l'on puisse penser de ce recueil d'impressions n'est pas de nature à apaiser, voire à atténuer l'actuelle tendance xénophobe qui non seulement se dessine et se maintient mais encore s'amplifie dans notre pays.

BERNARD GERBINOT (Le Potelet.)

#### N'oublions pas...

Les immigrés parlent et ils ont raison. Merci au Monde d'en informer ses lecteurs.

Après les odieuses campagnes menées par la droite et l'extrême droite fascistes contre l'immigration, contre les ressortissants du Maghreb, un très grave problème est à régler par notre pays. Il nous concerne tous.

On oublie un peu trop les lourds sacrifices consentis par les pères de ces travailleurs maghrébins pour que la France soit libre et indépendante. Nos cimetières des guerres 1914-1918, 1939-1945, ceux d'Italie comme des territoires d'opérations extérieures, avec les nombreuses sépultures de ceux qui sont tombés face à l'ennemi, en sont un témoignage irréfutable.

Ils étaient de bons ouvriers... pour effectuer nos travaux les plus durs et bien souvent malsains, pour apporter plus de production et de prospérité, en particulier à nos usines automobiles de la région parisienne, où la main-d'œuvre, comme chacun sait, était inexistante. C'est par avion qu'on allait les chercher dans leur bled, où, bien que vivant très modestement, ils étaient certainement plus heureux. Mais c'était une main-d'œuvre à bon marché.

N'oublions pas non plus ces hommes d'un pays qui nous ont cher et dont nos courageux présidents Bendjedid Chadi a rendu une visite historique à la France. Quelle émotion n'avons-nous pas ressentie en le voyant s'incliner devant le tombeau du soldat inconnu. Eh bien, ce soldat... c'est peut-être un Algérien des montagnes de l'Aurès !

N'oublions pas non plus les hommes de ce pays enrôlés dans notre armée pour combattre leurs frères. Ils ont dû quitter leur pays pour s'installer sur notre sol. Ils sont Français maintenant et ont beaucoup d'enfants... Nous en sommes responsables.

La politique menée par le président de la République et son gouvernement doit s'occuper sans tarder de ce grave et important problème posé et prendre toutes les mesures devenues de plus en plus urgentes. Tout d'abord, il conviendrait qu'un ministre à part entière et très qualifié soit désigné à l'avenir en charge tous les travailleurs immigrés ainsi que les autres étrangers vivant en France. Sa tâche serait ardue, mais combien bénéfique et nécessaire.

P. PREMOI, fils d'immigré italien.

### Marx et la modernité

« Oui, la grande industrie oblige la société, sous peine de mort, à remplacer l'individu morcelé, partiellement autonome, par l'individu intégré qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail et ne donne, dans des fonctions alternées, qu'un libre essor à la diversité de ses capacités naturelles ou acquises. » L'analyse de Marx, telle qu'elle est développée au livre premier, tome II, du Capital — « La machine à vapeur et la grande industrie », — s'étend longuement sur la nécessité des choix auxquels se trouve confronté tout gouvernement dans le domaine de la productivité.

La majorité des économistes distingués du millénaire 1984 se font souvent, au chapitre de la modernité, que renchérit sur ces vérités plus que centennaires. En sens inverse, certains syndicalistes à sensibilité marxiste s'efforcent des catastrophes économiques et sociales inhérentes à de telles mutations.

Dans le Manifeste du parti communiste, des perspectives d'évolution avaient pourtant été tracées, que ne renierait pas notre Yves Montand national : « La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments du travail et par cela même les rapports de la production et tout l'ensemble des rapports sociaux... Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est la transformation incessante de la production, l'embrèvement continu des situations sociales, l'agitation et l'incertitude éternelles... »

La vraie problématique, pour un gouvernement de gauche, est d'obtenir que cette modernisation des techniques soit conduite avec le moins de dommages possible pour les travailleurs, et que son coût soit réellement par-

tagé par les classes privilégiées, principales bénéficiaires du progrès.

JEAN MENICA (Marseille.)

### Leçons à tirer

Alors que je circulais à bord du train Corbeil-Gare de Lyon le 14 avril, je fus témoin d'un terrible accident survenu vers 23 h 05 à la gare de Vigneux-sur-Seine. Un jeune homme, tentant de descendre alors que le train était toujours en marche, est tombé sur la voie et a glissé accidentellement sous les roues. Les deux jumeaux sectionnés.

Il s'est écoulé vingt-cinq minutes avant l'arrivée des pompiers et une demi-heure avant celle d'une ambulance. Pourtant l'alerte avait été donnée aussitôt après l'accident à partir d'un appareil téléphonique situé sur le quai.

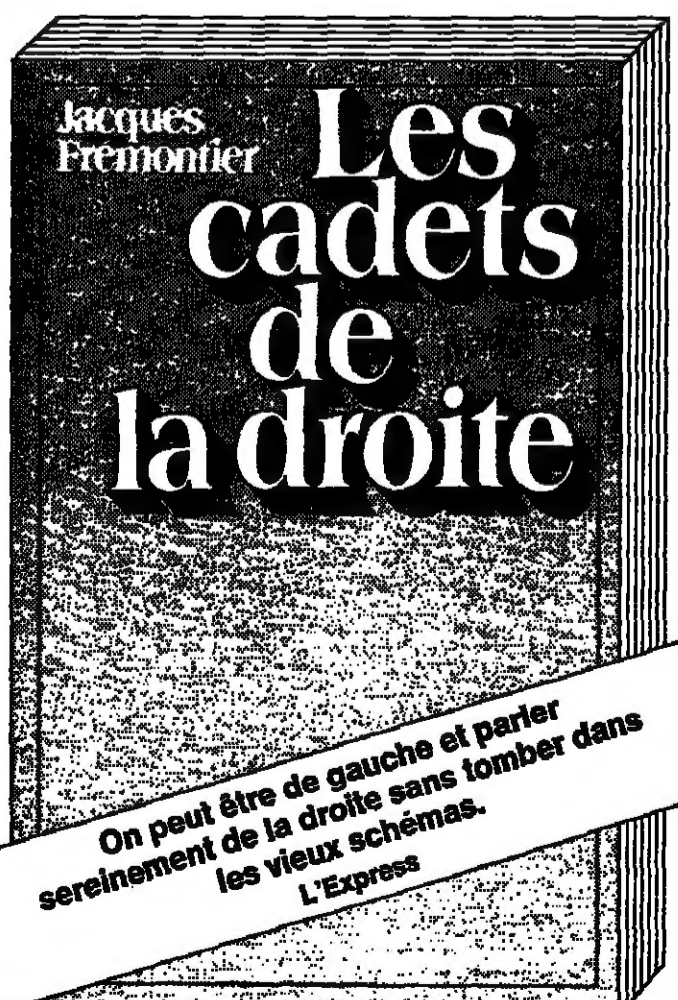
Il me semble qu'à propos de cet accident on peut poser deux questions aux responsables de la SNCF.

1) Pourquoi les portes des trains de banlieue ne sont-elles pas automatiquement verrouillées à l'approche de toutes les gares pour empêcher que de tels accidents se produisent ? Apparemment cela est la pratique pour certaines gares mais pas pour toutes.

2) Pourquoi les gares sont-elles complètement désertes à cette heure ? Un souci d'économie nécessite-t-il cette absence totale de personnel, surtout un samedi soir quand il y a tant de gens qui voyagent ? On se demande ce qui se serait passé si le seul téléphone sur le quai de la gare, par lequel l'alerte a été donnée, n'avait pas été en état de fonctionnement.

J.-F. PEACOCKE (Evry.)

## LES VISAGES VONT CHANGER LES IDÉES AUSSI



On peut être de gauche et parler sereinement de la droite sans tomber dans les vieux schémas. L'Express

SEUIL

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 45057 F  
Tél. : 246-72-23

### PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,29 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 Dh. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,70 fl. ; Portugal, 66 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 1,50 T. ; Yougoslavie, 182 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laitier, directeur de la publication

Anciens Directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1969) ; Jacques Favre (1969-1982)

Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans l'accord de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 665 F 859 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

381 F 665 F 779 F 1 240 F

II. - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل



DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DU SOMMET EUROPÉEN DE FONTAINEBLEAU

M. Mitterrand rencontre M. Craxi à Rome

Représentant, comme il en avait annoncé l'intention, le cycle de ses consultations avec les chefs de gouvernement de la CEE, M. Mitterrand se rendra à Rome, vendredi 27 avril, pour s'y entretenir avec M. Craxi, premier ministre italien, des perspectives du prochain conseil européen après l'échec de ceux d'Athènes, en décembre 1983, et de Bruxelles, en mars dernier. Il recevra par ailleurs M. Thatcher le 4 mai pour un déjeuner de travail à l'Élysée.

Ce jeudi, c'est M. Gaston Thorn, président de la Commission européenne, qui s'entretient à Paris avec M. Mitterrand, président en exercice du conseil européen, de la préparation du sommet convoqué les 25 et 26 juin prochain à Fontainebleau.

A Jorinde (Danemark), où sont actuellement réunis les dirigeants de l'Internationale socialiste, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a notamment estimé : « L'Europe ne doit pas attendre passivement un éventuel redémarrage de l'économie mondiale tiré par la reprise américaine : elle doit mobiliser ses propres forces ».

Du 2 au 5 mai, aura lieu à Fidji une réunion ministérielle entre les représentants des Dix et ceux des seize-quatre pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) qui étaient parties aux précédentes conventions de Lomé I (1975) et II (1979). M. Cheysson, ministre des relations extérieures, présidera cette réunion.

Le président du Yémen du Nord en visite officielle à Paris

Le colonel Ali Adhallah Saleh, président de la République arabe du Yémen (du Nord), est arrivé à Paris, ce jeudi 26 avril, pour une visite officielle de deux jours. Après avoir déjeuné avec M. Mitterrand à l'Élysée, il doit rencontrer différents ministres, dont celui de la coopération, M. Christian Nucci, puis M. Chirac, maire de Paris, avant de prendre part au dîner offert en son honneur au Quai d'Orsay par M. Cheysson. Vendredi, le chef de l'Etat nord-yéménite se rend à Cherbourg, où il doit visiter des installations portuaires. Après avoir regagné Paris, il s'entretiendra avec M. Hernu, ministre de la défense, avant d'assister au dîner organisé par la chambre de commerce franco-arabe.

La France attache une certaine importance à cette visite : elle est,

derrière l'Arabie Saoudite et le Japon, le troisième fournisseur du Yémen du Nord, où elle a exporté en 1983 pour 891,3 millions de francs de produits agro-alimentaires et de biens d'équipement (en particulier dans le domaine des télécommunications). Paris n'a, en revanche, importé de Sanaa que quelque 27 millions de francs de produits alimentaires.

Les accords de coopération qui lient la France au Yémen du Nord, par ailleurs, conduits à l'accord, en 1977, un crédit d'équipement de 120 millions de francs, et un second prêt du même montant, après que le pays a été ravagé par un violent séisme en 1982. Une aide de 5 millions d'ECU a, en outre, été apportée par la Communauté européenne au Yémen du Nord en 1983.

Le Nicaragua porte plainte contre les Etats-Unis devant le Tribunal international de La Haye

Le Nicaragua a solennellement déclaré, le mercredi 25 avril, devant le Tribunal international de La Haye une condamnation des Etats-Unis pour certaines de leurs activités « violentes et illégales » : telles les attaques contre la ville de Puerto Corinto, le minage de certains ports, l'agression de « mercenaires » et, d'une façon générale, les « activités secrètes » attribuées à la CIA contre son territoire.

La cause de Managua a notamment été défendue par un juriste américain, professeur à Harvard, M. Abram Chavez, qui avait, en 1962, conseillé le président Kennedy lors de la crise des missiles et du blocus de Cuba, édité l'AFP de La Haye. Selon M. Chavez, la mesure décidée par Washington en 1982 avait une base légale, approuvée lors d'un vote de l'Organisation des Etats américains. Dans le cas présent, aucune approbation de ce genre n'ayant été recherchée par

l'administration Reagan, Washington se trouverait dans l'illégalité. Par ailleurs, le *Washington Post*, citant des hauts fonctionnaires de l'administration, annonce l'organisation, début mai, de manœuvres navales, au cours desquelles des forces américaines s'efforceraient de mettre à point des méthodes permettant à des homologues honduriens et salvadoriens de mieux surveiller le trafic d'armes entre le Nicaragua et les guerilleros salvadoriens - trafic qui emprunterait, pour l'essentiel, les eaux, communes aux trois pays, du golfe du Honduras, du golfe de Fonseca. Les Etats-Unis ont d'ailleurs, en 1983, édité une station radar sur un îlot - dit du Tigre - situé dans ce même golfe.

Enfin, on apprend que les manœuvres annuelles américaines Ocean Venture 1984, qui mettront en mouvement trente mille hommes, commenceront fin avril dans le golfe du Mexique et la mer des Caraïbes.

LA TENSION ANGLO-LIBYENNE

Londres va proposer des modifications à la convention de Vienne sur les privilèges diplomatiques

De notre correspondant

Londres. - Deux avions des Libyan Arab Airlines étaient attendus à Londres, ce jeudi 26 avril, en début d'après-midi pour ramener à Tripoli une première partie des familles des diplomates du « bureau du peuple libyen ». Dans ce même temps et selon la règle de stricte réciprocité voulue par le colonel Kadhafi, les familles des diplomates britanniques devaient commencer à quitter la capitale libyenne. L'ambassadeur, M. Oliver Miles, et ses collègues devaient rentrer à Londres samedi ; c'est du moins ce que l'on laisse entendre au Foreign Office. Cela signifie que les négociations ont progressé, facilitées par l'arrivée en Grande-Bretagne d'émissaires du gouvernement libyen, et que les occupants du « bureau du peuple » de Saint-James's Square prévoient de s'en aller au même moment, mettant ainsi fin au siège établi depuis une semaine et deux jours.

A la Chambre des communes, le ministre de l'intérieur, M. Leon Brittan, a, pour la première fois, fait le point de la situation devant les députés. Il a notamment indiqué que le gouvernement britannique avait l'intention de faire des propositions pour des modifications du droit international, plus précisément de la convention de Vienne, qui fixe actuellement les règles de l'immunité diplomatique. Mais il n'a pas dit quels seraient les amendements que la Grande-Bretagne entendait suggérer. On croit savoir cependant que M. Thatcher voudrait surtout obtenir un contrôle partiel des valises diplomatiques et,

dans certains cas, un droit de surveillance limitée des ambassades sans avoir l'approbation du gouvernement concerné. D'autre part, M. Brittan a révélé que dans des messages adressés au secrétaire général de l'ONU et à plusieurs chefs d'Etat, parmi lesquels le roi du Maroc, le premier ministre indien et le président pakistanais, M. Thatcher avait demandé leur intervention auprès du gouvernement libyen afin que ce dernier empêche le renouvellement des troubles qui viennent de se produire en Grande-Bretagne.

Le premier ministre britannique voudrait éviter des représailles et de nouveaux actes de terrorisme contre des Britanniques ou des opposants libyens (1).

Il n'y a pas vraiment eu de débat aux Communes, car les députés conservateurs ou travaillistes qui avaient émis des critiques à l'adresse du gouvernement - surtout pour avoir pratiquement accepté de laisser partir l'auteur de la fusillade du 17 avril - ont décidé de ne pas mettre davantage dans l'embarras le gouvernement, au moins tant que l'affaire n'est pas terminée. Ils se sont donc contentés de poser des questions auxquelles les membres du cabinet devaient répondre plus tard.

FRANCIS CORNU.

(1) M. Brittan a indiqué que l'Arabie saoudite avait demandé à Londres les intérêts libyens, tandis que l'Italie sera chargée des intérêts britanniques à Tripoli.

Les dirigeants de Pékin ont reçu M. Reagan avec des égards protocolaires sans précédent

De notre correspondant

Le président Reagan est arrivé à Pékin ce jeudi 26 avril à 14 heures, heure locale (7 heures, heure de Paris), pour une visite officielle en Chine, la première dans un pays communiste depuis son arrivée au pouvoir. Lors d'un dîner offert en son honneur par les dirigeants chinois, il a déclaré : « Nous pouvons être fiers, étant donné nos divergences, de ce que nous avons accompli depuis que nos deux pays ont mis fin en 1972 à vingt ans de séparation et d'hostilité ». D'autre part, Pékin a annoncé mercredi que le vice-premier ministre soviétique, M. Ivan Arkhipov, se rendrait dans la capitale chinoise en mai prochain pour des discussions commerciales. Il sera la personnalité soviétique de plus haut rang à se rendre en Chine depuis près de vingt ans. - (AP, Reuters, UPI).

ment imbriqués avec des considérations géostratégiques de plus large portée.

Pékin a certes abandonné, ces dernières années, après l'avoir lancée, l'idée d'un « front uni » contre l'hégémonie soviétique, qui était, au fond, un avatar de la conception d'une « alliance des peuples contre le social-impérialisme de Moscou ». Adeptes, aujourd'hui, d'une vision moins idéologique et plus diplomatique, au sens traditionnel du terme, des relations internationales, les dirigeants de Pékin rejettent donc, assez logiquement, la notion de coopération stratégique avec les Etats-Unis. Mais la défense des intérêts de leurs intérêts les conduit cependant à admettre une complémentarité avec ceux des Américains.

Inquiétude partagée à propos de l'URSS

Pékin. - Le président Reagan est à Pékin. Qui l'a fait ? L'homme proche du lobby pro-américain, passant en revue sur la place Tiananmen, à deux pas du musée de Mao, des unités de l'armée populaire de libération, tandis que tombent, en son honneur, vingt et un coups de canon !

En sachant se gagner les faveurs d'un président américain qui, au départ, n'est le moins que l'on puisse dire, était loin de leur être favorable, les Chinois ont montré, une fois de plus, qu'ils étaient de grands diplomates. On comprend que, pour rendre le voyage agréable à un tel hôte, les dirigeants de Pékin aient mis les petits plats dans les grands.

Pour l'occasion, le protocole chinois, d'ordinaire si taillon, a consenti des entorses à ses propres règles, dont nul autre invité n'aurait auparavant bénéficié. Non seulement M. Reagan a obtenu le droit de se déplacer pour les personnes les plus proches de son entourage, mais il a été autorisé à visiter des lieux réservés à des visiteurs de haut rang, tels que le palais présidentiel. Quant au nombre de personnes qui accompagnent ou suivent le chef de la Maison Blanche, il est officiellement de six cent cinquante dans chacune des trois villes visitées, dont près de trois cents journalistes. Il attendait, en fait, le millier, chiffre qui bat, ici, tous les records. Autant dire que, jusqu'à la fin de la semaine, Pékin va vivre à l'heure américaine.

Cette visite représente une étape marquante dans la consolidation des liens entre deux grandes nations rivales du Pacifique, en même temps qu'elle renforce l'ancrage de la Chine du côté des puissances opposées à l'expansionnisme soviétique vietnamien dans la région et qu'elle améliore très sensiblement la main de Washington en Extrême-Orient, face à Moscou.

Plus que jamais Pékin mise sur les Etats-Unis, tant pour sa sécurité que pour réaliser son œuvre d'unification nationale et la modernisation de son économie. Les intérêts bilatéraux sont donc, dans cette affaire, étroitement liés.

La Chine a pris une option sur deux lancements par la fusée Ariane

Alors même que le président des Etats-Unis s'apprête à rencontrer les dirigeants chinois pour leur vanter, entre autres, les mérites d'une coopération spatiale entre les deux pays (1), les représentants de la Chine Broadening Satellite Corporation ont fait savoir qu'ils venaient de prendre une option pour le lancement de deux satellites par la fusée européenne Ariane. Si les autorités chinoises décidaient de transformer ces « réservations de créneaux » en commandes fermes, les deux satellites de télévision semi-directe que la Chine envisage d'acheter pourraient être mis sur orbite en 1987 et 1988.

L'option en faveur d'Ariane témoigne de l'intention de la Chine de n'être pas exclusivement tributaire des Américains pour certaines affaires spatiales et permet à Pékin d'afficher ses intentions sans trop s'engager. Une réservation sur le lanceur européen Ariane ne coûte, en effet, que 100 000 dollars. Mais il est clair aussi, et les responsables de la firme ArianeSpace, chargée de commercialiser le lanceur européen (2) en sont conscients, que les Chinois prendront également une option pour la mise en orbite de leurs satellites par la navette spatiale américaine.

Au travers des firmes Ford et RCA pour les Etats-Unis, MBBSNIA et Matra pour la France et l'Allemagne, les Américains et les Européens s'opposent en une vive concurrence pour emporter une partie des 250 à 300 millions de dollars de contrats que représente la mise en place d'un système de télévision spatiale semi-directe. L'appel d'offres pour les satellites devrait être significatif aux industriels dans le courant du mois de juin. Il paraît probable que, dans ces opérations, la Chine, qui est une puissance spatiale à part entière comme elle l'a encore récemment démontré en mettant en orbite son premier satellite de télécommunication géostationnaire, recherche surtout des accords permettant des transferts de technologie dans ces domaines.

J.-F. A.

- (1) Le président Reagan pourrait proposer de faire participer en Chine à un vol de la navette (le Monde du 11 avril).
- (2) Le contrat de commandes d'ArianeSpace représente environ 6,5 milliards de francs pour vingt-huit satellites à lancer auxquels s'ajoutent dix-neuf réservations de créneaux à 100 000 dollars pièce.

forts de la Chine et des Etats-Unis, lorsqu'ils sont parallèles, voire conjugués. Les consultations sino-américaines à ce sujet continueront, sans aucun doute, après la visite de M. Reagan. Mais il s'agit là d'un dossier exigeant une grande patience.

Renforcer les relations bilatérales

En acceptant désormais des contacts de « peuple à peuple » avec la Corée du Sud, il faut à la Chine, dans cette affaire, agir avec tact, afin de ne pas heurter son allié nord-coréen. Le voyage que M. Hu Yaobang, secrétaire général du PCC, fera à Pyongyang, immédiatement après la visite de M. Reagan, montre bien le désir de Pékin de préserver avec le régime du maréchal Kim Il Sung un contact étroit et de le tenir informé.

Dans une perspective stratégique plus large, les intérêts communs sino-américains pourraient, à l'avenir, se manifester, de façon grandissante, dans ce qu'il est convenu d'appeler le bassin du Pacifique. Zone de développement économique rapide, cette région occupe désormais la première place dans les échanges extérieurs des Etats-Unis. Elle prend, en même temps, une place de plus en plus grande dans la politique étrangère américaine. En ce sens, l'administration Reagan, accentuant un mouvement amorcé du temps de M. Carter, pratique une politique de renforcement militaire, qui prend le contre-pied de la stratégie de retrait que M. Nixon avait développée, en 1969, dans son fameux discours de Guam.

Il est clair que, dans un tel dessein, destiné à dresser, en commun avec le Japon, un « mur de résistances » à l'expansion soviétique dans la région, la Chine, comme vient de le dire M. Shultz, est une « pièce centrale ». Pékin a suivi avec attention cette évolution de la politique américaine, et il n'est pas excessif de dire qu'il en partage largement les motivations et les objectifs.

Le sentiment que Chinois et Américains ont désormais de partager une responsabilité dans le maintien de la paix et de la stabilité irait jusqu'à la coopération dans le domaine militaire et aux ventes d'armes ? C'est sans doute la question qu'il sera le plus intéressant de

suivre pendant et après la visite de M. Reagan.

Un élargissement du domaine de l'armement des bonnes relations entre Pékin et Washington aurait toutes raisons d'acquiescer. D'autant que, simultanément, les dirigeants chinois ne vont pas manquer de rappeler aux Etats-Unis leur engagement de diminuer graduellement, en quantité et en qualité, leurs fournitures d'armes au régime nationaliste.

Depuis la signature du communiqué du 17 août 1982 sur cette question, la diminution des livraisons américaines n'a pas été significative. Pékin souhaite donc logiquement une accoutumance du mouvement. On ne pense pas, toutefois, du côté américain, que la Chine sollicite des éléments nouveaux dans ce dossier, à propos duquel M. Reagan se contentera de réitérer les engagements de son gouvernement. Mais, en déclarant, à la veille de son départ, que les Etats-Unis « ne feront rien pour intervenir » dans la question de la réunification ou « pour faire pression sur l'un ou l'autre côté », il a répondu par avance à l'une des exigences les plus importantes de Pékin.

Les conséquences de la visite de M. Reagan, sur le strict plan bilatéral, ne devraient pas être moins significatives. Cette rencontre au sommet devrait incontestablement favoriser, dans plusieurs domaines, les chances des compagnies américaines. Le volume du commerce, qui était tombé l'an dernier à 4,4 milliards de dollars, devrait atteindre cette année, estime-t-on, le chiffre de 5,5 milliards. La structure des échanges, surtout, se modifie, la part des produits industriels et de technologie avancée augmentant considérablement au détriment des produits agricoles.

Une telle tendance s'accroîtra encore si s'instaure entre les deux pays une coopération dans le domaine nucléaire. Malgré des pourparlers de dernière minute, il n'est pas certain qu'un accord complet puisse être obtenu pendant la visite de M. Reagan. Mais il semble, à tout le moins, qu'un accord préliminaire ou « intermédiaire » puisse être annoncé. M. Reagan signera, en outre, un document visant à élargir la double taxation des sociétés des deux pays établies dans l'autre pays et renouvellera un programme d'échanges culturels pour une période de cinq ans.

MANUEL LUCBERT.

Plus de 100 millions de biographies.

DE GAULLE

BERNARD LEDWIDGE

Sir Bernard Ledwidge a connu de Gaulle durant les années où il était en poste à Paris. Les problèmes entre de Gaulle et Churchill, de Gaulle et Roosevelt, l'affaire Giraud, les contradictions dans la construction de l'Europe sont, entre autres, remarquablement éclairés par des documents nouveaux et le point de vue original de l'auteur. Un récit vif et un ouvrage de référence.

Flammarion



# AMÉRIQUES

## États-Unis

### Le programme de « la guerre des étoiles » est sévèrement critiqué par une commission du Sénat

De notre correspondant

Washington. — Le responsable du programme américain de systèmes spatiaux antimissiles, le général Abrahamson, a déclaré mardi 24 avril que la recherche en ce domaine tendrait aussi bien à la protection de l'Europe qu'à celle des États-Unis.

Ces futurs armements, qui devaient être notamment fondés sur l'utilisation de rayons laser, visent à neutraliser tant les missiles intercontinentaux que les engins de portée intermédiaire, a en effet expliqué l'ancien numéro deux de la NASA, qui était entendu par le Sénat pour la première fois depuis sa nomination, le mois dernier, à ses nouvelles fonctions.

L'annonce par M. Reagan, l'an dernier, dans son discours dit de « la guerre des étoiles », de la mise à l'étude d'armes nouvelles assurant à partir de l'espace un rempart contre des missiles adverses avait suscité une double inquiétude (le Monde du 27 mars). Cette démarche — au demeurant également entreprise par l'URSS — remet en question l'équilibre de la dissuasion, car, dès lors qu'une puissance nucléaire pourrait se croire à l'abri d'une frappe de rétorsion, rien ne l'empêcherait plus vraiment de lancer ses missiles contre un pays ennemi. Le discours de M. Reagan et les premiers pas encore modestes qui l'ont suivi avaient également amené l'Europe à

s'interroger une nouvelle fois sur la pérennité de la protection américaine, dès lors que les États-Unis semblaient vouloir se retrancher derrière un bouclier hermétique.

Les positions du général Abrahamson introduisent donc un élément d'apaisement sur ce second point, mais le programme qu'il dirige n'en a pas moins été très sévèrement critiqué, dans son essence même, par les membres de la commission des forces armées du Sénat. Soulignant que les buts de l'administration semblaient encore confus, les sénateurs ont notamment contesté qu'un système de défense antimissiles puisse conduire, comme l'affirmait le général Abrahamson, à une réduction du niveau de leurs armements par les deux superpuissances.

« Iriez-vous dire au président, lui a demandé le sénateur Nunn, l'un des meilleurs spécialistes des questions militaires, que, puisque les Soviétiques peuvent intercepter 60 % ou 70 % de nos missiles, nous devrions en réduire le nombre ? »

La réponse a été que les systèmes antimissiles pourraient « dans son premier temps » susciter une accélération de la course aux armements, mais que, une fois les armes antimissiles développées par l'URSS et les États-Unis, les deux pays constata-

raient la vanité de l'accroissement du nombre de leurs missiles.

Le général Abrahamson avait auparavant indiqué qu'un éventuel déploiement des futures armes demanderait une modification, « avec l'accord des Soviétiques », du traité américano-soviétique de 1972 qui ne les autorise à protéger qu'un seul site, sur leurs territoires respectifs, contre une attaque de missiles balistiques.

Les États-Unis ont engagé cette année un budget de 1 milliard de dollars dans la recherche sur la « guerre des étoiles ». L'administration souhaite doubler cette somme l'année prochaine et décaler, sur cinq ans, un total de 25 milliards. Ces dépenses, a dit le général Abrahamson, n'impliqueraient aucun déploiement, mais mettraient seulement le futur président en position de prendre une décision finale « avec l'aide du Congrès ».

#### Un armement « exotique »

Parallèlement, le Bureau des évaluations technologiques du Congrès (OTA) a publié, mardi, un rapport extrêmement pessimiste sur la possibilité d'arriver à une protection totale du territoire, « en raison des possibles contre-mesures soviétiques et parce qu'un tel système ne

protègerait pas contre les autres moyens de frappe nucléaire, comme les bombardiers et les missiles de croisière ».

Rédigé par le professeur Ashton Carter, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), ce rapport a fait dire au sénateur républicain Larry Pressler qu'il y avait « peu ou pas du tout d'espoir que cet armement exotique à rayons puisse éliminer la menace des armes nucléaires ».

Le même jour, M. Mondale avait violemment dénoncé les projets de M. Reagan, en les qualifiant de dangereux « contes de fées ». Le candidat démocrate s'est également prononcé pour la recherche d'un accord avec les Soviétiques évitant le développement par les deux pays d'armes antisatellites.

Le gouvernement s'était, au début de l'année, prononcé contre cette idée. Le conseiller scientifique de M. Reagan, le docteur Keyworth, a réaffirmé, mercredi, cette position devant la commission des affaires étrangères du Sénat, déclarant que les États-Unis devraient repousser de deux ans la négociation d'un accord avec les Soviétiques sur les armes spatiales afin que les programmes américains « ne soient pas bloqués par une mosaïque antérieure d'obligations découlant d'un traité ».

BERNARD GUETTA.

### La mort de David Kennedy

« Un moment très difficile pour toute la famille »

De notre correspondant

Washington. — A l'âge de douze ans, David, le quatrième des onze enfants de Robert Kennedy, l'ancien ministre de la justice de John Kennedy, avait vu en direct à la télévision son père se faire assassiner pendant sa campagne pour l'investiture démocrate de 1968. Seize ans plus tard, on l'a trouvé mort, le 25 avril, dans une chambre d'hôtel de Palm-Beach, en Floride, où le chef de famille, Rose, sa grand-mère, possédait une résidence de vacances.

Les policiers ont indiqué que rien ne laissait penser qu'il s'agisse d'un acte criminel. La radio et la télévision ont aussitôt rapporté que David avait su tout au long de sa vie un « problème de drogue ». Il aurait commencé à fumer de la marijuana un an après la mort de son père et les médecins qui lui administraient les psychotropes auraient rapidement poussé vers des stupéfiants plus dangereux. Il y a cinq ans, il s'était fait dévaliser dans un hôtel miteux de Harlem par des revendeurs de cocaïne dont il était apparemment un client régulier. La cure de désintoxication qui avait suivi n'avait pas été un succès.

Son oncle, le sénateur Edward Kennedy, a publié un bref communiqué : « Il s'agit d'un moment très difficile pour toute la famille (...). Nous espérons que David a enfin trouvé la paix qu'il n'a pas connue dans sa vie ». Le texte sonne comme la déclaration d'une famille royale frappée par le destin, mais confiante en Dieu.

Quelques semaines plus tôt, le sénateur, dont l'ancienne femme est une militante de la lutte contre l'alcoolisme après en avoir été victime et dont le fils, atteint d'un cancer des os, a été amputé d'une jambe, avait fait dire qu'il ne briguerait en aucun cas l'investiture démocrate cette année. La mise au point s'était imposée après qu'on eut commencé à murmurer son nom comme un possible troisième homme, au cas où la convention n'arriverait pas à choisir entre M. Mondale et Hart.

Mais d'ici à 1988, l'oubli sera peut-être tombé sur son échec devant M. Carter dans les primaires de 1980 et sur son accident de voiture de 1969 qui avait coûté la vie à sa secrétaire et beaucoup fait jaser. Peut-être Robert junior — l'un des frères de David — sera-t-il parvenu à régler son « problème » : il a été récemment condamné à deux ans de mise à l'épreuve pour possession d'héroïne. Cependant, cet incident n'avait pas véritablement provoqué de scandale. Il n'avait été qu'un épisode supplémentaire de la saga des Kennedy.

B. G.

### Victoire des militaires au Parlement brésilien

(Suite de la première page.)

Des fleurs du même ton étaient distribuées dans les couloirs. Des hommes les plaçaient sur l'oreille, à l'andalous. On reconnaissait de loin la silhouette massive de M. Mario Jurana, le cacique indien qui a voté « oui », évidemment. « Le peuple n'est pas bête », avait proféré quelques jours plus tôt le chef des Xavantes : « bêtes sont les militaires ».

Le vote commença tard dans la soirée. Les télévisions et les radios étaient restées muettes par la censure, ce sont quelques milliers d'habitants de la capitale qui ont représenté, quelques heures durant, entre deux coups d'œil à travers les vitres, les lançant des pétards et criant ces mots déjà entendus sous d'autres cieux : « Elle va tomber par terre — la dictature militaire ».

Pendant cinq heures, le président de la Chambre des députés, M. Fernando Lyra, un opposant, fit l'appel de ses collègues. « Comment vote le député Uriel ? Chaque fois qu'un représentant de la formation gouvernementale disait « oui », il était vivement applaudi. Il y eut une ovation spéciale pour M. Sarney junior, fils du président du PDS, lui-même affilié à ce parti, qui a voté en faveur de l'élection directe.

« Au nom de la souveraineté populaire... » Pour l'indépendance nationale... « Pour le rétablissement des libertés... » Avec le peuple dans les rues... Beaucoup de « oui » ont reçu au micro une justification éclair. La majorité des « pédestres » (membres du parti gouvernemental PDS) ont boycotté le scrutin.

Le président Figueiredo a déployé lui-même une activité inhabituelle. Il a bavardé avec beaucoup de parlementaires du PDS tentés par la dissidence. « Dans une élection directe, le parti n'aurait aucune chance », leur a-t-il dit en substance. Cet avertissement en forme de douche froide a apparemment incité quelques représentants de la formation officielle à revenir sur un « oui » déjà promis. Ceux qui ont tenu bon sont surtout les parlementaires des régions les plus développées, comme le Minas-Gérais, où les aîlés démocrates ont soufflé le plus fort.

Le rejet de l'amendement était prévisible : l'opposition dispose de 244 sièges ; or il fallait 320 voix — les deux tiers des députés — pour que l'amendement soit ensuite soumis au Sénat, où la bataille s'annonçait encore plus ardue. Le handicap n'était pas mince. Il n'a été comblé qu'en partie. « Ce que nous

crignons », a dit M. Renato Archer, membre de la direction nationale du PMDB d'opposition, « c'est la frustration énorme de la population, et des débordements difficiles à contrôler. Pour nous, la bataille continue. Nous allons mobiliser de nouveau le peuple dans la rue ». Il existe en effet une autre échéance : le président Figueiredo a présenté son propre projet d'amendement à la Constitution en vue d'établir l'élection directe du chef de l'Etat en 1988, deux ans avant le terme actuellement prévu.

« Nous présenterons un projet de sous-amendement, expliquent les dirigeants de l'opposition pour fins à 1984 ce que le général Figueiredo veut repousser à dans quatre ans. Entretemps, des négociations vont sans doute s'engager avec le gouvernement pour trouver une solution de conciliation. Mais le pouvoir est divisé. Le président ne semble pas en mesure d'arbitrer entre les factions rivales, encore moins d'imposer ses propres vues — s'il en a. Si la tendance est néanmoins au compromis, c'est parce que les Brésiliens connaissent les risques que comporterait un affrontement. Le sens du compromis, ils l'ont dans les gènes. Il fait partie de leur tempérament, de leurs traditions — au même titre que la bonne humeur qui accompagne toujours leurs revendications.

CHARLES VANHECKE.

### République Dominicaine

LES SYNDICATS DONNENT UNE SEMAINE AU GOUVERNEMENT POUR RETENIR LES HAUSSES DE PRIX

Saint-Domingue (AFP. AP. Reuters). — Les centrales syndicales dominicaines ont, le mercredi 25 avril, demandé aux travailleurs de la République caribéenne de reprendre leurs activités, afin que soit mis un terme aux émeutes qui ensanglantent le pays depuis l'avant-veille.

Ces organisations, qui avaient appelé à une grève générale mardi, ont annoncé qu'elles laissent un délai d'une semaine au gouvernement du président Salvador Jorge Blanco pour répondre à leurs demandes de report des hausses de prix de certains produits de première nécessité. Ces hausses avaient déclenché les violences des derniers jours.

Le bilan officiel des émeutes s'établit à quarante-trois morts et cent cinquante-sept blessés. Trois personnes ont encore été tuées mercredi.

Dans la soirée le président social-démocrate, M. Salvador Jorge Blanco, a annoncé qu'il entendait rester à son poste jusqu'à la fin de son mandat en 1986, et affirmé que l'armée mettrait fin aux désordres « à n'importe quel prix ». Le discours n'a pas fait mention des augmentations de prix à l'origine des violences. Apparaissant sur les écrans de télévision flanqué des principaux chefs militaires du pays, le président a accusé à la fois l'opposition de gauche et l'ancien président Balaguer (droite autoritaire) d'être à l'origine de la situation trouble que connaît la République.

# A TOUS LES FRANCAIS

« Je connais la Wallonie aussi bien et peut-être mieux que le Québec. Comment pourrais-je y être indifférent ? Je suis né sur ses bords, j'y ai fait des séjours qui m'ont laissé des souvenirs durables. C'est vous dire que je partage toutes vos inquiétudes quant à son avenir. Cette région est une des plus vieilles d'Europe. L'âge moyen de ses habitants est élevé. Le Gouvernement belge n'a voulu pratiquer aucune politique démographique (je me souviens de l'intervention de Sauvy) lorsque cette politique était encore possible. Dans les vingt ans qui viennent, le déséquilibre entre les représentants flamands et wallons sera bien plus grave encore qu'aujourd'hui. La situation économique va décliner rapidement à la première secousse de la sidérurgie. Les charbonnages : c'est déjà fini. Seule une intervention énergique de l'Etat peut encore redresser cette situation. Mais l'Etat belge n'en aura ni l'intention, ni la volonté. C'est votre drame d'appartenir à un Etat qui assistera impuissamment à votre déclin. C'est une manière de faire place à d'autres. C'est une tradition historique germanique d'occuper les terrains en friche.

« Que peut la France ? Toute intervention de sa part, si modeste soit-elle, serait immédiatement soulignée, amplifiée surtout, par les notables francophones de votre pays qui ne manqueraient pas d'invoquer l'impérialisme français, notre volonté hégémonique et tout le reste ! Nous souleverions des tempêtes à l'intérieur du Marché Commun auprès duquel les autorités belges se donneraient une image d'agresseurs ou même de martyrs. Déjà maintenant ils ne s'en privent pas ! La France ne peut donc courir ce risque. Nos relations avec nos voisins sont bonnes. Nous ne pouvons les compromettre. Je regrette de devoir vous le dire : « Chaque peuple ne peut se redresser que par lui-même ». Tâchez de vous trouver des chefs jeunes qui diront la vérité au peuple et qui mobiliseront ce qui en reste. Bien entendu, si un jour, une autorité politique représentative de la Wallonie s'adressait officiellement à la France, ce jour-là de grand cœur, nous répondrions favorablement à une demande qui aurait toutes les apparences de la légitimité. Avant, c'est impossible.

« J'ai pourtant la conviction que seule leur prise en charge par un pays comme la France peut assurer l'avenir à vos trois ou quatre millions de Wallons.

« Ah croyez-moi, si j'ai le devoir de vous tenir ce langage, c'est vraiment parce que la nécessité et l'intérêt de mon pays me l'imposent. Sinon pourquoi le ferais-je ? La politique traditionnelle de la France a toujours tendu à rassembler dans son sein les Français de l'extérieur. La Wallonie a été exclue de ce rassemblement par un accident de l'histoire. Elle a pourtant toujours vécu en symbiose avec nous et ce depuis Alésia jusqu'au 18 juin 1940 en se rangeant rapidement dans notre camp.

« C'est un drame pour le peuple wallon dont le passé est si remarquable de dépendre aujourd'hui d'un autre peuple qui ne fera rien d'autre que l'étouffer en attendant de l'absorber un jour.

« Mais permettez à quelqu'un qui en a eu l'expérience dans des circonstances dramatiques : rien n'est jamais définitivement perdu dans la vie des peuples si ses dirigeants ne s'abandonnent pas aux faux fatalismes de l'histoire. »



## GENERAL DE GAULLE

Ces propos ont été tenus par le général de Gaulle à Robert Lienard en 1965. Ils constituent une des révélations contenues dans un livre de Claude de Groulart « DE GAULLE, VOUS AVEZ DIT BELGIQUE ? » paru aux

EDITIONS PIERRE-MARCEL FAVRE

# VIVE LA WALLONIE LIBRE!

فكذا من الأصل



# Taiwan face aux infidélités de l'«ami américain»

## II. - Commerce au galop, démocratie au ralenti

De notre envoyé spécial  
ROLAND-PIERRE PARINGAUX

« Autre » Chine longtemps reconnue par Washington et soutenue par M. Reagan jusqu'à son arrivée à la Maison Blanche, Taiwan voit avec une certaine préoccupation l'arrivée à Pékin, la capitale « rivale » d'une « Chine communiste » exécutée, du président d'une Amérique « amie » (le Monde du 26 avril). Les garanties de Washington ne sont plus suffisantes, et Taiwan compte désormais essentiellement sur le renforcement de ses liens commerciaux avec le reste du monde, grâce à son extraordinaire développement économique.

Taipei. - La diplomatie peut bien battre de l'aile, et les présidents américains se succéder sur la Grande Muraille, on se rassure à Taiwan en se disant qu'au long-temps que les affaires iront bien et que la « stabilité politique » restera aux mains du parti unique, le pire n'est pas pour demain. Aujourd'hui, si l'opposition ne va pas vraiment mieux, les affaires, elles, vont plutôt bien.

Ville de béton sans grâce, mais pas sans charme, Taipei est le vivant et bruyant témoignage. La capitale ne cesse de se transformer sous l'effet d'une croissance attestant succès et confiance. Un peu partout, elle se modernise, pour le meilleur ou pour le pire, à la manière de Singapour et de Hongkong, ces « sœurs » chinoises capitalistes et affairistes, ouvertes sur l'étranger, promptes à saisir le vent, adeptes de tous les jeux d'argent.

Tours verre-acier, centres hôteliers, culturels ou financiers, supermarchés, immeubles en tous genres, émergent du feuillage d'échappées et d'ateliers où s'est accumulé, en famille, le capital et qui semblent déjà d'un autre âge. Sous un foisonnement de néons, façades et vitrines deviennent plus attractives, les péones plus élégants, et les jeunes générations « à la mode ».

A la périphérie, les cités-dortoirs font reculer les taudis ; l'auto, la moto, sont partout - la pollution aussi. Du matin au soir règne une fièvre de négoce, de consommation et de plaisir. Débordante d'activité, brouillonne, populaire et surpeuplée, riche ou pauvre, Taipei - et au-delà, Taiwan - semble en permanence saisie par une boulimie de progrès, de promotion et d'enrichissement, qui ne lui a pas si mal réussi jusqu'ici.

Certes l'exode rural, puis le gonflement de la capitale et des quartiers ouvriers, ont engendré ici aussi des maux de société difficiles à résorber. Mais, en trente-cinq ans, la « petite Chine » de 18 millions d'habitants est devenue l'une des « grandes » nations commerçantes du monde, le revenu par tête est passé de 100 à 2 400 dollars. L'alphabétisme a reculé de plus de 40 % à moins de 10 %. La gamme des spécialités made in Taiwan va de la sandale à l'ordinateur, en passant par la machine-outil et la construction navale. Fluctuat nec mergitur... Dans la zone des typhons et sur les vagues de la conjoncture internationale, Taiwan tient bien le mer, parfois même trop bien.

### Des chiffres prometteurs

1983 n'a pas été une mauvaise année, loin de là. Et à l'heure où M. Reagan débarque à Pékin avec de menus cadeaux et avec l'espoir d'ouvrir un peu plus le marché chinois, 1984 s'annonce encore meilleure pour Taiwan, grâce au marché américain. En effet, la politique de mutation technologique en cours ne renforce pas seulement la structure de l'île face au continent. Elle accentue aussi le décalage des produits taiwanais sur le marché américain à un rythme dix fois supérieur à celui des exportations de la Chine populaire vers les Etats-Unis. Mais ce succès remarquable n'est qu'à moitié rassurant.

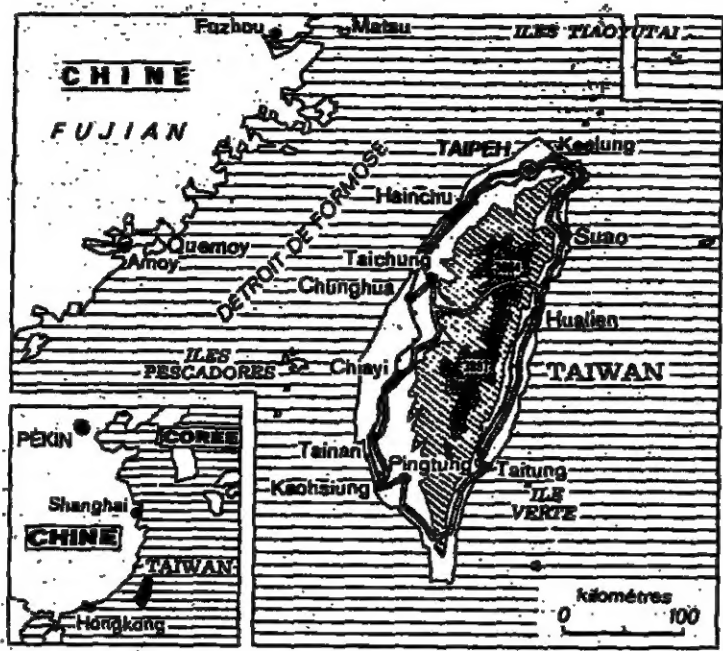
« L'an dernier, la croissance a été de 7 %, dépassant nettement nos prévisions (5,5 %), dit M. Vincent Sew, directeur du commerce extérieur. Les investissements ont été relativement faibles, les dépenses publiques et la construction également. Grâce à la reprise aux Etats-Unis, l'essentiel est venu du commerce, qui a atteint 45,5 milliards de dollars. Les exportations ont progressé deux fois plus vite (14 %) que les importations. Le surplus global s'est élevé à quelque 5 milliards. L'inflation a été inférieure à 4 %. Les réserves de devises sont copieuses, et Taiwan prête beaucoup sur le marché international ».

Bonne année, somme toute. On s'en félicite, on s'en console, ici, en faisant des comparaisons peu flatteuses : « Dans un monde de changements rapides et de perpétuelles crises, la capacité de prévision et de planification d'un pays est la clé de

sa survie, de sa stabilité, de sa prospérité », déclarait récemment M. Yung Wei, responsable de la commission gouvernementale pour la recherche et le développement. Grâce à une telle politique, « de petites nations aux ressources limitées peuvent triompher de l'adversité, alors que de grandes nations au potentiel énorme, mais victimes d'erreurs de prévision, risquent de saper

wan continue sur sa lancée. Le surplus commercial a déjà atteint 2 milliards au cours du premier trimestre.

La situation est inconfortable pour les dirigeants taiwanais : mais, disent-ils : « C'est la loi du marché. Quoi qu'il en soit, le phénomène met en évidence la dépendance (jugée excessive) à l'égard du



les bases mêmes de leur stabilité et de leur vitalité », soulignait-il. Les Taiwanais n'hésitent jamais à donner des « leçons » de ce genre à la « grande Chine », et pas à elle seule. Pour des raisons plus commerciales que sentimentales, on se désolait ici aussi du « déclin » de l'Europe occidentale.

### Les Etats-Unis, premier client

L'aspect le plus satisfaisant dans la course vitale à la modernisation et à la compétitivité - ces garanties du maintien de relations avec une centaine de nations - tient au fait que, pour la première fois l'an dernier, les produits électroniques et l'électronique sont arrivés en tête des exportations. Avec une valeur de 5 milliards de dollars, ils ont relégués les textiles - numéro un traditionnel - au deuxième rang. La croissance de ce secteur a été inférieure à 10 %, alors que celle des produits électroniques, partis de très bas, a fait un bond de 70 %. « Ces résultats, souligne M. Sew, sont le reflet de la politique de promotion structurelle entreprise par le gouvernement. Ils attestent de son bien-fondé et témoignent des capacités prometteuses des nouvelles industries » (ordinateurs et circuits intégrés).

Brillant, ce tableau n'est pas sans ombres. La toute première, qui tient à l'excès des succès commerciaux taiwanais, est américaine et, comme telle, particulièrement préoccupante. En effet, le degré de concentration des exportations de Taipei aux Etats-Unis est particulièrement fort : plus de 45 % du total. Cette technique de « tir groupé » à la japonaise a provoqué, du côté américain, un déficit commercial bilatéral proche de 7 milliards de dollars. Malgré les cris et les menaces de l'administration Reagan, malgré ses démentis en période électorale, et malgré quelques gestes conciliatoires (mais de faible portée), Tai-

le marché américain et, également, les limites de la politique de diversification entreprise au début de la décennie - tout particulièrement vers les pays de la CEE - afin de compenser les revers diplomatiques par des liens commerciaux plus étroits. Il révèle également le déséquilibre structurel des échanges : les importations taiwanaises, déséquilibrées qui interviennent en sens inverse de celui enregistré dans les échanges entre Taiwan et les Etats-Unis. Taipei enregistre son plus gros déficit avec Tokyo. Quant aux échanges avec la CEE, ils ont chuté de près de 10 %.

Par ailleurs, pour prometteur qu'il soit, le passage d'une économie à forte densité de main-d'œuvre à une structure à forte intensité de technologie n'est pas sans difficultés. La réputation de « pirate technologique », la petite taille des entreprises - par opposition aux conglomérats nippons et sud-coréens - les problèmes de qualification, de gestion, de formation, d'investissement et de participations étrangères (financières et technologiques) restent nombreux. Cela dit, on se rassure en regardant depuis le début de l'année les étrangers manifester leur confiance dans les capacités économiques et dans l'avenir politique de Taiwan sous la forme la plus recherchée, celle de l'investissement. Il est en hausse de 200 % par rapport au premier trimestre de 1983.

### L'alibi

de la « menace communiste »

Comble d'ironie, alors que les « politiques » - M.M. Nakasone et Reagan - se succèdent pour des effusions pékinoïses, les investisseurs nippons et américains manifestent un regain d'intérêt pour Taiwan. On attend aussi à coffres ouverts les riches cousins de Hongkong, que Londres doit restituer à la souveraineté de Pékin dans une douzaine d'années.

tion des libertés politiques est beaucoup plus lente ».

Les opposants que nous avons rencontrés soulignent les limitations à la démocratisation politique, malgré une « atmosphère généralement plus libérale ». Formellement, l'opposition est interdite. Elle existe en fait, mais sans pouvoir se constituer en partis : le système électoral la désavantage lourdement. La presse reste très contrôlée. La police est très présente, l'armée toute-puissante (...).

Les autorités nuancent ces critiques, sans nier l'existence de limitations à la démocratie « telle que la pratiquent quelques rares nations occidentales ». Elles font régulièrement valoir « la menace communiste », et le risque de « faire le jeu de l'ennemi », pour justifier certaines rigueurs « inévitables dans le cadre de la loi martiale ».

« Mais nous sommes tous anti-communistes », rétorque un opposant. « Nous accusons du contraire, ou faire de nous des séparatistes, c'est une manœuvre pour nous empêcher de parler des problèmes de Taiwan et des Taiwanais, de nos problèmes et de notre avenir. » Ce que redoutent le plus les Taiwanais, ce n'est pas dans l'immédiat la menace extérieure directe. C'est que, à terme, les dirigeants du Kuomintang fassent eux-mêmes le jeu des communistes en leur livrant l'île qu'ils occupent il y a trente-cinq ans, et remarquablement développée depuis, avec l'aide des Etats-Unis, mais qui, pour eux comme pour Pékin, n'est qu'un fragment de la Chine.

FIN

**JOYCE PERPLEXE : MOLLY BLOOM S'EST PERDUE DANS LES DÉDALES DE DUBLIN !**

**TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.**

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

Irlande

**L'EGYPTE GOUVERNÉE PAR UN ENFANT : TOUTANKHAMON, 11 ANS !**

**TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.**

egypte

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

**Plus vite, moins cher !**

**Vous cherchez**

- une 205 GR, SR ou GT !
- un cabriolet SAMBA !
- une 305 ou une 505 tous types !
- une 505 GTI ou turbo !
- une 604 GTI ou GTD !

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

**PEUGEOT-TALBOT**

**NEUBAUER**

M. GÉRARD 82160.21

227, bd Anatole France - ST-DENIS - Métro : Mairie de St-Denis

**30 avril : enfin, le Service Intercontinental sans changer de continent.**

STEAK - COUPS BROUILLÉS - PETITS PAINS - CROISSANTS - THÉ - CAFÉ - LAIT - CHOCOLAT - JUS D'ORANGE - CONFITURES

	Aller	Retour
Lundi	9.25-10.50	12.15-13.40
Mardi	9.25-10.50	12.15-13.40
Mercredi	9.25-10.50	12.15-13.40
Vendredi	9.25-10.50	12.15-13.40
Dimanche	9.25-10.50	12.15-13.40

Enfin ! 1 h 25 d'un vol parfait en gros porteur TriStar Air Canada dans le calme et le confort inégalables de la Classe Affaires Intercontinental.

Enfin ! A l'aller, un vrai petit déjeuner complet servi dans de la porcelaine ; au retour, un grand déjeuner de 4 plats, vins et liqueurs à discrétion.

Enfin ! Le Service Intercontinental sans changer de continent. Paris-Munich sur Air Canada : c'est si bon que vous trouverez le vol trop court. Réservez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

**AIR CANADA Intercontinental**

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris - Munich, 24 et 26 mai, 30 mai, 31 mai, 1er juin, 2 juin, 3 juin, 4 juin, 5 juin, 6 juin, 7 juin, 8 juin, 9 juin, 10 juin, 11 juin, 12 juin, 13 juin, 14 juin, 15 juin, 16 juin, 17 juin, 18 juin, 19 juin, 20 juin, 21 juin, 22 juin, 23 juin, 24 juin, 25 juin, 26 juin, 27 juin, 28 juin, 29 juin, 30 juin, 1er juillet, 2 juillet, 3 juillet, 4 juillet, 5 juillet, 6 juillet, 7 juillet, 8 juillet, 9 juillet, 10 juillet, 11 juillet, 12 juillet, 13 juillet, 14 juillet, 15 juillet, 16 juillet, 17 juillet, 18 juillet, 19 juillet, 20 juillet, 21 juillet, 22 juillet, 23 juillet, 24 juillet, 25 juillet, 26 juillet, 27 juillet, 28 juillet, 29 juillet, 30 juillet, 31 juillet, 1er août, 2 août, 3 août, 4 août, 5 août, 6 août, 7 août, 8 août, 9 août, 10 août, 11 août, 12 août, 13 août, 14 août, 15 août, 16 août, 17 août, 18 août, 19 août, 20 août, 21 août, 22 août, 23 août, 24 août, 25 août, 26 août, 27 août, 28 août, 29 août, 30 août, 31 août, 1er septembre, 2 septembre, 3 septembre, 4 septembre, 5 septembre, 6 septembre, 7 septembre, 8 septembre, 9 septembre, 10 septembre, 11 septembre, 12 septembre, 13 septembre, 14 septembre, 15 septembre, 16 septembre, 17 septembre, 18 septembre, 19 septembre, 20 septembre, 21 septembre, 22 septembre, 23 septembre, 24 septembre, 25 septembre, 26 septembre, 27 septembre, 28 septembre, 29 septembre, 30 septembre, 1er octobre, 2 octobre, 3 octobre, 4 octobre, 5 octobre, 6 octobre, 7 octobre, 8 octobre, 9 octobre, 10 octobre, 11 octobre, 12 octobre, 13 octobre, 14 octobre, 15 octobre, 16 octobre, 17 octobre, 18 octobre, 19 octobre, 20 octobre, 21 octobre, 22 octobre, 23 octobre, 24 octobre, 25 octobre, 26 octobre, 27 octobre, 28 octobre, 29 octobre, 30 octobre, 31 octobre, 1er novembre, 2 novembre, 3 novembre, 4 novembre, 5 novembre, 6 novembre, 7 novembre, 8 novembre, 9 novembre, 10 novembre, 11 novembre, 12 novembre, 13 novembre, 14 novembre, 15 novembre, 16 novembre, 17 novembre, 18 novembre, 19 novembre, 20 novembre, 21 novembre, 22 novembre, 23 novembre, 24 novembre, 25 novembre, 26 novembre, 27 novembre, 28 novembre, 29 novembre, 30 novembre, 1er décembre, 2 décembre, 3 décembre, 4 décembre, 5 décembre, 6 décembre, 7 décembre, 8 décembre, 9 décembre, 10 décembre, 11 décembre, 12 décembre, 13 décembre, 14 décembre, 15 décembre, 16 décembre, 17 décembre, 18 décembre, 19 décembre, 20 décembre, 21 décembre, 22 décembre, 23 décembre, 24 décembre, 25 décembre, 26 décembre, 27 décembre, 28 décembre, 29 décembre, 30 décembre, 31 décembre.



## ASIE

### Afghanistan

**L'ENSEMBLE DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE EXPRIMENT LEUR SOLIDARITÉ AVEC LES MAQUISARDS DE LA VALLÉE DU PANSHIR**

L'agence soviétique Tass a annoncé mercredi 25 avril, la « déroute » des « rebelles » dans la vallée du Panshir, citant des sources afghanes. Le Kremlin a aussi répété - à l'occasion de la célébration du sixième anniversaire de la prise du pouvoir par les communistes afghans, le 27 avril 1978 - qu'il continuait à fournir son « aide internationale » à Kaboul. C'est sans doute dans le contexte de cet anniversaire que l'on doit voir le triomphalisme des communiqués officiels sur l'opération soviéto-afghane au Panshir.

Pour leur part, les représentants de la résistance, comme les diplomates occidentaux dans la région, ne pensent pas que les Soviétiques-Afghans aient remporté une victoire totale. Ils penchent plutôt pour un « repli tactique » - les termes utilisés par M. Rabbani, chef du Jamiat Islami, auquel appartient le chef militaire du Panshir, le commandant Masoud - face à un adversaire redoutable, et estiment que la résistance continue.

Toutefois, les événements du Panshir et la violence des offensives soviétiques semblent avoir eu un impact sur les mouvements de résistance, longtemps divisés. M. Rabbani a appelé tous les Moudjahidins à barcarer partout où cela était possible les forces soviéto-afghanes et à couper leurs voies de communication afin de financer l'offensive dans la vallée. Il a demandé à tous les maquisards de s'unir et à tous les pays « libres » des vivres et des médicaments. Le Hezbi Islami, parti rival du Jamiat - des affrontements armés ont eu lieu entre eux - et dirigé par M. Gulbuddin Hekmatyar, a annoncé sa décision de coopérer avec les résistants du Jamiat tout au long de la vallée du Panshir.

Le chef de l'Alliance regroupant sept mouvements fondamentalistes, M. Abdul Rah Rasoul Sayraf, a « ordonné » à tous les combattants de « mettre fin à leurs divergences » et de « s'unir » pour secourir leurs « frères » du Panshir. Un autre dirigeant afghan, le maulawi (religieux) Yunus Khalai, qui commande des groupes d'ethnie pashtoun dans l'est du pays, a lui aussi apporté son entier soutien aux résistants du Panshir et s'est dit prêt à lutter avec eux contre l'« ennemi russe ». (AFP, Reuters, AP.)

**CET ÉTÉ VIVEZ**

**LA BULGARIE**



**Dhahran**

Tous les mardis et jeudis, départ 20 h 30 d'Orly-Sud, arrivée 07 h 10 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

**AUSTRIAN AIRLINES**  
Austrian Airlines, Orly-Sud.  
Réservations : 266.34.66

## EUROPE

### Yougoslavie

**La mise en œuvre du plan de stabilisation suscite de grandes perturbations**

De notre correspondant

Belgrade. - La mise en œuvre du plan dit de « stabilisation », adopté l'année dernière par la Yougoslavie, continue à susciter de grandes perturbations. Elle se traduit par un large débat où s'entrechoient les questions économiques, politiques, sociales et aussi idéologiques, tandis que se « mobilisent » toutes les « forces socialistes organisées » dont les représentants siègent en permanence et adressent des appels pressants aux « travailleurs et citoyens ». Il s'agit de prendre des mesures de redressement dans tous les domaines, mais dans le strict respect de principes autogestionnaires qui n'ont pas toujours été très clairs, et d'interpréter les décisions de l'Assemblée fédérale, celles des républiques, régions autonomes et communes, de façon à ne pas interrompre les échanges tendant à améliorer le système de la répartition des revenus, le régime du commerce extérieur et des devises, à accélérer les travaux des semences de printemps, à ralentir le rythme de l'inflation, l'incompétence et l'inertie des bureaucraties, ces décisions font souffrir le martyre aux dirigeants des entreprises qui ont du mal à s'y retrouver. Le gouvernement fédéral, considéré depuis longtemps comme le « coupable de service », est constamment cloué au pilori. Il serait le seul responsable des maux de tous et de chacun, et, comme ces derniers mois plusieurs de ses initiatives ont échoué ou n'ont été approuvées qu'avec d'importantes modifications, son président, M. Milka Planinc, semble aigri.

S'adressant au début du mois à la plus haute instance de l'Alliance socialiste (le Front), elle a plaidé avec force en faveur d'une politique nationale coordonnée, laissant entendre qu'elle pourrait, « si nous continuons à nous embourber », se retirer pour permettre la « formation d'un autre gouvernement ». Elle n'a pas dissimulé son plus profond mécontentement devant le fonctionnement du système yougoslave de représentation populaire qu'un dirigeant croate a comparé de son côté à un « moulin qui tourne sans donner de farine ». La déclaration de M. Planinc a fait sensation. Elle a suscité diverses spéculations relatives à son successeur éventuel et à la nouvelle composition du gouvernement fédéral, qui, de toutes façons, sera remanié - deux de ses membres, MM. Dolanc et Mohor, respectivement ministres de l'Intérieur et des affaires étrangères, devaient accéder en mai à la direction collégiale de l'État (le Monde du 23 mars).

Des observateurs pensent cependant que, par sa « sortie », le premier ministre ne cherchait qu'à faire pression sur les républiques et régions autonomes et les dirigeants de la Ligne pour qu'ils mettent un terme à leurs discordes.

### Spéculation

Les interminables « concertations sociales », qui précèdent obligatoirement les décisions importantes, l'inefficacité des « accords autogestionnaires » (ils seraient au nombre de sept millions), qui devraient avoir force de loi, mais ne sont guère respectés, les polémiques qui éclatent dans les commissions de l'Assemblée nationale et dans les chambres économiques, où les intérêts « spécifiques » passent avant ceux de la communauté, entravent depuis plus de huit mois l'application du plan de stabilisation - dont certains se demandent même s'il a vraiment commencé à être mis en œuvre. Or, aux termes de l'accord conclu avec le Fonds monétaire international, qui a avancé à la Yougoslavie un crédit de 400 millions de dollars pour soutenir son plan de stabilisation, le 1<sup>er</sup> mai est la date fixée pour l'entrée en vigueur de plusieurs importantes mesures, notamment celle concernant le « dégel » des prix. « Beaucoup de gens ont une grande peur du dégel des prix », a dit un journaliste de la télévision à M. Ante Zimjarevitch, membre du conseil fédéral, qui, théoriquement du moins, a la haute main sur la politique des prix. « Je les comprends », a répondu celui-ci. « J'ai peur moi-même ».

Pourquoi une telle réaction générale à une opération destinée pourtant à rendre les prix des produits yougoslaves compétitifs sur le marché international ? Parce que la Yougoslavie a déjà eu recours à plusieurs fois à la dévaluation et au dégel des prix, mais sans succès.

Cette fois, le risque semble d'autant plus grand que des commerçants peu scrupuleux ont déjà fait circuler des fausses nouvelles, prétendant que pour ne pas remettre en cause

### URSS

**Le nouveau programme du Parti communiste sera à la fois vague et optimiste**

De notre correspondant

Moscou. - Un serpent de mer de la vie politique soviétique a fait une réapparition spectaculaire, mercredi 25 avril, avec la réunion de la commission du comité central chargée d'élaborer un nouveau programme pour le Parti.

M. Tcherencko a visiblement pris l'affaire en main, même si plusieurs orateurs ont parlé lors de la réunion, et notamment, M. Mikhaïl Gorbatchev, ministre de la Défense, à qui revient, selon la tradition, le rôle de l'idéologue. « Dans les conditions actuelles, notre programme doit être celui du perfectionnement du socialisme élargi assurant la progression vers le communisme. Une telle approche nous permet d'éliminer les contradictions que la vie a fait apparaître entre certaines thèses du programme en vigueur et le cours réel de l'évolution socialiste », a déclaré le secrétaire général, fixant le cadre et les motifs-clés du travail de la commission.

Le vocabulaire est en tous points conforme à celui employé au vingtième congrès (1981) lorsqu'il avait été décidé de réviser le programme du Parti. Officiellement, l'URSS est actuellement dans la

voie du « perfectionnement du socialisme élargi » et se dirige à une vitesse non précisée vers le communisme, alors que le programme de 1961, écrit sous la houlette de Khrouchchev promettait l'« avènement de la société communiste et le dépassement du niveau de vie américain pour 1980 ».

M. Tcherencko veut éviter le renouvellement de ce genre de fautes répétées et insiste sur le caractère « prolongé » de la phase historique actuelle. « Ce ne sont pas les caractéristiques quantitatives, mais qualitatives de notre société [...] qui doivent constituer l'essentiel de la nouvelle rédaction du programme du Parti », explique le secrétaire général. Cette absence de référence précise lui permet d'affirmer aussi que le programme qui sortira des travaux de la commission « ne sera pas différent » du précédent, tout en étant « nouveau ». Dans son intervention, le chef du Parti et de l'État soviétique fait référence aux grandes valeurs classiques qui sont l'« élévation incessante du bien-être du peuple » et la « formation d'un homme nouveau à la personnalité harmonieuse ». Sur ce dernier point cependant, « comme dans d'autres questions essentielles, il faut être l'anticipation et l'idéalisation ». Globalement, l'optimisme reste de rigueur. « Nous ne doutons nullement que le socialisme gagnera la compétition avec le capitalisme », affirme M. Tcherencko, « même si ce dernier dispose encore de pas mal de réserves qui sont loin d'être épuisées entièrement ». Le Parti est enfin, selon son secrétaire général, « devenu sans réserve à la cause de la paix ».

M. Tcherencko précise que lorsque le projet de document sera prêt, il sera discuté par un plénum du comité central. La formulation définitive pourrait être adoptée par le vingt-septième Congrès, prévu pour 1986. Le Parti communiste soviétique devrait alors disposer d'un texte de référence suffisamment vague pour tenir jusqu'à l'an 2000, deuxième millénaire.

DOMINIQUE D'HOMBERG.

**DES PRIX A VIVRE**  
UNE SEMAINE TOUT COMPRIS  
A partir de **2080 F**  
**LA BULGARIE**

qu'après le 1<sup>er</sup> mai, au prix fort. C'est ainsi que le contrôle du marché a découvert dans les dépôts d'une seule entreprise de Belgrade dix mille machines à laver et autres appareils ménagers, dissimulés par le propriétaire qui attendait la libération des prix pour les mettre en vente. La psychologie de l'immense d'une hausse considérable des prix est si répandue que les gens envahissent les magasins et raflent chaussures, textiles, linge, articles de bonneterie, convaincus que d'ici deux ou trois mois, compte tenu de leurs revenus, ils ne pourront plus les acheter.

On relève cependant un fait encourageant. Les durs pénuries d'articles de grande consommation que le pays avait connus cet hiver ont cessé. On trouve maintenant du beurre, de l'huile, de la viande, du café, voire du chocolat et des agrumes. Et cette situation semble devoir durer, puisque la saison touristique approche et qu'il n'est pas question de priver les étrangers qui passent leurs vacances en Yougoslavie.

La nouvelle politique ne prévoit cependant pas la libération des prix de tous les produits et services. Certains demeureront sous le contrôle de la fédération, alors que d'autres seront fixés sur la base des « accords sociaux ». Le dégel des prix sera accompagné du renforcement du crédit, lui aussi exigé par le FMI, et de mesures de contrôle de l'inflation, qui, en 1984, serait limitée, selon certaines sources, à 30 % ou 40 %. Qui qu'il en soit, le « paquet » du plan de stabilisation attendu pour le 1<sup>er</sup> mai a un sens très précis pour les Yougoslaves, qui ont déjà vu leur salaire réel chuter de plus de 10 % en 1983 : ils devront encore se serrer la ceinture, et pour longtemps.

PAUL YANKOVITCH.

**Portugal**  
**DEUX CÉLÉBRATIONS PARALLÈLES**  
**DU 25 AVRIL 1974**

Les deux célébrations parallèles du dixième anniversaire du 25 avril 1974, à Lisbonne, ont connu des succès inégaux. Les Portugais ont plutôt boudé les cérémonies officielles organisées par le gouvernement de M. Soares. En revanche, ils ont participé massivement à la manifestation conduite par les anciens dirigeants du Mouvement des forces armées.

La parade militaire, impeccablement organisée, n'avait attiré qu'une faible foule de spectateurs. Une foule plus dense se pressait au bas de la rue de la Liberté, près de la tribune officielle, où se tenaient le président Eanes, M. Soares, ainsi que le maréchal de Spínola, qui avait été chef de l'État dans la première phase du processus révolutionnaire de 1974, avant de donner sa démission en septembre 1974, et qui avait été désigné président d'honneur de la commission officielle.

Les anciens « capitaines » du 25 avril ont, quant à eux, participé à la grande manifestation de l'après-midi, suivie par une centaine de milliers de personnes. Le CGT et le PC avaient appelé leurs sympathisants à participer massivement à ce défilé. Parmi les officiers présents - en civil - dans la foule, on remarquait Vasco Lourenço, ancien responsable militaire de la région de Lisbonne, qui est président de l'Association du 25 avril, organisation regroupant environ le tiers des officiers d'active portugais.

Rabat a été témoin que des batailles aient eu lieu. Toutefois, un responsable a déclaré au correspondant de Reuters que les Sahraouis « se livrent à des opérations de harcèlement en tirant de loin au mortier » sur les troupes marocaines occupées à construire une « mur » pour défendre Zag.

A Alger, sous le titre « Bruits de bottes », le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* a critiqué vivement, mercredi, le rôle des États-Unis et de « deux ou trois autres pays » dans la dégradation du climat politique et militaire, et souligne que la concentration de quelque trente mille Marocains dans la région de Zag « laisse craindre le pire ». (Reuters, AFP, AP.)

### Grande-Bretagne

**EN DÉSACCORD AVEC LA RÉDACTION**

**Lorho pourrait vendre « The Observer » à un ancien député travailliste**

De notre correspondant

Londres. - Le plus vieux journal dominical britannique, *The Observer*, pourrait bientôt changer de propriétaire. En désaccord avec la rédaction en chef, M. Roland « Tiny » Rowland, président du groupe financier multinational Lorho, qui avait racheté l'hebdomadaire à une compagnie pétrolière américaine en 1981, a décidé subitement de mettre en vente la publication. Un ancien député travailliste devenu avec succès directeur et imprimeur, M. Robert Maxwell, s'est aussitôt porté acquéreur, et des négociations ont commencé le 24 avril.

M. Rowland n'a manifestement pas la même conception du libéralisme et de l'indépendance que la rédaction de *The Observer*. Le 15 avril, l'hebdomadaire publia sous la signature de son rédacteur en chef, M. Donald Treflford, un reportage au Zimbabwe faisant état d'atrocités commises par les troupes gouvernementales lors de la répression de la dissidence au Matabeleland, dans le sud du pays. Le lendemain, M. Rowland dévota publiquement le journaliste et adressa immédiatement des « excuses » à M. Robert Maxwell. Il ordonna à M. Treflford de retourner à Harare pour y enregistrer la version « officielle » des événements, mais M. Treflford refusa en se disant sûr des témoignages qu'il a recueillis.

Rien que les informations sur les « massacres » aient été confirmées par d'autres journaux puis par un rapport des Églises, M. Rowland déclare qu'il n'a plus d'autre choix que de licencier M. Treflford ou de vendre le journal. Les journalistes de *The Observer* se solidarisant avec leur rédacteur en chef, il préféra la seconde solution.

Si M. Rowland porte soudain tant d'intérêt à une information, c'est que son groupe, Lorho, détient des intérêts considérables en Afrique et particulièrement au Zimbabwe, où il emploie des milliers de personnes et trouve une grande partie de ses re-

venus (15 millions de livres par an - environ 180 millions de francs). L'histoire de Lorho a commencé il y a temps de la Rhodesie. M. Rowland n'a jamais caché que sa politique est de s'entendre avec tous les dirigeants africains quels qu'ils soient. Il est donc très lié avec le régime de M. Mugabe.

Mardi, un comité composé de cinq personnalités « indépendantes », chargées, depuis 1981, de veiller au respect de la liberté de la rédaction, a affirmé son soutien à M. Treflford et sévèrement critiqué l'« ingérence » inadmissible de M. Rowland.

L'affaire du reportage au Matabeleland a été déterminante dans la colère de M. Rowland, mais il y avait déjà longtemps qu'il était en désaccord avec M. Treflford sur la manière de diriger le journal. Il semble que, dernièrement, la campagne menée par *The Observer* à propos des activités du fils de M. Thatcher lui ait beaucoup déplu (le Monde du 23 mars). Sur ce point au moins, M. Maxwell partage ses vues.

Continuant au président de Lorho, l'acheteur potentiel a certes fait l'éloge de M. Treflford, mais il a amèrement regretté les articles concernant M. Mark Thatcher, qui relevaient, selon lui, d'un esprit de « vendetta ». M. Maxwell a ajouté qu'il aurait fait cesser ces « absurdités », s'il avait été à la tête de l'hebdomadaire. Cette remarque n'est pas faite pour rassurer la rédaction, mais elle paraît avoir été surtout destinée à apaiser les craintes du gouvernement conservateur devant la reprise de ce journal prestigieux par un homme toujours très proche du Parti travailliste.

Si M. Rowland porte soudain tant d'intérêt à une information, c'est que son groupe, Lorho, détient des intérêts considérables en Afrique et particulièrement au Zimbabwe, où il emploie des milliers de personnes et trouve une grande partie de ses re-

FRANCIS CORNU.

## AFRIQUE

### Angola

**Libération de 89 otages de l'UNITA**

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé, mercredi 25 avril, la libération par l'UNITA de quatre-vingt-neuf otages, qui devaient arriver ce jeudi à Johannesburg, en provenance du sud de l'Angola. Selon un porte-parole du CICR, ce groupe est composé de soixante-six ressortissants de nationalité portugaise (hommes, femmes et enfants), quinze Philippins et huit missionnaires. Aucun d'eux n'a été blessé lors de leur capture, mais la plupart ont été, semble-t-il, faits prisonniers au cours d'un raid lancé le 23 février dernier par les maquisards du mouvement de M. Jonas Savimbi contre Kafunde, ville minière du nord-est de l'Angola. Sette Britanniques capturés lors du même raid sont toujours détenus par l'UNITA, ainsi qu'une vingtaine de Tchécoslaves.

D'autre part, M. « Pék » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a effectué une brève visite à Luanda, mercredi 25 avril, où il a eu des entretiens avec des responsables angolais. M. Botha, qui était notamment accompagné du général Magnus Malan, ministre sud-africain de la Défense, a rencontré, dans la capitale zambienne, le ministre angolais de l'Intérieur, M. Quinto Rodriguez. Ces discussions, qui, selon M. Botha, ont permis de résoudre des « difficultés » relatives au désengagement sud-africain dans le Sud-Angola, ont abouti à un accord sur un échange de prisonniers sud-africains, cubains et angolais. S'agissant des processus de désengagement, M. Botha a indiqué : « Je ne prévois aucun obstacle ». (AFP, Reuters.)

### Le conflit saharien

**LE POLISARIO FAIT ÉTAT DE PLUSIEURS ACCROCHAGES AVEC L'ARMÉE MAROCAINE**

Les combats entre les troupes marocaines et les forces du Front Polisario, engagés depuis samedi dans la région de Zag, à la frontière du Maroc et du Sahara occidental, ont continué mardi avec un accrochage qui a fait cinq morts et des blessés dans les rangs marocains, a annoncé un communiqué sahraoui publié à Alger mercredi 25 avril. Il précise aussi qu'une colonne de chars marocains s'est engagée sur un terrain miné et a perdu quatorze blindés. Les deux précédents accrochages avaient eu lieu les 21 et 23 avril.

Rabat a démenti que des batailles aient eu lieu. Toutefois, un responsable a déclaré au correspondant de Reuters que les Sahraouis « se livrent à des opérations de harcèlement en tirant de loin au mortier » sur les troupes marocaines occupées à construire une « mur » pour défendre Zag.

A Alger, sous le titre « Bruits de bottes », le quotidien gouvernemental *El Moudjahid* a critiqué vivement, mercredi, le rôle des États-Unis et de « deux ou trois autres pays » dans la dégradation du climat politique et militaire, et souligne que la concentration de quelque trente mille Marocains dans la région de Zag « laisse craindre le pire ». (Reuters, AFP, AP.)

### Maroc

**LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES SONT FIXÉES AU 14 SEPTEMBRE**

Rabat (AFP, Reuters, AP). - Les élections législatives, qui avaient été ajournées à deux reprises, auront finalement lieu le 14 septembre. Cette date a été arrêtée mercredi 25 avril au cours d'un conseil des ministres présidé par Hassan II à Fès, et auquel ont assisté les chefs des principaux partis politiques marocains associés au gouvernement d'union nationale de M. Karim Lammami, formé en novembre dernier en vue d'organiser le scrutin.

La nouvelle Assemblée comprendra 306 sièges contre 264 dans la précédente. Les deux tiers des députés seront élus au suffrage universel et les autres choisis par les conseils municipaux élus en juin 1983 et par des organisations professionnelles comme les syndicats. Une quinzième de partis participent aux élections, dont les six principaux formations faisant partie du gouvernement, à savoir l'Istiqlal (conservateur), l'Union socialiste des forces populaires (gauche progressiste), le Rassemblement national des indépendants (centriste), le Mouvement populaire (milieu rural et berbère), le Parti national démocratique (centriste) et l'Union constitutionnelle (centriste).

مكتبة من الأصل



مكتبة الأصل

## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### Un éventuel gouvernement d'union nationale conduira au mieux à « une trêve prolongée »

déclare M. Jomblatt

M. Walid Jomblatt devait quitter Paris ce jeudi 26 avril après avoir eu la veille des entretiens « encourageants » avec M. Claude Cheysson et le président Mitterrand. Le président du Parti socialiste progressiste libanais (PSP) s'est déclaré satisfait de « l'évolution positive de la politique française » et a exprimé le vœu que le gouvernement de Paris puisse jouer un rôle actif, d'une part, dans l'œuvre de réconciliation nationale et, de l'autre, « pour assurer l'indépendance du Liban et la sécurité des frontières nord d'Israël ».

« Ces questions sont indissociables », nous a-t-il déclaré au cours d'un entretien. « La libération du Liban-Sud conduira à l'évacuation de toutes les forces étrangères et favorisera un règlement définitif du problème institutionnel libanais », a-t-il précisé. Il a indiqué que le gouvernement d'union nationale, qui « devrait être constitué dans les tout prochains jours » à Beyrouth, sera chargé de négocier un accord garantissant tout à la fois la sécurité de la frontière septentrionale de l'État libanais et la pleine souveraineté du Liban sur sa province méridionale. « La Syrie n'est nullement opposée, bien au contraire, à ce projet », a-t-il affirmé.

A entendre M. Jomblatt, on retire l'impression que le président Assad a vigoureusement favorisé, sinon imposé, l'accord transitoire conclu en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le chef de l'État syrien - qui l'a reçu le lundi 23 avril en compagnie des autres chefs de l'opposition - lui a paru « en pleine forme ». Il avait quelques jours auparavant discuté de l'avenir du Liban avec M. Amine Gemayel pendant onze heures, « épreuve qui a provoqué un malaise chez le président libanais », rapporte-t-il avec un sourire narquois. Le président Assad a insisté, entre autres, sur la nécessité que M. Rachid Karame, député de Tripoli et ancien premier ministre, soit nommé à la tête du gouvernement d'union nationale. Celui-ci serait formé, pour moitié, de chrétiens et de musulmans. A l'issue de son entretien mercredi avec le président Gemayel à Beyrouth, M. Karame a laissé entendre qu'il accepterait la charge.

M. Jomblatt était persuadé que les chefs maronites, MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun, abandonneront leur opposition à la nomination de M. Karame. En revanche, il « déplore » le « veto » opposé par son allié maronite, M. Soléiman Frangieh, à la participation au gouvernement de représentants des Forces libanaises (milices chrétiennes). « Une telle exigence est absurde », remarque M. Jomblatt, car toute exclusion serait une négation de l'union nationale à laquelle nous tendons.

D'autres obstacles restent à surmonter. L'un des plus épineux porte sur le désarmement des milices dans les deux camps antagonistes. M. Rachid Karame a évoqué précisément cette question, mercredi, avec le président Gemayel. M. Jomblatt, qui sera l'un des quatre ministres d'Etat, affirme à ce propos que sa propre sécurité ne sera pas assurée, même après la formation du gouvernement. Il indique dès lors qu'il résistera alternativement dans son château de Moukhtara, au Chouf, à Amman et à Damas.

« Que voulez-vous », s'exclame-t-il, je suis condamné à devenir un ministre errant ! »

Pourtant, la situation au Liban paraît évoluer vers la normale. Mercredi, les mille deux cents policiers libanais de la force d'interposition ont achevé de prendre position à Beyrouth et dans la montagne, où le cessez-le-feu a été largement respecté. Jeudi matin, quarante mil-

### Les « fossiles »

Malgré tout, M. Walid Jomblatt ne cache pas son scepticisme. « Au mieux, dit-il, nous nous engageons dans une trêve prolongée. » Il s'explique : tout reste à faire après la formation du gouvernement d'union nationale. Aucun accord n'ayant été conclu sur le fond du conflit, une commission paritaire s'attellera à la tâche de définir le nouveau visage du Liban, celle-là même qui n'a pu être acceptée lors des deux conférences successives tenues ces derniers mois à Genève et à Lausanne. M. Jomblatt n'a pas changé d'avis : « Je désespère de parvenir à une entente avec des fossiles politiques, qui ne comprennent pas qu'il faut en finir une fois pour toutes avec un Liban confessionnel, archaïque et inopérant. » Et il ajoute : « Renfor-

cer les pouvoirs du premier ministre musulman au détriment du président de la République chrétien, comme on nous le suggère, ne fera qu'entraver un Etat libanais qui a fait faillite. »

Le président dresse du PSP admet volontiers qu'il entrera dans le prochain gouvernement à contrecoeur « et seulement si cela devait arrêter l'afflux de sang ». Et il ajoutait, au cours d'une déclaration à Antenne 2 : « Je ne vois comment, malheureusement, de renouer à mon mot d'ordre qui était d'observer - politiquement parlant, devrions-nous préciser ultérieurement - Amine Gemayel. Mais, pour moi, Gemayel est toujours responsable de crimes envers le peuple libanais, et, un de ces jours, il sera jugé... »

Contraint est bien le mot. « La Syrie, remarque M. Jomblatt, veut à tout prix rétablir la paix civile au Liban... »

ENC ROULEAU.

(Lire nos informations page 32.)

### Soudan

#### Les rebelles du Sud excluent toute négociation avec Khartoum

M. Joseph Oduho, qui préside à Paris une délégation du Mouvement de libération des peuples du Soudan (MLPS) - qui mène au Sud-Soudan la lutte armée contre le gouvernement central de Khartoum - a exclu mercredi 25 avril, au cours d'une conférence de presse, toute possibilité de négociation avec son organisation et le régime du président Néméri. « Nous n'avons, a-t-il dit, aucune garantie qu'un nouvel accord ne sera pas violé comme l'a été l'accord d'Addis-Abeba, qui avait mis fin à la première guerre civile entre le Nord et le Sud. C'est pourquoi nous voulons dépasser l'opposition entre le Sud chrétien et musulman et le Nord musulman pour libérer l'ensemble du pays de la tyrannie d'une clique minoritaire. L'objectif de notre combat est la création d'un Soudan uni et socialiste, qui ne peut être réalisé que par une lutte armée révolutionnaire prolongée. »

M. Oduho a indiqué que le MLPS et sa branche militaire l'ALPS (l'Armée de libération des peuples soudanais) contrôlaient depuis février dernier la quasi-totalité du Soudan du Sud y compris l'Anyanya I et l'Anyanya II, lequel, a-t-il précisé, « avait dégénéré par suite d'une absence totale de direction

politique et militaire, en groupes-cibles incontrôlés qui se livraient au banditisme ».

A propos de l'idéologie de son mouvement, il a affirmé qu'il était « vaguement socialiste », et non « marxiste-léniniste », ainsi que les dirigeants de Khartoum le prétendent. « Afin de nous discréditer auprès de la population et des Occidentaux », a-t-il dit, « les autorités de Khartoum ont falsifié des documents afin de prouver que le colonel John Garang, qui est le président du MLPS et le commandant en chef de l'ALPS, est un communiste noir, alors qu'il est connu pour ses convictions nationalistes et a effectué un stage militaire à l'Académie militaire de West-Point aux Etats-Unis ».

M. Oduho a dénoncé la nouvelle législation islamique qui, a-t-il dit, ignore la diversité des croyances religieuses au Soudan. Il a qualifié de « mensongères » les affirmations officielles selon lesquelles cette législation ne serait pas appliquée aux « non-musulmans ». « Parmi les personnes dont les mains ont été récemment coupées à Khartoum, a-t-il souligné, figurent quatre chrétiens originaires du Sud. »

De son côté, le capitaine Alfred Akwoch, l'un des responsables de

l'ALPS, a fait le bilan des activités militaires des rebelles depuis novembre 1983. Il a affirmé que les unités sudistes avaient à leur actif plusieurs attaques réussies contre les garnisons gouvernementales des provinces de Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil, notamment à Awel, Malakal, Ayod, Pok Tap et Malakal. « En tant que la faiblesse de nos effectifs, a-t-il dit, nos opérations militaires se réduisent à des coups de mains ponctuels contre les garnisons gouvernementales. Pour l'instant, nous ne pratiquons pas la politique de l'occupation permanente de ces positions. Nous nous contentons de les occuper provisoirement afin de souder les armes et munitions dont nous avons un grand besoin. »

Le capitaine Akwoch a reconnu que la rébellion n'avait pas encore atteint la province de d'Equatoria. Mais, a-t-il dit, « cela ne saurait tarder. Déjà, nous avons détruit le pont ferroviaire situé au nord d'Awel sur la rivière Lol, coupant ainsi l'unique ligne de chemin de fer reliant Khartoum à Juba. Nous avons aussi rendu impraticable, en la minant, la route terrestre nord-sud qui longe le canal de Jonglei de Malakal à Bor ».

J. G.

## LES HAUTS-DE-SEINE ONT 20 ANS. DÉJÀ.

Les Hauts-de-Seine ont vingt ans. C'est en 1964 que 36 communes des anciens départements de la Seine et de la Seine-et-Oise ont donné naissance à une nouvelle collectivité, les Hauts-de-Seine. Aujourd'hui, le "92" - le plus petit par la superficie après Paris - est le premier département exportateur de France et l'un des plus dynamiques. Mais les Hauts-de-Seine, c'est bien davantage : une véritable communauté, une des plus récentes de France, qui a su construire son originalité. Ni Paris, ni province, ni banlieue anonyme.

### ON AIME.

On aime la nature. Dans les Hauts-de-Seine, les forêts, les parcs, les îles le long de la Seine, sont protégés et développés. On aime l'avenir. La télématique est déjà là et la télévision par câble, c'est pour demain dans les Hauts-de-Seine.



On aime l'histoire. Le domaine où vécut Chateaubriand dans la Vallée aux Loups, sera aménagé et bientôt ouvert au public. Une bibliothèque de 30 000 volumes sera installée dans un bâtiment du 17<sup>ème</sup> siècle à Soeur. On aime le théâtre aussi. Cette année, plus de 30 000 jeunes assisteront au deuxième festival du théâtre.

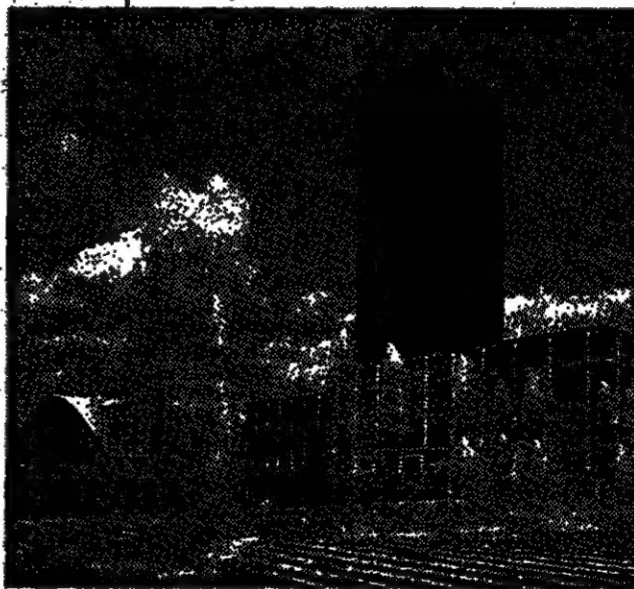
### ON VIT.

Avec plus de 27 000 entreprises, et l'un des plus faibles taux de chômage en France, les Hauts-de-Seine sont la « vallée technologique » de la France de demain. Ce n'est pas un hasard. La qualité des équipements est à la hauteur de l'enjeu. Le centre d'affaires de la Défense, les lignes de RER et, pour 1984, un budget d'amélioration du réseau routier en progression de 27 % avec, par exemple, le lancement du Pont de Billancourt, sont autant d'atouts pour ceux qui veulent s'installer dans un département qui bouge.

### ON ENTREPREND.

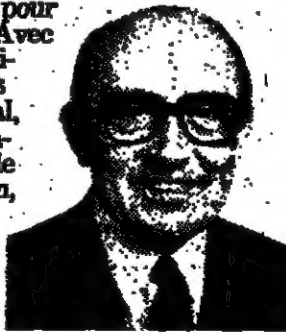
Dans les Hauts-de-Seine, on prépare le terrain pour les entreprises qui créent, qui inventent, qui innovent. Hier, ici sont nés l'automobile, l'aéronautique, le cinéma. Aujourd'hui, l'informatique, l'électronique, les industries du futur. Le Conseil général par ses capacités d'investissement joue un rôle majeur d'incitation et d'entraînement pour l'économie du département. Maintenant, le Conseil général facilite les investissements, garantit des emprunts, subventionne les études des

entreprises qui veulent se créer, s'installer ou se développer. Le budget pour l'action économique a progressé de 50 % et 30 millions vont à la formation professionnelle.



### ON S'ENGAGE.

Dans les Hauts-de-Seine, on a choisi d'être majeur. Depuis deux ans, depuis la loi de décentralisation, c'est le Président du Conseil général, Paul Graziani, qui est responsable de l'élaboration et de l'application d'un budget de plus de 3 milliards de francs, avec 636 millions pour l'investissement. Avec les élus, vice-présidents et membres du Conseil général, Paul Graziani travaille à faire ici de la décentralisation, au-delà de ses pièges financiers, une chance de regain pour la France.



# 92

CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE

HOTEL DU DEPARTEMENT, 107-117, AVENUE JOLIOT CURIE, 92015 NANTERRE CEDEX, TELEPHONE : 725.95.00, TELEX : CHSDS/91018

## LES HAUTS-DE-SEINE ONT 20 ANS. SEULEMENT.

(Publicité)

LE SPÉCIALISTE EN

PORTUGAIS DU BRÉSIL.

- Formation professionnelle

- Cours dans les entreprises

ou

PROGRESSIO 783-40-36

27, av. de Bretagne, 75007 Paris



# Le Monde

# politique

## Chiraco-chiraquien ou gaullio-séguiniste ?

De notre envoyé spécial

L'Alpe-d'Huez. — Le jeune loup RPR Philippe Séguin, devenu brutalement le temps d'une parenthèse de chef de file, Jacques Chirac et d'une métaphore brutale, cynisme de M. Claude Labbé (le Monde du 26 avril), après ses déclarations au Grand Jury RTL-le Monde, n'a pas encore été dévoré.

Il était là, en effet, le 26 avril, assistant à l'Alpe-d'Huez, comme il était prévu de longue date, aux « Journées des nouveaux maires de grandes villes » dues à l'initiative de M. Alain Carignon, maire, comme lui — de Grenoble — et RPR, comme lui.

Parmi cette trentaine de maires d'opposition qui ont tous repris à la gauche en mars 83, ou un peu plus tard, une main occupée parfois depuis plus d'un demi-siècle, se trouve une grosse moitié de RPR.

A M. Séguin, plutôt marié par la violence et le ton des remontrances de M. Labbé, et peu disert sur la suite éventuelle des événements, il a été plusieurs fois à l'apogée de son discours, une sur le fond même de ses propos, les autres sur la liberté d'usage du droit de s'exprimer.

Non, l'atmosphère n'est pas au drame chez les jeunes maires du RPR rassemblés à l'Alpe-d'Huez. M. Gérard Castagnère, quarante ans, médecin, maire de Talence, trouve que M. Séguin a eu raison à propos de l'enseignement privé, et que beaucoup pensent comme lui au RPR. Ils le disent haut et fort si c'est nécessaire.

Car il est vrai que « la seule menace, c'est le décret de fonctionnement des maires du privé à venir » ; contre cela, on se battra. Pour le reste : « les chiens aboient, la caravane passe ».

M. Christian Dupuy, trente-trois ans, maire de Suresnes, ne voit pas non plus de raison d'être mal à l'aise. « N'oubliez pas que nous sommes un rassemblement. Il y a des gens très différents au RPR. » Ne craint-il pas que cette diversité soit difficilement perçue ? Pas le moins du monde.

Quant à la puissance invitante, Alain Carignon, trente quatre ans, il semble avoir choisi la solution du « mieux vaut en dire » et interpelle en ces termes un « collègue » : « T'es chiraquien ou gaullio-séguiniste, toi ? ».

MICHEL KAJMAN.

NDLR. — M. Séguin avait annoncé, dimanche, au micro du « Grand Jury, RTL-le Monde » : « Pourquoi ne pas reconnaître que le pouvoir a changé de politique ? » — Ni l'opposition ni la majorité ne veulent réellement le reconnaître », avait-il ajouté. M. Labbé lui, mardi 24 avril, reproché ces propos en affirmant que « les jeunes loups du RPR doivent avoir l'esprit de la mesure ».

## LA DÉFINITION D'UN SERVICE MINIMUM DANS LA NAVIGATION AÉRIENNE

### Les députés de l'opposition se prononcent à la fois pour et contre le droit de grève

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, mercredi 25 avril, le projet de loi relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (le Monde du 21 avril). Le PS et le PC ont voté pour, l'UDF et le RPR se prononçant contre. Les représentants de l'opposition, tout en souhaitant le maintien de l'interdiction du droit de grève, ont reproché au gouvernement de voter de ce droit par l'institution d'un service minimum « considérable ».

M. Fiterman, ministre des transports, a souligné lors du débat que l'interdiction de la grève pour les contrôleurs aériens « n'a pas mis fin aux conflits sociaux dans ce secteur, loin de là, ni même défini les missions à assurer de façon continue (mais) (...) ».

M. Fiterman a aussi précisé que « les textes d'application limiteront le service à un minimum ».

[est] bréaliste et inadapte, car il est impossible de truquer la thermomètre (...). Cette interdiction [est] de nature à durcir les conflits. » Le ministre a affirmé que le choix du gouvernement dans cette affaire est « celui de la clarté » et « de l'efficacité par le progrès de la démocratie ».

A propos du service minimum prévu par le projet et qui a suscité des réserves chez les personnels intéressés, M. Fiterman, qui a rappelé que la mise au point du projet a été précédée d'une réflexion approfondie, a déclaré : « Nous ne donnons pas d'une main pour reprendre de l'autre. Les dispositions proposées représentent un compromis réaliste, équilibré, entre la satisfaction légitime du droit des personnels à la défense de leurs intérêts et la continuité nécessaire de certaines missions vitales pour le pays. Loin de voter de tout contenu réel le droit recouvert, elles préservent son exercice et son efficacité ».

Le projet de loi, a poursuivi le ministre, donne au service minimum un contenu limitatif dont il ne s'agit nullement de prévoir ultérieurement l'extension. Ce n'est pas un service minimum à géométrie variable.

M. Fiterman a conclu que « l'exécution de l'ensemble des missions incluses dans le service minimum concerne — outre les survols — moins de 10 % du trafic normal (...). Le maintien en fonction (...) de 22 % des effectifs d'officiers contrôleurs et d'électroniciens de la circulation aérienne et de 12 % des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ».

Le gouvernement a accepté plusieurs amendements présentés par les membres du groupe communiste ou par la commission des lois, ainsi, il est désormais fait référence à « la préservation des intérêts ou besoins vitaux de la France et (au) respect de ses engagements internationaux, notamment le droit de survol du territoire ».

De même, le ministre chargé de l'aviation civile désignera « les personnels indispensables » à l'exécution des missions prévues dans le cadre du service minimum.

## M. Jacques Marette, ancien ministre, est décédé

La fidélité au gaullisme

M. Jacques Marette, député RPR de Paris, est décédé mercredi 25 avril. Il sera remplacé à l'Assemblée nationale par son suppléant, M. Bernard Rocher. MM. Jacques Chirac et Claude Labbé ont rendu hommage à l'ancien ministre, « compagnon » du gaullisme.

Au lendemain de la guerre au cours de laquelle son attitude lui avait valu trois fois de médaille de la Résistance, Jacques Marette avait adhéré au Rassemblement du peuple français : il était resté fidèle à ce premier engagement, que ce soit à l'UNR dont il avait été secrétaire général, à l'UDR, auprès de M. Jacques Chaban-Delemas, candidat à la présidence de la République, ou au RPR dont il était membre du bureau politique et, de droit, du comité central. En charge pendant cinq ans (de 1962 à 1967) du secteur des postes et télécommunications dans le gouvernement de Georges Pompidou, Jacques Marette s'était fait une double spécialité au Parlement : fiscalité et affaires étrangères.

Membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, il était de ces rapporteurs qui entendent exercer un strict droit de contrôle sur les budgets dont ils sont les rapporteurs. C'est ainsi qu'avant 1981 Jacques Marette ne ménageait guère les ministres des affaires étrangères sur la gestion de leurs crédits dont il était le rapporteur. Un des principaux porte-parole de son parti en matière fiscale, il laissa son nom à un amendement déposé en octobre 1971 tendant à « moraliser » le régime fiscal de l'emprunt Pinay de 1952 qui permettait d'échapper aux droits de succession.

Dans la ligne d'un de ces anciens collègues députés, M. René Souche, Jacques Marette voulait imposer un

défi de deux ans de détention pour que les titres de l'emprunt bénéficient de l'exonération. Bien que refusé par le gouvernement, l'amendement avait conduit le ministre de l'économie et des finances d'alors, M. Valéry Giscard d'Estaing, à envisager un début de « normalisation ».

L'« affaire » avait fortement agité la Bourse et provoqué une forte baisse du Pinay.

[Né le 21 septembre 1922 à Paris, Jacques Marette, licencié en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, avait collaboré, comme journaliste, à France-Sol et à Combat en 1945-46, avant de diriger les Éditions du RPF. Cadre de l'industrie, il était entré comme conseiller technique au cabinet d'Edmond Ramonet, ministre de l'Industrie et du Commerce en 1958. Secrétaire général de l'UNR en 1959, il avait été élu la même année conseiller municipal de Paris, conseiller général de la Seine, et avait été appelé à remplacer au Sénat Edmond Michelet, devenu ministre du gouvernement. En 1962, il avait reçu le mandat pour conserver son portefeuille de ministre des postes et télécommunications qu'il détenait depuis avril et qu'il devait conserver jusqu'en 1967. Député de la dix-septième circonscription de Paris (partie du quinzième arrondissement) depuis mars 1967, Jacques Marette, entré au conseil municipal de Paris en 1977, était, depuis mars 1983, adjoint de M. Chirac, chargé des services industriels et commerciaux. Il avait d'autre part administré la société Entrepreneurs Belge, de 1969 à 1973.]

Jacques Marette était le frère de François Dolto, psychanalyste, et l'oncle du chanteur Carlos.

[Né le 14 juillet 1920 à Paris, diplômé de l'École libre des sciences politiques, directeur du service des affaires étrangères de la Société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel depuis 1980, conseiller de Paris depuis 1965, président du Conseil de cette ville en 1968-1969, adjoint au maire de Paris depuis 1977, M. Rocher a été député UNR de la Seine en remplacement de M. Jacques Marette, de 1963 à 1967.]

« Les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre sont en baisse de cinq points selon le sondage mensuel de BVA, publié dans Paris-Match. D'après ce sondage effectué du 2 au 7 avril auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent quatre-vingt-dix personnes, 36 % des Français (41 % le mois dernier) déclarent avoir une bonne opinion de M. Mitterrand, alors que 54 % (46 % en mars) en ont une mauvaise. M. Pierre Mauroy satisfait 26 % des personnes interrogées (31 % précédemment) et en mécontente 61 % (au lieu de 54 %).

Pour ce qui est des intentions de vote pour les élections européennes du 17 juin, la liste du PS recueille 24,5 % des suffrages (au lieu de 27,5 % en mars) et la liste du PC 15 % (au lieu de 14,5 %). En tenant

## L'opposition cherche à obtenir du gouvernement la dissolution de l'Assemblée régionale Corse

De notre correspondant

Ajaccio. — « L'opposition a pris ses responsabilités, un nouveau rapport de forces est né ; j'en prends acte : le suffrage universel, juge souverain, tranchera en dernier ressort. Nous partirons par la grande porte, ayant conscience d'avoir servi la Corse. » Cette déclaration de M. Prosper Alfonsi, président (radical de gauche) de l'Assemblée de l'île, a mis un terme à la session budgétaire, réunie le mercredi 25 avril à Ajaccio, une fois connus les résultats du vote sur une nouvelle motion déposée par M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député et maire (RPR) de Porto-Vecchio : 29 voix pour 27 contre. C'est donc au commissaire de la République, M. Paul Bernaud, qu'il appartient de régler le budget primitif 1984 de la région Corse, sur avis de la chambre régionale des comptes, et de le rendre exécutoire en prescription des dispositions de la loi du 2 mars 1982.

Ainsi a été confirmée la voie du 12 avril qui sanctionnait une « question préalable » déjà adoptée par 29 voix (les 26 RPR et UDF + 3 divers droite) contre 27 : (23 de gauche + 4 élus de sensibilité autonomiste et nationaliste), texte par lequel il était demandé au gouvernement de se prononcer sur le budget. Consulté par le préfet, M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, avait alors rappelé que l'Assemblée était tenue de se prononcer expressément sur le budget, d'où une nouvelle motion, d'ailleurs beaucoup plus dure que la première.

Associée de multiples considérations sans aménité, elle dispose non seulement que le projet de budget présenté par un exécutif minoritaire est rejeté, mais aussi que toute autre proposition de cet exécutif, y compris le contrat de plan, le serait à l'avenir. Il est, en conclusion, « demandé au gouvernement, dans le cas où l'exécutif se maintiendrait contre les règles et principes fondamentaux de la démocratie, de provoquer le retour aux urnes souhaité par la majorité absolue des représentants légitimes du peuple ».

L'opposition a pu imposer un nouveau fait majoritaire en l'absence des cinq élus de l'UPC (Union du

peuple corse), qui n'ont pas reparu à l'Assemblée depuis le 12 février 1984. M. Edmond Simonet et ses amis avaient, en effet, confiné mercredi matin à M. Prosper Alfonsi qu'ils ne reviendraient pas : « Il n'y a pas de majorité véritable et notre présence à cette session n'aurait pas résolu le problème. Ce ne sont pas nos caprices qui créent l'incohérence et l'inquiétude ».

Ces caprices auxquels l'opposant fait allusion sont incontestablement ceux de l'ancien « intergroupe des non alignés » qui a scindé, trois de ses membres rejoignant leur famille naturelle à droite, les quatre autres se retrouvant nécessairement non avec la gauche, mais dans son camp. L'UPC se déclarait également « prête à reprendre sa place même dans la minorité si une solution claire, solide et fiable était dégagée », mais réaffirmait aussi qu'elle était prête « à affronter le suffrage universel si ce recours devenait indispensable ».

Il semble bien qu'indispensable soit le mot, car les porte-parole de tous les groupes — à l'exception de quatre élus, MM. Charles Santoni (ex. PS), Dominique Alfonsi, Lucien Felli (ex. UPC) et Jean-François Ferrandi, qui ont suggéré l'élection d'un nouveau bureau de l'Assemblée à la proportionnelle — se sont prononcés sans ambiguïté pour le retour aux urnes.

Donnant le ton dans son discours d'ouverture, M. Prosper Alfonsi avait d'ailleurs déclaré que s'il s'avérait qu'il existait « un nouveau rapport de forces défavorable et donc de nature à paralyser le fonctionnement de l'institution », il en tirerait toutes les conséquences : « J'informe le gouvernement de la situation ainsi créée et je m'adresserai directement au peuple corse, seul juge et seul recours, pour qu'il soit appelé dans un avenir à évaluer et à trancher de la façon la plus démocratique et la plus souveraine ».

Toutes les composantes de la gauche ont d'ailleurs dans leur stratégie une opinion concordante : il n'est pas question que l'exécutif démissionne pour faire place à la droite, dont « la majorité est tout à fait relative » (la majorité absolue est, en effet, de 31 voix). Les mêmes causes qui ont fait que la gauche minoritaire ait « gouverné » depuis août 1982 peuvent jouer demain contre la droite en cas de retour des autonomistes. C'est donc le suffrage universel qui devra trancher.

Le paradoxe, s'agissant des contrats de plan, est que les orientations en avaient été votées à l'unanimité, tout comme, d'ailleurs, celles du budget et que mandat avait été donné à l'exécutif de négocier sur ces bases avec Paris.

L'opposition n'aura même pas voulu savoir si les demandes de l'Assemblée seraient sur ce point satisfaites. Alors, certains ont cru voir la main des élus-majors nationaux du RPR et de l'UDF dans le durcissement de l'opposition, et ils l'ont dit.

PAUL SILVANI.

## LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE HOUILLES ET DE THIONVILLE

### M. Mauroy : il n'y avait pas motif à annulation mais le gouvernement s'incline

M. Jacques Tonbon, député RPR de Paris, a interrogé le premier ministre, mercredi 25 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité, sur les prises de position du PC et particulièrement de son secrétaire général, M. Georges Marchais, qui ont mis en cause le Conseil d'Etat, « en tant qu'institution et notamment certains de ses membres ». Il a demandé à M. Pierre Mauroy s'il considérait que l'article 226 du code de procédure pénale était applicable, s'il entendait « donner des instructions au ministre public pour qu'il applique cet article » et s'il « désavouait les déclarations des représentants du PC dont deux sont membres du gouvernement ».

Le premier ministre a répondu : « Après trois années de travail suivi avec le Conseil d'Etat, je peux témoigner de son intégrité et de son indépendance (...). Le pluralisme des opinions et des points de vue est une constante de l'histoire du Conseil d'Etat. C'est un gage juste-ment de son indépendance d'esprit, qui doit aller de pair, pour ses membres, avec le respect du devoir de réserve. » M. Pierre Mauroy a

rappelé que le Conseil d'Etat avait été « bien des fois contesté ou critiqué », notamment lorsqu'il avait annulé la création d'une juridiction d'exception au début de la V<sup>e</sup> République. Mais il a ajouté : « Le garde des sceaux va recevoir le vice-président du Conseil d'Etat ainsi que le bureau de l'association des membres et anciens membres de cette haute juridiction, pour examiner avec eux la situation présente et ses éventuelles conséquences ».

Sur le fond des dossiers, M. Mauroy a rappelé que, pour les cas de Thionville et de Houilles, le ministre de l'Intérieur avait, au nom du gouvernement, conclu à la validation de ces élections. « Il n'y avait donc pas, à nos yeux, motif à annulation. Mais le gouvernement s'incline devant la décision du Conseil d'Etat et le respecte ».

Enfin, il a souligné que la vocation de M. Tonbon de « défenseur de la magistrature », lui paraissait « tardive et sélective », rappelant que M. Tomasini, du temps où il était secrétaire général de l'UDR, avait publiquement dénoncé « la lâcheté des magistrats ».

## LE LIVRE DES LIVRES

Le Dictionnaire des littératures de langue française rassemble tous ceux qui, quelle que soit leur nationalité, témoignent par leurs écrits du génie de la langue française.

Dictionnaire des auteurs et des œuvres, guide des études littéraires, ce « livre des livres » est aussi un panorama complet de la littérature, des origines de celle-ci à ces toutes dernières années.

Cet ouvrage élaboré sous la direction de Jean-Pierre de Beaumarchais, Daniel Couty et Alain Rey, s'impose comme instrument de travail, ouvrage de référence et invitation à la lecture pour tous.

En souscription chez votre libraire jusqu'à parution du tome I : 3 volumes : 2 896 pages ; 192 pages d'illustrations ; Index de 17 000 œuvres ; Parution : 1984. Tome I (A-F) : mai - Tome II (G-O) : octobre - Tome III (P-Z) : décembre.

Dictionnaire des littératures de langue française



Bordas

فكرنا من الأصل



# monumental et fascinant

GILLES PERRAULT  
A "Apostrophes" le 27 avril



«Henri Curiel revient à la une de l'actualité.»

Noël Mamère / Antenne 2 Journal 13 h 7 avril 1984

«Qui était Henri Curiel ? Qui était cet homme abattu le 4 mai 1978 à Paris ? Après 5 années d'enquête, Gilles Perrault, qui avait déjà ressuscité l'orchestre rouge de L. Trepper révèle la véritable identité de celui qu'il appelle «Un homme à part.»

Le Nouvel Observateur. Document de la semaine

«Il est curieux qu'un auteur à succès comme Gilles Perrault, habitué des thèmes connus et attendus par le grand public consacre son énorme dernier livre «Un homme à part» à glorifier un personnage confidentiel, Henri Curiel.»

J.-F. Revel, éditorial / Le Point

«Curiel, c'est cette génération qui vivait la politique à un niveau mondial.»

Richard Michel / Révolution

«Curiel terroriste ? Difficile, à moins d'identifier au terrorisme l'ANC sud-africaine, la résistance grecque ou chilienne.»

Jean-Marcel Bouguereau / Libération

«Monumental et fascinant bouquin.»

Bernard Thomas / Le Canard Enchaîné

«Cet ouvrage passionnant qui devrait connaître un succès mérité, à l'égal de ceux qu'obtinrent «l'orchestre rouge» et «le pull-over rouge.»

Bernard Alliot / Le Monde

«Gilles Perrault fait penser à Hitchcock. L'enquête monumentale qu'il mène, baigne dans l'angoisse que dégagent les militants clandestins, les agents de renseignements, les filatures policières, les évasions de détenus ; le rythme du récit, sobre et incisif, est haletant, l'humour grinçant véhiculé par des anecdotes cocasses, traverse le drame. Le lecteur est interpellé, happé, entraîné à rassembler avec Perrault, les pièces du puzzle.»

Eric Rouleau / Le Monde

«Les pages consacrées à la période égyptienne sont les plus riches, les plus passionnantes, les plus poignantes aussi.»

J.-L. Péninou / Le Matin

«Le livre de passion et non de parti pris, livre itinérant qui traverse les pays, les époques et les guerres, livre d'une grande tenue intellectuelle et morale.»

Jérôme Garcin / Les Nouvelles

**B**  
barrault



# POLITIQUE

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 25 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

### SECURITE SOCIALE

Un ensemble de mesures de simplification et d'harmonisation concernant la sécurité sociale, le travail et l'emploi. - Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social.

Les mesures proposées visent soit à rendre plus favorable le droit existant, soit à harmoniser ou à simplifier la gestion des divers régimes de sécurité sociale.

Parmi les premières figurent notamment : la pérennisation du droit d'option en faveur du régime vieillesse applicable dans les départements d'Alsace et de Moselle ; la réintégration dans leurs droits à pension des anciens mineurs licenciés pour faits de grève ; de nouvelles conditions de représentation des agents dans les conseils d'administration des caisses de sécurité sociale.

Les mesures d'harmonisation ou de simplification comprennent notamment : pour le régime général, la réforme de l'enquête légale en cas d'accident du travail ; pour les régimes des non-salariés, la révision des modalités de gestion des fonds de la Caisse d'assurance-maladie et maternité ; pour le régime agricole, l'actualisation de certaines des dispositions relatives au mode de calcul des cotisations.

Le projet de loi modifie plusieurs articles des codes du travail et de la sécurité sociale afin de les adapter à divers textes votés par le Parlement au cours des dernières sessions ainsi qu'aux ordonnances relatives à l'indemnisation du chômage.

### DETENTION PROVISOIRE ET DROITS DE LA DEFENSE

Un important progrès dans la garantie des libertés individuelles. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi tendant à renforcer les droits des justiciables en matière de placement en détention provisoire et d'extension d'un mandat de justice.

Ce projet s'inscrit dans l'ensemble législatif réalisé depuis trois ans pour faire progresser les libertés judiciaires. Il accroît les garanties des justiciables dans les deux domaines essentiels pour la sûreté des personnes :

- D'une part, la décision de détention provisoire ne pourra désormais intervenir qu'après avoir fait l'objet d'un débat contradictoire au cours duquel le juge entendra les réquisitions du ministère public puis les observations de l'inculpé et de son conseil ; ainsi sera consacrée dans le droit français la procédure d'*habeas corpus* et renforcée la présomption d'innocence ;

- D'autre part, il est prévu de limiter strictement la durée de la privation de liberté que peut subir, dans l'attente de sa présentation au juge, la personne qui fait l'objet d'un mandat d'amener ou d'arrêt.

Cette réforme législative s'accompagnera de mesures pratiques destinées à améliorer le cours de l'in-

struction. Les personnes placées en détention provisoire comparaitront dans des délais plus brefs devant la juridiction de jugement. La durée des détentions provisoires se trouvera ainsi abrégée.

### CONVENTIONS INTERNATIONALES

Ratification des accords internationaux sur le café et le jute. - Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur le café (conclu à Londres le 16 septembre 1982) et de l'accord international sur le jute et les articles en jute (conclu à Genève le 1<sup>er</sup> octobre 1982).

Ces accords ont été négociés dans le cadre du programme intégré sur les produits de base, conformément aux résolutions de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Ils marquent l'effort de la communauté internationale, auquel la France apporte tout son appui, en faveur de la conclusion d'accords visant à stabiliser les cours des produits de base dans l'intérêt tant des pays producteurs que des pays importateurs.

### INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI

Le ministre délégué chargé de l'emploi a présenté au conseil des ministres le projet de loi portant ratification des deux ordonnances relatives à l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi, qui ont été prises en application de la loi d'habilitation du 20 décembre 1983.

Ce projet sera déposé devant le Parlement dans les délais prévus, soit avant le 30 avril 1984.

### TITRES DE SEJOUR ET DE TRAVAIL POUR LES RESIDENTS ETRANGERS

Le nouveau régime des titres de séjour et de travail des étrangers facilitera leur vie quotidienne et simplifiera la tâche des administrations. - Madame le secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant création de titres uniques de séjour et de travail pour les étrangers séjournant en France.

Ce texte met en œuvre les orientations définies par le conseil des ministres du 4 avril dans le souci de simplifier à la fois la vie quotidienne des étrangers régulièrement établis en France et le travail des administrations.

Il n'y aura plus désormais que deux titres de séjour au lieu de trois à l'heure actuelle.

La carte de séjour temporaire, d'une validité maximum d'un an, sera accordée aux étrangers venus en France pour une durée limitée (visiteurs, étudiants, travailleurs temporaires notamment). Elle pourra comporter l'autorisation d'exercer une activité professionnelle.

La carte de résident, valable dix ans et renouvelable de plein droit, sera délivrée aux étrangers établis durablement en France. Elle leur conférera le droit d'exercer, sur l'ensemble du territoire métropolitain, la profession de leur choix.

Les modalités d'attribution de l'aide publique à la réinsertion, dont le principe avait été également posé par le conseil des ministres du 4 avril, seront fixées par décret. Le projet de loi prévoit que les bénéficiaires de cette aide devront restituer leurs titres de séjour et de travail.

### Engagement tenu

La création d'une carte unique de séjour, valable dix ans et renouvelable, est une vieille revendication, formulée pour la première fois par la CFDT en 1973, puis reprise en 1978 par diverses organisations qui la firent figurer dans une plateforme commune. Un peu plus tard, le PS et le PCF se prononcèrent en faveur de cette mesure. Un collectif de vingt-sept organisations « pour une carte unique de dix ans » se constituait qui devait rappeler la promesse faite en ce sens par le candidat François Mitterrand pendant la campagne électorale de 1981, promesse renouvelée le 3 décembre 1983 par le président de la République quand il reçut une délégation de « la marche des Beurs ».

Le 4 avril dernier, sur proposition de M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat chargée des travailleurs immigrés, le conseil des ministres a retenu le principe de la création de cette carte unique de dix ans qui viendra remplacer les trois types de titres de séjour actuellement en vigueur. En conséquence, le 25 avril, le projet de loi qui sera soumis au Parlement, le gouvernement a donc confirmé son engagement. Il donne en outre satisfaction au collectif qui ne voulait pas d'un décret signé à la vitesse et souhaitait qu'un débat national s'engage sur la place des immigrés dans la société française à l'occasion de l'examen d'un projet de loi.

Ce programme sera mis en œuvre, pour l'essentiel, par des initiatives des collectivités territoriales, du mouvement associatif et des jeunes eux-mêmes. Il bénéficiera de l'appui des départements ministériels concernés, avec notamment une contribution de 16,8 millions de francs du ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports et la mise à disposition de personnels, d'équipements et du dispositif du programme « jeunes volontaires ».

- Un programme « Prévention-été 1984 », mené sous la direction du secrétariat d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, qui prévoit un renforcement des efforts développés en direction des jeunes dans les départements à forte concentration urbaine.

Quatorze départements, au lieu de onze en 1983, sont concernés. Le dispositif mis en place, en liaison avec les collectivités territoriales, le mouvement associatif et les jeunes eux-mêmes, vise en particulier à faciliter durablement l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

### ACTIVITE TOURISTIQUE EN 1983 ET CAMPAGNE « ETE FRANCAIS 1984 »

De bons résultats pour l'activité touristique en 1983. Une campagne pour améliorer encore la contribution que le tourisme apporte à l'emploi et à l'équilibre de nos échanges extérieurs. - Le secrétaire d'Etat chargé du tourisme a présenté une communication sur le bilan touristique de l'année 1983 et les perspectives de l'action du gouvernement pour la saison d'été 1984.

1. - Le bilan de l'activité touristique en 1983 fait apparaître des résultats nettement en progrès par rapport à ceux des années précédentes.

- Les Français sont partis plus nombreux en vacances (58,3 % en 1983, contre 57,8 % en 1982) ;

- La part des séjours réalisés en France a augmenté (85,1 % en 1983, contre 83,8 % en 1982) ;

- L'excédent de la balance touristique, qui était de 12 milliards de francs en 1982, est passé à 22,5 milliards en 1983 ; s'y sont ajoutés plus de 6 milliards de francs d'exportations d'équipements touristiques ;

- On a enregistré un excédent accru des créations d'entreprises par rapport aux fermetures tant pour les agences de voyages que pour les hôtels et les restaurants ; l'emploi permanent dans le secteur du tourisme a progressé de plus de douze mille salariés ;

- Les premiers résultats de la saison d'hiver 1983-1984 sont également encourageants.

II. - Afin de consolider en 1984 les résultats ainsi obtenus, il a été décidé d'organiser, comme en 1983, une campagne interministérielle d'information et de promotion de nos produits touristiques.


Le standard téléphonique national « l'été français » et l'opération « Camping guide » seront reconduits. Un document de conseil et d'orientation touristique, comportant notamment une présentation des richesses du patrimoine et des manifestations culturelles ainsi que des conseils et des informations pratiques, sera édité en trois langues, à trois millions d'exemplaires, et remis gratuitement aux estivants.

La politique contractuelle conduite de façon fructueuse avec les partenaires professionnels, commerciaux et associatifs sera amplifiée afin d'accroître encore la contribution du tourisme aux créations d'emplois et de richesses et à l'équilibre de nos échanges extérieurs.

[Au cours d'une rapide réunion de presse, M. Paul Quilès, ministre de l'Équipement et du logement, a précisé que la continuation du lancement des tranches du Fonds social de grands travaux représente deux fois le volume d'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics amputé par les annulations de crédits budgétaires décidés le 29 mars dernier. La quatrième tranche annoncée devrait intéresser pour moitié les travaux publics (autoroutes et canaux) à l'exception de l'industrie.]

Vos annonces dans  
**Emplois Cadres**  
**Le Monde**  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.  
Régie-Presses  
85 bis, rue Réaumur,  
75002 Paris.

**En affaires, il faut parfois réussir des tours de force**



**Banque Bruxelles Lambert**

*Une prise solide pour accéder aux sommets*

Réussir dans les affaires, à tous les niveaux, cela ne s'improvise pas. Il faut connaître les règles du jeu : maîtriser le sens de l'efficacité et celui de la négociation. Dépasser les concurrents, prendre d'assaut les nouveaux marchés.

Si vous êtes un manager de cette trempe, vous êtes vraiment fait pour travailler avec la Banque Bruxelles Lambert. Elle est là pour préparer le terrain, pour écarter les obstacles de votre route.

Au départ de Bruxelles - capitale du Marché Commun - notre réseau international s'étend à tous les grands centres financiers du monde. Nous avons donc la taille et les moyens nécessaires pour vous aider à résoudre vos problèmes financiers, 24 heures sur 24. Avec ce sens de la personnalisation qui donne à notre banque son visage humain. Car nous ne perdons jamais de vue que la relation bancaire, c'est avant tout une question d'hommes.

Venez donc dialoguer avec nous.

**La BBL à New York**

Notre bureau de New York vient d'être transformé en Siège à part entière. Il vous offre tous les services que vous attendez d'une grande banque internationale. Pour plus d'informations, prenez contact avec :

Pierre Heilporn - General Manager  
Bank Brussels Lambert  
630 Fifth Avenue (Rockefeller Center)  
Suite 2020 - New York  
NY 10011-0020  
Tél. (212) 489-7000  
Téléc. 680150

**BBL Banque Bruxelles Lambert**

La BBL est également présente en Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Singapour, Suisse, France, Australie, Japon etc.

IMPACT-FCB Belgium BBL/199

هكذا عن الأصل







# SOCIÉTÉ

## LES MANIFESTATIONS POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE

### Jean-Marie Le Pen, Dieu et l'école

Malgré la concurrence du cirque Zavatta, qui avait planté son chapiteau en face du château royal, le grand amphithéâtre du Palais des congrès de Versailles était trop étroit, mercredi soir 25 avril, pour contenir les quelque trois cents personnes venues - en acquittant un droit d'entrée de 20 francs par tête - faire un triomphe à M. Jean-Marie Le Pen.

Circonstances obligent : le président du Front national a essentiellement parlé de la situation du système éducatif. Non point tant pour joindre sa voix au chœur des plus zélés partisans de l'enseignement privé mais surprenant parfois son auditoire par ses angles d'attaque pour exposer sa propre conception de la laïcité.

#### « Je n'ai pas cédé au terrorisme intellectuel »

Cer M. Le Pen se situe résolument dans le camp laïque : « Mes trois filles, élevées à l'extérieur, ont été constamment persécutées, tout au long de leurs études dans l'enseignement public, à cause des opinions de leur père, mais je n'ai pas voulu céder à ce terrorisme intellectuel dont l'objectif était de nous chasser... »

Mais si M. Le Pen se réclame de la laïcité c'est en affirmant que la laïcité n'existe plus : « Il n'y a plus d'enseignement laïque dans notre pays car la laïcité, c'est la neutralité ». Pour lui, la responsabilité en

incombe d'abord aux hommes de gauche. D'où son ironie à l'encontre des manifestations organisées par le CNAL : « Tartuffe a manifesté. En criant à la liberté comme les pillards d'une banque orient au voleur pour dégrader la police. » Et d'apostropher, sous les acclamations, les enseignants français, au nom de la défense des citoyens les plus déshérités : « Oui, la politique antisélective et antidémocratique d'abord aux pauvres et aux humbles. Les gens aisés ont la possibilité de trouver des solutions. Mais qui ne voit que en fait, mesdames et messieurs les enseignants laïcs, vous êtes en train de créer dans notre pays une caste de privilégiés, car vous diffusez l'enseignement public de façon privée à vos propres enfants qui deviennent, eux, par ce biais, des privilégiés de la société. Cette caste menderisienne que vous constituez ouvre les voies au fascisme rouge. » Et de prophétiser : « C'est un instituteur, Benito Mussolini, qui a fondé le parti fasciste italien. Qui, c'est vrai, s'il doit y avoir demain un fascisme dans ce pays, il viendra en priorité, je le dis, du parti socialiste et de la Fédération de l'éducation nationale, cet Etat syndical dans l'Etat ! »

Mais si l'on assiste à l'effondrement de notre système de transmission des connaissances, si « carapies et violences sont devenues les deux mamelles de l'âme mater, l'Université », si « nous sommes en train de devenir un pays intellectuellement sous-

développé », les dirigeants des partis de droite qui ont déteint naguère le pouvoir supportent eux aussi, dans ce constat, une grande responsabilité : « La décadence progressive du niveau de la qualité de l'enseignement, la colonisation de l'appareil d'enseignement français par la camarilla marxiste n'a pas commencé en mai 1981. On nous a menti pendant des années. »

M. Le Pen fait donc un reproche aux actuels défenseurs de l'enseignement privé : « Au stade où nous sommes, il est permis de faire la critique d'une manœuvre qui nous a trop souvent conduit à Dien-Bien-Phu. Cette manœuvre a consisté à attendre, pour réagir, que l'attaque soit sectoriellement dirigée. L'apostasie a été la clé de la victoire de nos adversaires. Pour défendre l'enseignement libre, il faut d'abord défendre l'enseignement public car la liberté ne se divise pas... »

« Je regrette le temps, conclut l'ancien parachutiste, où l'on parlait avec un sourire de l'école du Bon Dieu et de celle du Diable, le temps où les hussards noirs de la République, dans leur combat pour l'école laïque, et les vicaires, dans leur sursis, s'efforçaient d'être plus courageux, plus évangéliques, plus dévoués pour essayer de conquérir la clientèle des parents d'élèves, et où de cette concurrence naissait un enseignement de haute qualité. »

M. Le Pen a fait aussi le leçon au cardinal Jean-Marie Lustiger, qui

avait déclaré, le lundi de Pâques, sur Antenne 2, qu'il ne vivait « pas bien » la progression du Front national : « Il était étonnant et même un peu choquant de voir un grand prêtre de l'Eglise nous livrer ses doutes alors que nous en espérons des certitudes. Car le message que doit délivrer un ecclésiastique ne peut que s'appuyer sur la certitude de la foi (...). »

#### « Contre les forces de mort et d'obscurantisme »

« Ce débat était angoissant. Il montrait qu'un grand responsable spirituel ne savait pas où se trouvait le bien, où se trouvait le mal et le Mal. Il n'y avait qu'un secteur où il savait où était le Mal, c'était celui, tout petit, où moi je me trouvais. Alors là, le couperez est tombé avec brutalité ! Or nous sommes le seul mouvement politique qui évoque dans ses discours le nom de Dieu ! Cela est dû nous mériter, en ces temps passés, une indulgence qui nous a été refusée. Nous en prenons acte. »

Ainsi parle, pendant près de deux heures, saint Jean-Marie Bourche d'Or chantre des « Français d'abord », qui appelle au « réveil » de ses concitoyens « contre les forces de mort et d'obscurantisme » parce qu'il souhaite que sa France demeure un « pays missionnaire ».

A. R.

### La contre-offensive laïque

(Suite de la première page.)

Un gouvernement qui a toujours leur soutien - la manifestation ne l'a pas démentie - même s'ils ont des reproches à lui faire.

Au-delà, chacun des partis et des syndicats de gauche qui ont pris part aux manifestations du CNAL était porteur de son propre message. Les syndicalistes de la FEN voulaient réhabiliter leur école, et, à travers elle, ses enseignants. Ceux de la CFDT étaient animés du souci de transformer de fond en comble cette même école, fondatrice, selon eux, aux besoins de la jeunesse.

Même souci dans les rangs du Parti communiste, qui, en revanche, n'a jamais fait de la querelle scolaire un cheval de bataille... jusqu'à ce

fidélité la démarche adoptée par la voie des négociations destinées à « convaincre sans contraindre ». Et même l'obligation faite aux communes de payer : « Dès lors que le président faisait référence au maintien du contrat d'association, explique-t-il, on s'inscrivait dans une logique de traitement égalitaire par les pouvoirs publics des deux réseaux d'enseignement. »

#### La reconquête de l'opinion

Ces deux conceptions sous-tendent deux stratégies parlementaires différentes. Soit les députés socialistes présentent des amendements qui améliorent la rédaction du texte en respectant son archi-



Dessin de PLANTU.

que le Parti socialiste se trouve embourbé par ce dossier. Le PS réunit d'ailleurs, jeudi 26 avril, un bureau exécutif exceptionnel consacré au projet de loi sur l'enseignement privé. Son but : définir une stratégie pour le débat à l'Assemblée nationale et tenter de départager en son sein les maximalistes, les indécis et les partisans du texte gouvernemental.

Les premiers sont, sans aucun doute, prêts à reprendre à leur compte tout ou partie des amendements proposés par le CNAL, qui ne se satisfait pas du point d'équilibre proposé par le gouvernement, sur la base d'une « unification non laïque », selon l'expression d'un responsable du PS. Les derniers démontrent que le projet de loi du gouvernement s'inscrit fidèlement dans les engagements pris par M. Mitterrand en 1981.

C'est le cas, par exemple, de M. Didier Chouat, député des Côtes-du-Nord, un département particulièrement sensible à la question scolaire. Il veut pour preuve de cette

ture, par ailleurs très cohérente. Soit il vient à bécoter un tout autre texte.

L'étape est, pour les députés socialistes, déterminante. D'autant qu'il n'est pas d'esprit d'autres députés. Ce débat, qui vient tard dans la législature, a, en effet, couvert des plaies qui risquent de n'être pas reformées d'ici aux prochaines élections législatives. En outre, les députés d'application ne seraient pas prêts, au plus tôt, avant l'automne, ce qui ne laissera pas à l'opinion, explique un député socialiste, le temps de « vérifier sur le terrain que la loi est positive ».

C'est en ce sens que les manifestations du 25 avril ne sont pas pour leurs organisateurs, comme pour le principal parti de la majorité, un aboutissement mais le début d'une marche vers la « reconquête de l'opinion » sur le terrain des libertés, que la gauche a délaissées, permettant ainsi à ses adversaires politiques d'en devenir les champions.

CATHERINE ARDITTI.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.68

Vente au Palais de Justice de Paris, le jeudi 10 mai 1984, à 14 heures  
**PAVILLON D'HABITATION ET TERRAIN**  
Avec HANGAR à USAGE INDUSTRIEL  
**A SAINT-DENIS (93)**  
49, RUE DE STRASBOURG  
**LIBRES - MISE A PRIX : 550 000 F**  
S'adresser à M<sup>re</sup> CHEVROT, avocat, 8, rue Truchet, PARIS (752-31-15) et à M<sup>re</sup> FRECHOU, syndic, 18, rue Séguier (633-54-17).

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 10 mai 1984, à 9 h 30  
**EN UN SEUL LOT UN LOGEMENT D'UNE PIÈCE**  
SUR RUE  
Entrée, une pièce s/cuisine, salle de bain, de 2<sup>e</sup> étage  
**A SAINT-MANDE (94)**  
MISE A PRIX : 108 000 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> JANNIN, DEVEZ-CAMPEY, avocat, 12, square Denix, PARIS-15<sup>e</sup>, tél. : 579-29-49 ; M<sup>re</sup> JANNIN BERTON, avocat, 20, rue de l'Abbé-de-l'Épée, PARIS-9<sup>e</sup>, tél. : 633-30-40 ; et tous avocats près les tribunaux de PARIS, CRÉTEIL, BOBIGNY et NANTERRE.

Etude de M<sup>re</sup> ARNAUD, huissier de justice, ancien greffier, licencié en droit, 7, rue Saint-Nicolas, 77260 LA FERTÉ-SOUS-JOUEURRE. Tél. : (6) 022-00-30  
**VENTE IMPORTANTE ET VOLONTAIRE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES**  
le DIMANCHE 29 avril 1984, à 14 h 30  
LA FERTÉ-SOUS-JOUEURRE, Salle des ventes, 8, rue de la République  
**EXPOSITION DIMANCHE MATIN, de 10 h à 12 h 45**  
**BELLE TAPISSERIE ANCIENNE AUBUSSON fin XVII<sup>e</sup>-début XVIII<sup>e</sup> s.**  
Verdure animée avec ses bordures, 2,90 x 2,30 m haut. Cartel d'applique d'après Boule. Second Empire, armoire ancienne fin XVIII<sup>e</sup> s., armoire porte-livres, table de ferme style espagnol, différents tableaux, très bon piano très moderne de Lescage 3 pédales « droit ».  
Importante défense ivroie sculptée, objets d'art, tapis d'Orient turc et turc, galeries, bronzes, meubles de salon style L. XV, L. XVI, fauteuils, chaises, bergères, lit de repos, commodes, secrétaire, bibliothèque, chambres à coucher, salles à manger, objets divers.  
Beau et grand tapis espagnol haute laine points noués fait main, teinte beige, 20 mètres carrés environ.

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de NANTERRE (92)  
LE MERCREDI 9 MAI 1984, à 14 heures  
**UNE MAISON A BAGNEUX (92)**  
RUE PATRY, NUMÉRO 7 - Louée, loyers annuels : 16 228 F  
**MISE A PRIX : 299 200 F**  
S'adresser à M<sup>re</sup> BERNARD, avocat, 41-43, rue Aristide-Brizard, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Vente s/aisie. Immo. Pal. Justice, Paris, Jeudi 3 mai 1984, à 14 heures  
**LOCAL PARIS (16<sup>e</sup>) 24-26-28, avenue Mozart**  
et SQUARE MOZART, n° 2, à usage commercial et local à usage de réserve - Magasin au sous-sol  
**M. à P. : 150 000 F. s'adr. M<sup>re</sup> MERMET**  
Avocat, 18 rue de Lisbonne, Paris-8<sup>e</sup>, Tél. : 387-18-90

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de VERSAILLES  
3, place André-Mignot - LE MERCREDI 9 MAI 1984, à 10 heures  
**PAVILLON AVEC JARDIN**  
cadastre section A n° 2868 pour 17 ARES 22 CENTIARES sis à  
**ANDERNOS-LES-BAINS (Gironde)**  
**MISE A PRIX : 335 000 F**  
Pour tous renseignements, s'adr. à M<sup>re</sup> A. SALON, avocat, demeurant 19, rue Sainte-Sophie, 78000 VERSAILLES, tél. : 950-01-69 ; M<sup>re</sup> SCHMITT, syndic, 44, rue Carnot, 78000 VERSAILLES, tél. : 950-46-56.

Vente sur licitation au Palais de Justice à PARIS  
le LUNDI 14 MAI 1984, à 14 heures  
**UN APPARTEMENT LIBRE**  
de 2 pièces, cuisine, salle de bain, terrasse  
au 8<sup>e</sup> étage dans un immeuble sis à  
**PARIS (12<sup>e</sup>) - 85, AV. DU D<sup>r</sup> ARNOLD-NETTER**  
**MISE A PRIX : 130 000 F**  
Pour renseignements s'adresser à :  
M<sup>re</sup> Jean NOUËL, avocat, 26, boulevard Raspail, Paris-7<sup>e</sup>, Tél. : 544-10-33.  
M<sup>re</sup> J. MIQUEL, avocat, 13 bis, av. de la Motte-Picquet, Paris-7<sup>e</sup>, Tél. : 705-52-28.

VENTE sur LICITATION au Palais de Justice à PARIS  
le LUNDI 14 MAI 1984, à 14 heures. - UN LOT  
**UN APPART. DE 4 P. PRINC. à PARIS (9<sup>e</sup>)**  
**4, RUE MILTON et 11, RUE HIPPOLYTE-LEBAS**  
au 3<sup>e</sup> étage gauche - CHAMBRE au 4<sup>e</sup> étage - CAVES au 2<sup>e</sup> s/sol  
**MISE A PRIX : 200 000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à PARIS (1<sup>re</sup>), 16, rue Dufour, Tél. : 260-39-13. Tous avocats près tribunal grande instance Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, S/lieux pour visite.

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de PARIS  
LE JEUDI 10 MAI 1984, à 14 heures - EN DEUX LOTS  
**à BAYONNE (Pyrénées-Atlantiques)**  
**1<sup>er</sup> LOT - UNE PROPRIÉTÉ**  
Cocoyas, avenue du Maréchal-Soult  
**MISE A PRIX : 225 000 F**  
**2<sup>e</sup> LOT - UNE MAISON**  
2, RUE CHARCUTIERE - 19, RUE DES CORDELIERS  
**MISE A PRIX : 168 100 F**  
S'adr. au Ct. de M<sup>re</sup> LEOPOLD-COUTURIER, avocat, 14, r. d'Anjou, Paris, tél. : 265-92-75 ; M<sup>re</sup> CHEVROT, avocat, 8, rue Truchet, Paris, tél. : 742-31-15 ; M<sup>re</sup> de SARAC, avocat, 70, av. Marceau, Paris, tél. : 720-82-38. Et de fait à M<sup>re</sup> SAGETTE, syndic, 5, rue de Savoie, Paris ; SCP GARDERA, JOUBERT, DARTIGUELONGUE, avocats, 9, rue des Gouverneurs, à Bayonne.

M<sup>re</sup> Alain BERDAH  
avocat au barreau de Nice  
1, rue Longchamp, 06000 NICE  
Tél. : (93) 87-97-05

VENTE  
après envoi  
au Palais de Justice de Nice  
EN UN SEUL LOT  
LE JEUDI 10 MAI 1984, à 9 h  
**IMMEUBLE A NICE**  
179, PROMENADE DES ANGLAIS  
Grevé sur sous-sol et rez-de-  
côté de 8 étages, comprenant :  
49 studios sur av. Calédonie  
40 grands studios sur Prom. Anglais  
surf. habit. : 3 700 m<sup>2</sup> et 600 m<sup>2</sup> balcons  
**Mise à prix : 30 000 000 F**  
Renseignements : M<sup>re</sup> Alain BERDAH  
(jeudi, mardi, vendredi, de 17 à 18 h).

Vie s/aisie Palais Justice Pontaise (95), Jeudi 3 mai - 14 heures  
**BIENS ET DROITS IMM.**  
consistant en  
3 p. ppales, 4 p. A. Remor  
**APPT, cave et park.**  
**SOISY/S.-MONTMORENCY (95)**  
**Mise à Prix 150 000 F**  
Renseignements  
M<sup>re</sup> BUISSON avoc., 032-31-62  
Consign. 25 000 F (ch. cert. bque)  
29, rue P.-Bouis  
à Fontaine (95).

**BLINDEZ VOUS-MÊMES LES GLACES DE VOTRE VOITURE**  
Film adhésif totalement invisible, résistant aux chocs : 2 Tonnes 600 au cm<sup>2</sup>, au feu : 900 °C pendant 20 minutes, 99 % aux ultraviolets, 67 % aux infrarouges, 250 F le m<sup>2</sup>  
**Conditions spéciales aux carrossiers et collectivités**  
**DIB, B.P. 65 - 75462 PARIS Cedex 10**  
Tél. : 203.25.00

### PROJET DE DÉCRET SUR LES STATUTS DES ENSEIGNANTS A L'UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE LILLE ON N'ACCEPTE PAS !

L'Assemblée générale des enseignants-chercheurs et des personnels de Lille-I, réunie le 20 avril, a approuvé la décision de fermeture de l'Université ce jour et confirmé l'appréhension unanime du Conseil d'Université extraordinaire du 19 avril 1984 qui la confirme.

Elle considère que le projet de décret portant réforme du statut des universitaires, rejeté en Comité technique paritaire par tous les représentants élus des personnels est caractéristique essentiellement par :

- L'absence de règlement du contentieux concernant en particulier le blocage généralisé des carrières des assistants et des docteurs d'Etat, aucune transformation réelle n'étant prévue ;
- La persécution d'un troisième corps : celui des assistants sans perspective prévisible de carrière ;
- L'organisation de la dégradation généralisée des carrières par la multiplication des blocages et des barrières budgétaires entre et à l'intérieur des corps, notamment la régression de la carrière actuelle de maître assistant ;
- La méconnaissance des conditions réelles de l'ensemble du travail universitaire mise en évidence par l'augmentation des horaires de présence devant les étudiants, aggravée encore par leur modulation dans les rapports de 1 à 1 ;
- La généralisation des concours nationaux sur chaque poste au lieu d'un système national de listes d'aptitudes préservant l'autonomie des universités.

Toutes les caractéristiques de ce projet, qui aboutissent à la dégradation de la situation des personnels, auront de lourdes conséquences pour l'avenir de l'enseignement et de la recherche, tout particulièrement dans la Région Nord-Pas-de-Calais déjà lourdement déficitaire (il manque 108 emplois à Lille-I, soit un déficit de 15 % vis-à-vis du potentiel normal).

Nous considérons que l'aggravation des conditions de travail des enseignants-chercheurs représente donc de plein fouet l'enseignement supérieur public dans la Région Nord-Pas-de-Calais et accentue dans le secteur de la formation, les inégalités et les injustices qu'elle subit déjà. En conséquence elle exige, comme le Conseil d'Université :

- 1) Le retrait par et simple du projet de réforme des carrières et la réouverture de négociations ;
- 2) Des affectations de moyens en personnels enseignants-chercheurs et ATOS qui tiennent compte des besoins en formation des régions et de l'encadrement des universités ;
- 3) Des extensions des projets pédagogiques des établissements non sélectifs et des moyens à de véritables négociations et la publication des taux d'encadrement de toutes les universités françaises.

Appel financé par souscription auprès des enseignants, chercheurs et personnels de Lille-I.

مكتبة من الأصل



BILLET

Malgré tout, ils écrivent...

COMMENT devient-on écrivain ? Sous l'acide du tourment, est-on tenté de répondre, lecture faite de l'anthologie que la Société des gens de lettres consacre à l'écrivain pour mémoire. Le vide de la page blanche, les subtilités de la langue, le doit apparemment trop simple de l'outil - du feutre à la machine électronique - tout aggrave son angoisse. Le moindre papier qui traîne sur la table comme une coquette l'attire hors de son histoire, un imperceptible souffle de vent le déroute. S'il s'interroge sur les rapports de la société avec l'écriture et l'écrivain, il aggrave sa désolement. C'est lui qui crée dans l'algèbre d'un livre, dit-il. Seul, un écrivain a vu un « *Je t'aime pour amitié mondaine* ». Car ils écrivent, malgré tout, ces obsédés, et c'est tant mieux pour nous.

Encore s'agit-il d'écrivains reconnus, c'est-à-dire publiés. Mais les autres, ceux que l'édition n'a pas certifiés en tant que tels, à qui le facteur voleur le manuscrit expédié telle une bouteille à la mer ? Michel Friedman et Pierre Rouchaléon, dans le *Guide de l'écrivain* qu'ils viennent, eux, de publier, évaluent à plus d'un million le nombre de candidats littéraires potentiels en France. Quarante mille achèvent chaque année un manuscrit. Quant aux éditeurs, ils ne publient que neuf mille nouveautés « françaises » dont ils en ont incité huit mille environ. Bref, sur mille manuscrits d'inconnus, un seul sera publié. Les éditeurs préfèrent, de toute évidence, les auteurs déjà célèbres, à divers titres, dont la plupart des médias parleront, indépendamment de leur valeur intrinsèque de leur œuvre. L'inconnu sans appui est donc exposé à un rapport de forces qui lui est extrêmement défavorable.

Michel Friedman, auteur d'une trentaine d'ouvrages, et Pierre Rouchaléon, collaborateur de maisons d'édition, ne font pas l'impression sur les obstacles que doivent franchir les candidats à l'état d'écrivain. Du moins invitent-ils ces derniers à ne pas se laisser décourager par les statistiques en leur dévorant les arcanes de l'édition.

En 4-0 on va de ces manuscrits mal ficelés, fichés avec l'orthographe ou écrits en patte de mouche sur lesquels butte la lecture d'édition. M. Friedman et P. Rouchaléon donnent aussi des conseils aux auteurs sur les organisations d'écrivains, sur la recherche d'un éditeur - les « grands » ne disposent pas nécessairement de la collection ou de la spécialisation adéquates, - sur la rédaction d'un contrat, sur le compte d'auteur et ses pièges, sur les aides à la création, etc.

Si, grâce à la clarté d'un éditeur (ou par chance exceptionnelle, ce qui revient au même), l'auteur inconnu est publié et que son œuvre figure dans le peloton des cinquante à soixante premiers romans de la saison littéraire, ses déceptions ne sont pas finies pour autant. L'impression du livre pour la première fois est une chance exceptionnelle, ce qui revient au même, l'auteur inconnu est publié et que son œuvre figure dans le peloton des cinquante à soixante premiers romans de la saison littéraire, ses déceptions ne sont pas finies pour autant. L'impression du livre pour la première fois est une chance exceptionnelle, ce qui revient au même, l'auteur inconnu est publié et que son œuvre figure dans le peloton des cinquante à soixante premiers romans de la saison littéraire, ses déceptions ne sont pas finies pour autant.

Et, malgré tout, ils écrivent...

BERNARD ALLIOT.  
\* L'ÉCRIVAIN POUR MEMOIRE, revue des lettres et de l'anthologie publiée par la Société des gens de lettres (38, rue de Valenciennes-Saint-Jacques, 75014 Paris).

\* LE GUIDE DE L'ÉCRIVAIN, « Guide pratique à l'usage des auteurs qui veulent publier leurs livres », de Michel Friedman et Pierre Rouchaléon. Avant-propos de Pierre Deshayes. (Éditions Roches, 186 p., 69 F.).

Les incroyables jumeaux de Bruce Chatwin

« Il y avait quarante-deux ans que Lewis et Benjamin dormaient côte à côte dans le lit de leurs parents à la ferme nommée « La Vision ». Le lit à colonnes en chêne était venu de la maison de leur mère après son mariage en 1899. »

D'entrée, nous nous enfonçons dans cette chambre « toujours sombre », qui sent la lavande et la naphthaline, à la frontière de l'Angleterre et du Pays de Galles, auprès de ces deux frères qui sont de vrais jumeaux de quatre-vingt ans, dans cette maison aux murs crépis et au toit de tuiles plates, dont l'intérieur défilait n'a pas été remis à neuf depuis soixante-dix ans. Par crainte de faire disparaître le souvenir, par exigence, par pitié.

Bruce Chatwin, dont ce livre est le premier vrai roman (1), a l'art de raconter une histoire, une multiplicité d'histoires et, à la suite de ses héros - Lewis le grand filiforme et Benjamin le petit - cet écrivain raconte près d'un siècle de vie paysanne dans le Radnorshire gallois, depuis le mariage des parents à l'aube du village par un écouffant après-midi d'août 1899, jusqu'au moment où la ferme va disparaître.

M. Chatwin sait faire revivre le passé comme s'il s'agissait de ses propres souvenirs. « C'est très juste », écrit John Updike, enthousiasmé par cette étonnante recherche du temps perdu. De fait, le film que Bruce Chatwin déroule en flashback se présente comme un remarquable exercice de bravoure, plein de tendresse et de nostalgie, de poésie aussi ; l'auteur a à tel point le goût du détail juste que le lecteur doit faire appel à ses cinq sens pour goûter la subtilité des couleurs, des odeurs, des matières, des sensations, ou pour imaginer la gravure de Holman Hunt *La Lumière sur le monde* dans son cadre de bois noir près du lit. On sent la précision de l'expert d'art que Chatwin n'a pas voulu être (n'était-il pas, à dix-huit ans, entré chez Sotheby, pour devenir, très vite, directeur du secteur « Impressionnistes »).

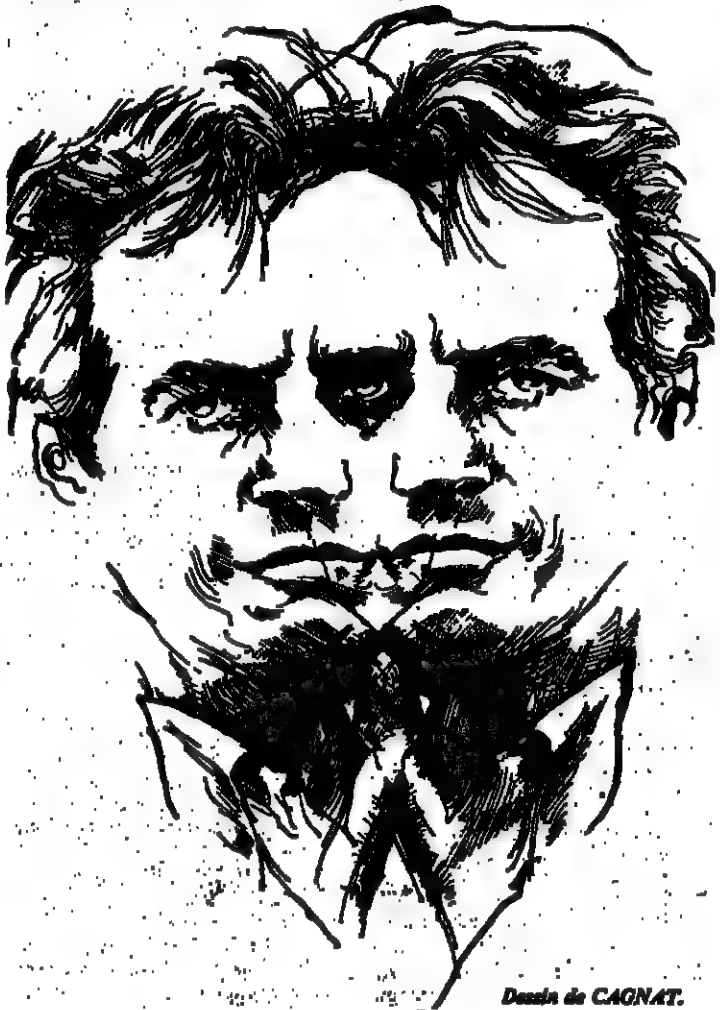
Bruce Chatwin le voyageur a fait haute, pour une fois, dans les britanniques, au Pays de Galles, et s'y est consacré, le temps d'écrire ce livre et de se familiariser avec ses

personnages. Deux jumeaux qui, toute une vie, ne se quitteront pas, qui ne se marieront pas : ils ont les mêmes souvenirs, les mêmes peines, et, quand l'un a en les mains gelées, l'autre frissonne même à des kilomètres de distance, quand Benjamin se trouvait dans une prison militaire, Lewis, resté à la ferme, « savait à la douleur qu'il ressentait en cocon, quand les sous-officiers faisaient marcher Benjamin comme une gre-

nouille autour de la cour... Un matin, le nez de Lewis se mit à saigner et saigna jusqu'au crépuscule. C'était le jour où Benjamin fut jeté sur un ring et où on lui martela la figure... »

NICOLE ZAND.  
(Lire la suite page 16.)

(1) Bruce Chatwin a publié chez Grasset *En Patagonie* (1979) et *Le Vicaire de Ouidah* (1982).



Dessin de CAGNAT.

Eugène Fromentin, l'éternel jeune homme

« Madeleine est perdue, et je l'aime ! »

Les œuvres d'Eugène Fromentin sont redécouvertes dans « La Madeleine ». Geneviève Brisse a fait le portrait de cet éternel jeune homme, et Roland Jaccard a relu *Domitius*.

De certains romans, écrit Julien Gracq dans *Les romans*, en disant : « *La Madeleine* », c'est un roman qui ne se situe pas qu'une espèce de phosphorescence incorporée : de Domitius, rien qu'une certaine tonalité frileuse et automnale... »

Frileux, l'unique roman d'Eugène Fromentin l'est par son atmosphère floue, impalpable et insaisissable, teintée d'une fadeur verlainienne. Les étreintes mêmes ne sont que des silhouettes indécises, comme cette jeune femme, l'épouse de Domitius, que, dans un distingué seulement, « la robe d'étoffe légère et l'écharpe rouge ». Les personnages de Fromentin ne sont jamais ceux de Balzac : ils appartiennent à ce *no man's land* de la mémoire sur lequel une « brume élégante » est toujours prête à se répandre en pluie.

Eugène Fromentin disait de son roman que c'était un « *jeu libre* » : une musique douce et mélancolique, tout intérieure, pianotée sur le ton de la confidence, du chuchotement.

On n'est pas sérieux, quand on a dix-sept ans...

Durant de longues années, le jeune Fromentin passait l'été et l'automne dans une maison que possédait sa famille à Saint-Maurice, près de La Rochelle. C'est là que naquit sa passion pour Léonide Cheassé, exquise créole un peu frivole.

Leurs amours remontent à 1837. Fromentin avait alors dix-sept ans, l'âge de Domitius au moment du mariage de Madeleine, transfiguration romanesque de Léonide. Eugène partit pour Paris en 1841 ; ce fut le début d'une longue séparation. Lorsqu'il retrouva sa bien-aimée en 1844, elle était à l'agonie.

Ainsi prit forme le projet de ce récit : « *Amis, ma divine et sainte amie, je veux et vais écrire notre histoire commune. Depuis le premier jour jusqu'au dernier.* » Fromentin allait accomplir ce projet quinze ans plus tard.

De fait de son caractère autobiographique, *Domitius* n'est pas sans rappeler le sublime roman de Benjamin Constant : *Adolphe*. L'auteur se présente à chaque fois comme un témoin extérieur à l'histoire : il prête à un double le récit de ses aventures. Domitius comme *Adolphe*, mais à part les préambules et les épilogues, sont vus uniquement du point de vue du personnage masculin. Madeleine n'apparaît jamais que sous le regard de Domitius ; elle n'existe réellement que lorsqu'il reconnaît soudain qu'elle est l'objet d'une passion trop longtemps couvée.

On n'est pas sérieux, quand on a dix-sept ans... Domitius a vécu également sa crise de sensibilité à cet âge fatidique. Son esprit surexcité le poussait, au printemps, à vagabonder sur les grandes routes, puis dans la ville d'Ormesson, où il poursuivait ses études. L'adolescent ne connaissait pas la cause de ses égarments, de ses promesses flétries, jusqu'à ce qu'il rencontrât Madeleine, la cousine de son ami Olivier. Ce fut la révélation : « Une fleur bizarre éclata tout à coup ce verbe enfantin (aimer) ; le premier que nous ayons tous conjugué soit en français, soit en latin, dans les grammairistes... »

Ce fut comme une illumination qui déchira le ciel plombé de l'adolescence : la blessure ouverte, nul ne peut entreprendre de la soigner sans risquer d'envenimer la plaie. Tel sera pourtant le pari absurde de Madeleine. Mariée au comte Alfred de Nièvres, elle voudra guérir Domitius de son mal. Seuls les étreintes éperdues, sans se l'avouer, croient pouvoir soigner la passion par la raison, s'imaginant par là même, éteindre le feu qui les consume.

« *Madeleine est perdue, et je l'aime !* », s'écrit Domitius lorsqu'il apprend qu'elle compte épouser Alfred de Nièvres.

Jusqu'alors il vivait dans l'aveuglement. Le psychanalyste le plus obscur ne pourrait pas s'empêcher de faire observer que le héros, orphelin de surcroît, ne reconnaît consciemment son amour pour Madeleine qu'à l'instant où un autre homme, de près de vingt ans son aîné, vient jouer un rôle dans la vie de cette jeune fille. Four que la passion de Domitius s'objectivise, une condition était nécessaire et suffisante : une situation triangulaire. (Édipe, adieu, quand tu nous tiens ! Mais laissez à la psychanalyse...)

« Ton lot est de regretter toujours, de ne désirer jamais »

Domitius ne désire que ce qui lui échappe : « *Madeleine est perdue, et je l'aime !* », cette phrase qui reviendra sous des formes différentes tout au long du roman, est comme le leitmotiv de cette symphonie de la perte. « *Ton lot est de regretter toujours, de ne désirer jamais* » : en deux mots, son ami, le lucide et cynique Olivier, résume tout le personnage de Domitius, dont l'indécision est caractéristique des amoureux du passé.

Domitius est le roman de la fuite personnelle : le souvenir représente le refuge idéal pour qui cherche toujours à oublier l'aujourd'hui, afin de s'envelopper dans le jadis. Olivier d'Orsel, qui lui aussi, fuit une femme éperdument éprise, se compare à lui, est le seul à deviner en Domitius ce déserteur de la vie, le seul également à prévoir le dénouement final : « *Madeleine, un jour, tombera dans tes bras en te demandant grâce (...)* ; tu l'épargneras, l'en suis sûr, et tu l'es iras, la mort dans l'âme, pleurer sa perte pendant des années... » La peur de Domitius est l'angoisse devant l'acte accompli, il recule indéfiniment devant une fin possible ; le temps pour lui est en suspension entre le présent et le passé ; sa vie n'est que « l'ébauche d'une vie inachevée ».

ROLAND JACCARD.  
(Lire la suite page 17.)

le feuilleton

« LA TYRANNIE DE L'IMPRIMERIE », de Marthe Robert  
« ANECDOTES », d'Hervé Bazin

Bonheurs des traverses

CHACQUE génération a ses maîtres à lire, bibliothèques vivantes qui circulent dans les œuvres de tous les siècles et les horizons, qui les approfondissent l'une par l'autre, happent une bouffée d'air du temps, replaçant loin de l'éphémère, s'étonnent, gronnent, s'exaltent, bifurquent, bref : initient au bonheur suprême des livres, impossible avec les images et leur déroulement forcé, forcé, bonheur du vagabondage hors des sentiers battus, de la diagonale, de la traverse... Il y a eu, de cette race, Du Bos, Fernandez, Béguin, Bachelard, Bataille, Barthes, Blanchot, Gracq... Aujourd'hui, il y a Bernard Frank ; il y a Marthe Robert, dont voici le troisième « *livre de lectures* », tiré, par douce antiphrase, *La Tyrannie de l'imprimerie*.

D'abord, deux taquineries : sur Flaubert, Kafka, Freud, et les grands Allemands, ses chéris, Marthe Robert atteint au degré d'érudition et d'amour où la compétence est en danger de tout ramener à son tendre connu, de s'auto-citer, de se faire vaine, possessive, exclusive, chatte dans son parler. Autre risque : un excès de sévérité pour l'écritisme indubitable des journalistes, pour leur plus grande perméabilité aux sottises du moment ; ou leurs contradictions « pluralistes » à l'intérieur d'un même journal ; sévérité doublée d'ingratitude, car nous lui fournissons ses sources, souvent, et ses repoussoirs.

Ces noies cherchées, place aux exclamations : que d'intuitions, que de rapprochements féconds, de résistances salutaires au prêt-à-penser ! Quel relief à notre tâche de défrichage, quelle école d'intelligence, d'appropriation de soi !

À leçon de liberté est donnée par la construction du livre en notes à bâtons rompus, en coq-à-l'âne au gré des lectures. Car on ne sait jamais ce que vous réserve la littérature bien comprise, c'est-à-dire celle qui, contrairement à la mode narcissique et élitiste du jour, transforme le miroir en fenêtre ouverte sur

par Bertrand Poirot-Delpech

le monde. Elle permet aussi bien de partager une sensation, de rectifier une erreur mince, que de « secouer le sommeil du monde » (Herbel), rendre « fluides des pensées congelées » (Hegel), « briser à la hache la glace en soi » (Kafka).

Parmi les sensations d'écrivains qui ont réveillé celles de Marthe Robert, et les nôtres, citons : la ressemblance des serpents qui caressent l'eau des carreaux avec des charognes de chiens (Calaferte) ; l'immédiateté de certaines poésies anonymes (Boulet-Nerjac).

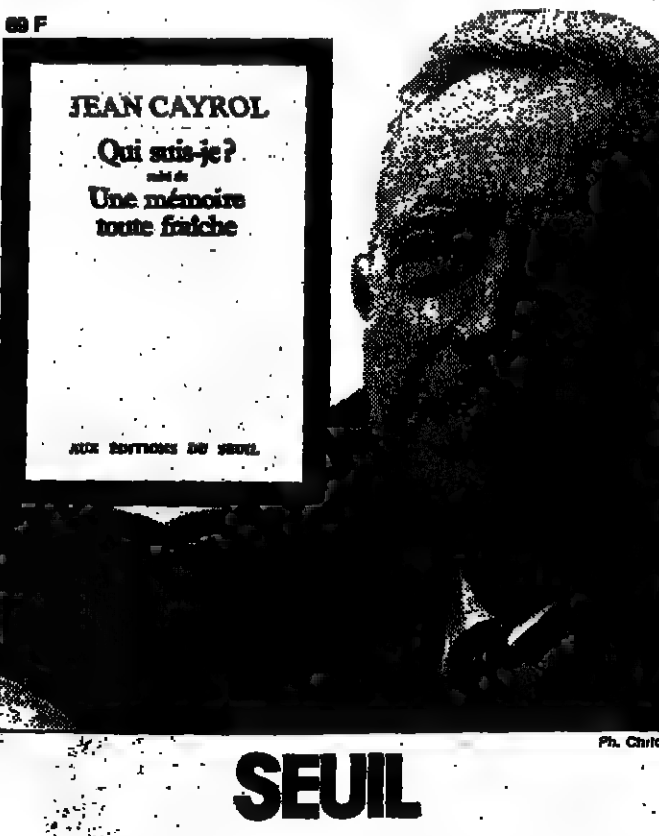
Une revient, tôt ou tard, à s'interroger sur l'apparition des mots. Quand a-t-on eu besoin de « culture » ? Qui a inventé « l'état-providence » ? On découvre généralement que le nouveau « en question » n'était pas indispensable. Marthe Robert est sensée pitié pour les modernistes mou qui parlent de « positionner », de « faisabilité ». Elle les considère comme des délinquants. Soit, mais le beau moyen de les empêcher de nuire ? Je lui suggère une façon efficace de réduire au silence, - supposé, évidemment, qu'on les ait en face de soi et qu'ils ne s'éveillent pas à l'abri d'un lointain studio, - les imbéciles anobis qui disent « quelque part » à tout bout de champ : les couper aussitôt, et demander « où ça ? », à la vitesse à laquelle défilent les cour-boya...

À décharge de Marthe Robert envers les néologismes bidois ne la fait pas tomber dans le culte des dialectes. À l'inverse de tant de régionalistes démagogues, elle observe avec courage que ces dialectes sont moins universels que porteurs d'infantilisme, d'étroitesse d'esprit. Au reste, il n'est pas dit que le goût des mots garantisse une parfaite sagesse. Quand Borges définit le Juste comme quelqu'un qui découvre une étymologie ou qui caresse une bête endormie, cela sonne bien, mais cela ne tient pas compte de ce qu'un Hitler, certains soirs, a très bien pu faire l'un et l'autre.

(Lire la suite page 18.)

QUI SUIS-JE ?  
EST UNE MERVEILLE

BERTRAND POIROT-DELPECH



SEUIL



# UNE GRANDE SAGA LATINO-AMERICAINE D'ISABEL ALLENDE

# LA MAISON AUX ESPRITS

Traduit de l'espagnol  
par Claude et Carmen Durand



Si vous aimez Faulkner et les westerns, les tartes meringuées et les passions orageuses, les coups de théâtre et les siestes alanguies, si vous voulez "lire dangereusement", entrez dans **La Maison aux esprits**, elle mérite ses quatre étoiles et vous en montrera bien davantage.

Gabrielle Rolin, le Matin

FAYARD

480 pages  
89 F

## Piem fait son court

Le dominicain Piem est un passionné de tennis et un fervent des courts. « Tout le monde est, a été ou sera joueur de tennis. Tout le monde est, a été ou sera regardateur de joueurs de tennis », écrit-il avec élan. « C'est pourquoi, poursuivit-il, il m'a semblé nécessaire de mettre, sans plus attendre, à la disposition des personnes concernées ce petit manuel des mœurs du tennis. » En plus de 150 dessins, Piem illustre avec une aimable moquerie tous les fantasmes des joueurs, arbitres et fidèles unis dans le même office de plein air. Ses récits du tennis de Chienchi-Hidi éditeur, 182 p., 60 F contiennent à la fois l'histoire d'un sport dont on ne soulignera jamais assez l'un des incompréhensibles bienfaits : le développement musculaire du cou des spectateurs entraînés par le va-et-vient de la petite balle.



## La psychanalyse vue de Tbilissi

En 1979, on s'en souvient peut-être, se tenait à Tbilissi, en Géorgie, un colloque mouvementé sur l'inconscient réunissant, entre autres, des chercheurs soviétiques et des psy-

## vient de paraître

**ROMAN**  
**JACQUES ALMIRA** : *Terrasse isolée*. — L'été, dans le film de se tenir dans un endroit de volonte, et son amour-passion pour le jeune homme, échouant ensemble dans un palais sous les tropiques, au pied d'un volcan. Par l'auteur du *Voyage à Neuchâtel*, prix Méditerranée 1975. (Callimard, 200 p., 69 F.)  
**PIERRE BOST** : *Un dimanche à la campagne* (Monsieur Luchini au blé mûr). — A l'occasion de la sortie du film de Bertrand Tavernier *Un dimanche à la campagne*, adapté de Monsieur Luchini au blé mûr, repartit le roman de Pierre Bost, publié pour la première fois en 1945. C'est le récit intimiste d'un dimanche d'été à la campagne en cours d'été, le vieux peintre Urbain Luchini, dont les forces déclinent, reçoit ses enfants dans la maison familiale. (Callimard, 104 p.)  
**Récits**  
**JACQUES PERRIER** : *Le Jardin des Fontaines*. — Une évocation, par l'auteur du *Capitaine d'épée*, des grandes heures d'un des plus célèbres jardins publics de Paris. (Julliard, 260 p., 80 F.)  
**Mémoires**  
**RENÉ HARDY** : *Deviens mort*. — L'homme que Klaus Barbie a accusé, à propos de l'affaire de Caluire, « d'avoir trahi Jean Moulin », nous raconte, d'avoir trahi la Résistance. René Hardy, acquitté par deux fois à ce propos, donne le récit de sa vie, publie les documents qu'il détiend et signe ses derniers mots. (Payot, 572 p., 95 F.)  
**Biographie**  
**J.-C. THOMAS** : *John Calcraft, Chancelier de France*. — Premier livre traduit en français sur le géopoliticien qui révolutionna le jeu des ames 60, cette biographie se présente comme une enquête romanesque des témoignages de familles et de ministères. La traduction est de Jean-Louis Houdebaut. (Denoël, 302 p., 82 F.)  
**Extraits**  
**ANTOINETTE PINAY** : *Un Français comme les autres*. — Celui qui fut président du conseil et membre de plusieurs cabinets ministériels sous la IV<sup>e</sup>, puis sous la V<sup>e</sup> République, livre des souvenirs, des impressions, des jugements, des confessions avec Antoine Veil. (Belfond - Jean Caille Godfrey, 188 p., 79 F.)  
**Essais**  
**CLAUDE LEVI-STRAUSS** : *Paroles données*. — L'auteur des *Tristes Tropiques*, de la *Pensée sauvage* et des *Mythologies* livre des notes et des comptes rendus écrits sur croquis-déjà d'enseignement. Il s'agit en quelque sorte du matériel brut qui précède les livres : démonstrations, témoignages et progrès d'une réflexion menée sur le vif. (Plon, 278 p., 70 F.)

## la vie littéraire

chanceliers français. Bien que fort controversé, ce symposium était en quelque sorte la consécration des efforts menés depuis vingt ans par le docteur Léon Chertok, spécialiste de l'histoire, pour nouer un dialogue entre l'Est et l'Ouest sur l'importance des découvertes freudiennes.

En 1983, la *Revue de médecine psychosomatique* (tome 25) publiait diverses contributions à ce colloque. Compte tenu de leur intérêt, les éditions Privat, à Toulouse, viennent de réunir en un volume intitulé : *Dialogues franco-soviétiques sur la psychanalyse* (97 p., 60 F) les interventions de F. V. Bassine, F. Roussier, L. Chertok, R.A. Zatchepitski, B. Muldvor, B. Dorcy, N. S. Avtonomova et Gérard Mendel. L'ouvrage s'achève sur un texte passionnant de Louis Althusser : *La Découverte du docteur Freud*, qui n'avait pas été présentée à Tbilissi.

Althusser explique notamment que Freud était un vrai chercheur scientifique : « Il tenait compte de toutes les conditions d'existence de l'objet de sa recherche. C'est pourquoi, contrairement à Lacan qui en parle très peu, trop peu, contrairement à Reich qui ne parle que de cela, Freud tenait le plus grand compte de l'existence de la famille, de la morale, de la religion, etc., bref de ce que l'appelle dans mon langage des effets sur le petit enfant, donc sur les désirs sexuels inconscients du petit enfant et sur leur refoulement inconscient, de l'existence des appareils idéologiques de l'Etat ».

## Le déferlement du « vécu »

Les récits de vie se multiplient. Entretien par l'édition et les médias, le phénomène a pris depuis dix ans des allures d'inondation. Un colloque interdisciplinaire organisé, en janvier 1982, par le Centre de sémiotique textuelle de l'université de Paris-X — Nanterre avait tenté de circonscrire ce déferlement du « vécu » en objets de recherche (voir le *Monde* du 14 février 1982). Les actes de ce colloque sont à présent disponibles dans deux numéros (191 et 192, 1983-3 et 1984-4) de la *Revue des sciences humaines* publiée par l'université de Lille-II (diffusion Belles Lettres, 96, boulevard Raspail, 75008 Paris).

Introduit par Claude Abesado, l'ensemble des communications est réparti en trois rubriques : « Théoriques », « Expériences », « Écri-

tures ». On y voit se dérouler un panorama très complet des différents modes de questionnement auxquels l'historien, le psychanalyste, le sociologue, le linguiste, l'analyste littéraire, peuvent soumettre la mise en forme d'une vie.

Parmi ces études, toutes intéressantes, on retiendra ici plus particulièrement, parce qu'elles se situent aux deux extrêmes de la production littéraire, celle de Philippe Lejeune sur l'Autobiographie et celle de Philippe Lejeune sur l'Autobiographie et celle de Simone de Beauvoir : rite funéraire et défi littéraire.

## Délirer avec Sandor Ferenczi

En 1933, une année avant son ami Georg Groddeck, mourut à Budapest « l'enfant terrible de la psychanalyse », Sandor Ferenczi. Depuis une dizaine d'années déjà, Freud avait pris ses distances à son endroit. Dans la notice nécrologique qu'il lui consacra, il écrivit : « L'aspiration à guérir et à aider était devenue sa préoccupation prévalente. Vraisemblablement, les buts qu'il se fixait ne sont pas accessibles à nos moyens thérapeutiques actuels. De ses sources effectives non tristes coulait la certitude que l'on pouvait bien davantage auprès des patients en leur donnant suffisamment de cet amour dont, enfants, ils eurent la nostalgie. » Cette technique active et gratifiante, qui était pour le psychanalyste jusqu'à se laisser embrasser ou caresser par ses patients, suscita maintes réserves et valut à Ferenczi d'être durablement déconsidéré au sein de la communauté analytique.

En France, ses *Œuvres complètes* sont publiées par les éditions Payot, et son chef-d'œuvre *Thalès, psychanalyse des origines de la vie sexuelle* n'a pas cessé de fasciner des générations de lecteurs. Sa correspondance avec Freud ainsi que son journal restent inaccessibles. Pour commémorer le cinquantième anniversaire de sa mort, la *Revue française de psychanalyse* lui consacre un numéro spécial (tome XLVII, septembre-octobre 1983, PUF), un peu quinqué et pusillanime, où l'on trouve des contributions de Raymond Cahn, Jean-Luc Donnet, Jacques Cahn, Jacqueline Miller, Luc Berand et Claude Girard.

## en bref

« UNE JOURNÉE GEORGE ORWELL », organisé par le British Council, aura lieu le jeudi 3 mai à 18 heures au Centre Pompidou. Elle se composera de la projection du documentaire de long métrage de John Hines et John Bachteler d'après *Animal Farm* (à 16 heures, petite salle) et d'une « table ronde » avec une participation de Tzvetan Tzvetan, qui fut l'un d'Orwell (à 21 heures). Une exposition préparée par Bernard Crick, l'auteur de la biographie *George Orwell* (Belfond), qui durera jusqu'au 15 mai, sera inaugurée à cette occasion.

« AU COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE », à partir du lundi 7 mai à 18 heures, aura lieu un séminaire de Jean-Pierre Faye sur « La philosophie et la révolution ». Le séminaire se déroulera sur le III<sup>e</sup> étage et la *Révolution française*. « La narration, point aveugle de la philosophie occidentale ? », demande Jean-Pierre Faye dans le résumé de la problématique de son séminaire : « Pour la première fois en France, le séminaire de Heidegger au séminaire, en 1933, sera analysé comme un problème philosophique, dangereux et révolutionnaire : que « raconte »-il et en parlant de sa « vérité interne » en 1935 ? La philosophie de cette narration est-elle possible ? » (Collège international de philosophie, 1, rue Descartes, 75005 Paris, ancienne Ecole polytechnique, amphithéâtre A.)

« LA QUINZAINE LITTÉRAIRE » organisée à Toulouse, les 4, 5 et 6 mai, des journées d'étude sur « La querelle du loup ». Ouverte devant la première moitié du dix-huitième siècle par Bernard Mandeville, relayée par Voltaire et Rousseau, la « querelle » autour du loup pose encore un champ de questions multiples, économiques et symboliques qui seront débattues par des spécialistes des diverses disciplines concernées : Jean-Pierre Faye, Charles, Alain Cora, Amick Jacoff, Jacques Rancière. (Université de Toulouse-Mirail.)

« UN HISTORIAL DE TOULOUSE ». — Le château royal de Tours, en ruine, a été entièrement reconstruit. De 1972 à 1983, par des équipes de jeunes Compagnons du devoir. Une association s'est constituée, comprenant des bénévoles et des professionnels s'intéressant au tourisme dans la région, pour y créer, avec le Musée Grévin, un *Historial de Toulouse*, qui vient d'être inauguré. Quinze siècles d'histoire y sont racontés par des personnages de cire : trinité et une scène, qui évoquent la vie ou le passage, en Toulouse, de personnages célèbres comme Martin, Agnès Sorel, Louis XI, Urbain Grandier, Balzac, Gambetta, Léon Blum au congrès de Tours, Austère France et Courteline. (Tous les jours, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures.)

« L'ASSOCIATION GUY LEVIS MAHO » remettra pour la troisième fois ses bourses à l'automne prochain. Il sera attribué huit bourses dotées de 20 000 francs, destinées à faire connaître des jeunes poètes, des traducteurs d'œuvres poétiques espagnoles, des typographes et des illustrateurs. (Renseignements auprès de l'association, 6, rue Huyghe, 75014 Paris. Tél. : 322-45-45.)

## en poche

## Le chemin hassidique de Martin Buber

« E VITE la méditation », proclame Rabbi Yitzhak, le « Voyant de Lublin », car elle est « plus redoutable que le péché ». C'est dans cette lumière hassidique que baigne l'œuvre de Martin Buber (né à Vienne en 1878, mort à Jérusalem en 1965). Il a su, par sa plume allégre, vivifier l'indispensable leçon de la pensée juive.

Voyages, conversations, enseignements, rivalités, prières, rêves et récits tissent avec humour les fils entremêlés de Gog et Magog, chronique de l'époque nazionienne (parue en 1949, 1958 pour la traduction française). Contre ces figures et flux erratiques des ennemis du peuple de Dieu se dressent, dans la dimension quotidienne de leur éthique, les maîtres et les disciples du mouvement mystique fondé en Pologne au dix-huitième siècle par Rabbi Israël ben Elizer, le « Baal Shem-tov ». Ces Hassidim, « hommes-liges de Dieu », incarnent les vertus existentielles d'une interrogation passionnée sur le sens de notre destin : « Le chemin se perd. (...) Où sommes-nous égarés ? », demande un élève de Tsadik, le Juste, qui répond en citant Abraham : « Cherche un maître (...) qui t'apprenne à marcher ».

Ce que Martin Buber rend sensible à travers ces événements qui se déroulent de 1793 à 1815 environ, sur fond de guerres européennes et d'attente messianique, c'est la permanence actualité du cheminement juif, confronté plus que jamais, en ce vingtième siècle, à la pression de l'histoire, dont les hommes sont les agents et les victimes : « Il faut que le parviensse là où l'on apprend à empêcher le mal de se servir du bien pour donner le bien ». En 1938, dans *Questions à l'individu*, le philosophe affirmait que « Dieu et l'homme ne sont pas des rivaux ». Dans *Gog et Magog*, il dégage à l'attention de l'individu universel une morale de liberté et de responsabilité dont nous n'avons pas fini de faire nôtre les résonances : « Or, à l'heure où il est de service, chacun d'eux doit être là en la personne de celui qu'il est, c'est-à-dire de celui qui accomplit un service qu'aucun autre ne peut accomplir à sa place ».

Où ne continuera-t-il d'écrire le livre ouvert par Martin Buber ?

SERGE KOSTER.

« GOG ET MAGOG, CHRONIQUE DE L'ÉPOQUE NAPOLEONNIENNE », de Martin Buber, traduit de l'allemand par Jean Leventhal-Lavi. Callimard, collection « Idées », 375 p., 33 F.

« Les Éditions du Rocher publient un autre ouvrage de Martin Buber : *BAAL-SHEM* (qui veut dire Maître du Nom). C'est un recueil de « long récit » qui nous restitue l'atmosphère spirituelle des Hassidim. Traduit de l'allemand par Hans Eichenbaum. 194 p., 86 F.

هكذا من الأصل







## lettres étrangères

## Les incroyables jumeaux de Bruce Chatwin

(Suite de la page 13.)

Passionné de géographie, Lewis rêve de voyages, mais, pour ne pas peiner son frère, il reporte son intérêt sur les aéronauts et les catastrophes aériennes et les collectionne dans son album; Benjamin est plus cultivé, et fait la cuisine, la couture, le repassage... A douze ans, ils ont quitté l'école. A treize et un an, ils ont reçu leur première bicyclette... Lorsque ils se regardent dans la glace, il arrive à l'un des jumeaux de prendre son reflet pour celui de son frère: « Et quand Benjamin préparait le rasoir et se voyait dans le miroir, il avait l'impression de couper la gorge de Lewis... » Sans ambiguïté, on sent, ils forment un couple. Mieux assorti sans doute que celui de leurs parents: Anna, rustre et brutal, et Mary, fille du Révérend Latimer qui a été missionnaire aux Indes, qui connaît la terre promise et le Taj Mahal... Mary mariée « pour le meilleur et pour le pire », qui sait que « rien n'est pire que la solitude au sein du mariage », et qui rapportera tout son amour sur ses jumeaux indissociables à qui elle fait jurer de ne jamais

se marier à moins que l'autre ne se marie aussi...

Héros d'un roman paysan historique comme il en existe peu dans la littérature anglaise, les jumeaux gallois ne se sont jamais aventurés plus loin que Herford, le bourg anglais voisin de l'horizon de toute leur vie se réduisant à quelques kilomètres carrés: on pense à Thomas Hardy que Mary, la mère lit beaucoup; on pense aussi à Maupassant, et à Flaubert, comme dans cette filie patriotique hilante en l'honneur de la victoire de la première guerre mondiale.

En petites phrases courtes, images, Chatwin traduit avec finesse, avec le brio d'un grand écrivain, la tendresse qu'il éprouve pour ces hommes et pour cette nature sauvage qui semble d'un autre temps mais qui se survit encore, peut-être, dans les collines de Black Hill...

NICOLE ZAND.

\* LES JUMEAUX DE BLACK HILL, de Bruce Chatwin. Traduit de l'anglais par Georges et Marise Scall. Grasset, 298 p., 82 F.

## EXTRAIT

Benjamin aimait sa mère et son frère, mais n'aimait pas les filles. Chaque fois que Lewis tournait les talons, les yeux de Benjamin s'attardaient sur la jupe de la porte et ses bras s'accommodaient. Quand Lewis revenait, ses pupilles se mouvaient à briller.

Il ne retournerait jamais à l'école. Ils travaillaient à la ferme et, à condition de rester ensemble, ils travaillaient comme quatre. Si Benjamin restait seul — pour récolter des pommes de terre ou décorer des neiges — son énergie faiblissait et il se mettait à tousser, respirait péniblement, se sentait las. Les jumeaux n'ont pas eu de soucis d'efficacité: ils ont été stupides de les épauler. Les jumeaux n'ont pas eu de soucis d'efficacité: ils ont été stupides de les épauler. Les jumeaux n'ont pas eu de soucis d'efficacité: ils ont été stupides de les épauler.

Benjamin ne songeait jamais à partir au loin. Il voulait vivre avec Lewis jusqu'à la fin de ses jours, manger la même nourriture, porter les mêmes vêtements, partager son lit et marcher dans la même direction. Quatre portes menaient à la Vision, et pour lui c'étaient les quatre portes du paradis.

## CROQUIS

## Bruce entre deux voyages...

Nous nous retrouvons au Royal Anthropological Institute. Vieux livres, perçages cirés, plafonds d'un autre siècle. Nous palperons sous le portrait colonial de l'un des pères de l'anthropologie sociale. Bruce revient d'Australie et déjà me raconte des histoires à sa manière: « Les aborigènes australiens, en rassemblant, recueillent des Anciens une chanson initiatrice, une chanson initiatrice, une chanson initiatrice. Cette chanson codée leur permet de partir aux confins de leur territoire. Les paroles distordues leur indiquent la piste à suivre, situent les vallées, les collines, les rochers, les racines, la couleur des sables... qui les guident. »

Ces « voies de chanson » sont comme une mémoire du sacré. Elles expriment bien le fond de toute pensée sauvage: le visible et l'invisible sont confondus, inextricablement.

Dans un style purement chatwinien, Bruce raconte de souvenirs: « Une fois, j'ai proposé à un aborigène de l'accompagner dans son voyage. Nous sommes partis en camion vers la mer. Tout à coup, dans un thalweg, l'homme repère des signes de son paysage. Il se met à chanter à une vitesse invraisemblable, comme un magnétophone emballé. Nous n'y avions pas pris garde: ces strophes sont faites pour être chantées en marchant, à six kilomètres/heure, pas en roulant à soixante! »

L'œil bleu et le cheveu en bataille, ce bourlingueur à un physique d'adolescent. Il est aérien, disert et menteur comme un sergent colonial.

Londres l'ennuie. Il compte s'installer bientôt à Paris, car il est hanté, fasciné, par l'église russe de la rue de Crimée et par ceux qui la fréquentent. Il voudrait aussi faire un aller-retour sur le Transsibérien et parle d'un prochain voyage en Afrique du Sud, où on lui a signalé des ossements brisés d'un haut intérêt paléontologique.

« Je suis dans la littérature par hasard, dit Bruce Chatwin. J'avais d'abord entrepris des

études d'archéologie. Par manque de temps et manque d'argent, je n'ai pas pu terminer. J'ai travaillé à la galerie Bonhams, et, enfin, je suis devenu romancier... »

Bruce Chatwin cultive l'improbable. Tout ce qui est fortuit l'intéresse. Ainsi, à l'écouter, les jumeaux de Black Hill sont des enfants du hasard. Il voulait, au départ, décrire la frontière entre l'Angleterre et le Pays de Galles, « car c'est une espèce de réservoir de gens aux coutumes très archaïques. Ils n'ont pas fait partie des mouvements nationaux-félicites et ils ne sont pas anglais... Ils parlent une langue qui ressemble à celle de Shakespeare ». Là-dessus, Chatwin a surajouté la situation de deux frères jumeaux qui ne peuvent pas se marier pour ne pas diviser leur propriété. « J'ai d'abord écrit un conte... 18 pages... 30 pages... puis j'ai été dépassé par la matière. »

De passage à Paris, il visite le traducteur de ses deux premiers livres: celui-ci est en train de lire les Métamorphoses de Michel Tournier. Ils en parlent. La femme du traducteur travaille avec le professeur Zazzo, spécialiste des jumeaux. Rendez-vous est pris. Chatwin expose son projet et le professeur lui donne quelques conseils pour la vraisemblance de l'histoire. « Mon livre doit être fait! »

Bruce Chatwin voudrait me faire croire que ses romans s'écrivent tout seuls. C'est sa manière à lui de fuir l'esthétique du désenchantement. Personne n'est dupe. D'ailleurs, en vue de son prochain livre, qui s'intitulerait vraisemblablement Des nomades, et qui sera un texte tout en dialogues, il possède des ouvrages oubliés de René Grousset et de Théodore Monod... Ce sont ses nouvelles passions, ses nouveaux filons. Il râlait parce que les Anglais ne lisent plus rien qui ne passe par l'Amérique. Et, en se levant, une fugitive tristesse le saisit: « La Manche aujourd'hui est plus large que jamais. »

JACQUES MEINER.

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrites inédites de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## centenaire

## Panait Istrati l'homme qui n'adhérait à rien

Avec quelques mots d'usage, un colloque international célèbre, à Nice, du 26 au 28 avril, le centenaire de Panait Istrati, né le 10 août 1884 à Braila.

Organisée par la section de littérature comparée de la faculté des lettres et des sciences humaines de Nice, en coopération

avec l'Association des amis de Panait Istrati, cette manifestation groupera des chercheurs, critiques, écrivains, et universitaires étrangers et français, ainsi qu'une délégation officielle de l'Union des écrivains de Roumanie.

D'autres célébrations sont prévues cette année, notamment à Chis-Dessous (Indre) du 10 au 19 août, avec une évocation théâtrale des Chardons de Baragan. A l'occasion de ce centenaire, Gallimard publie des textes d'Istrati inédits, ou jamais publiés en volume sous le titre Le Pèlerin du cœur.

SON œuvre a connu un succès universel, et il est mort méprisé. C'était en 1935. Rares furent les amis qui lui demeurent fidèles. Pourtant, loin d'être un écrivain mineur, il fut un contemporain capital. Revenu d'un séjour en URSS, il avait osé clamer sa déception, bien avant André Gide et les autres. C'est ce qui ne lui fut pas pardonné. En outre, cette expérience fut un effondrement intime, où il laissa son idéal social blesé à mort, à quoi s'ajoutèrent d'autres hécatombes de précieux sentiments, tout cela lui ôta, pour partie, son allant d'écrivain. Il y eut la mort en bout.

La singularité première de Panait Istrati est d'avoir été un écrivain roumain s'exprimant en français. Ce semblant de divorce linguistique reflétait assez bien la complexité de ses origines, puisqu'il fut le fils naturel d'une blanchisseuse roumaine et d'un contrebandier grec dans un pays occupé par les Turcs. Nous sommes en 1884, il y a un siècle, dans ce pays étrange où le vent venu de Russie roule les chardons du Baragan, et où la Bistritza et le Sereth s'affrontent et se mélangent avant de se mêler aux eaux du Danube et de disparaître dans la mer Noire. Panait Istrati naît à Braila, cité portuaire et cosmopolite. Il sera élevé dans un bananier, parmi les pauvres: « J'en revendrais toujours à l'homme qui fait le pain et n'en mange pas... »

Ce qui requiert l'enfant Istrati, c'est d'écouter l'oncle Anghel, Kir Leonida, tous les autres, et de lire avidement la littérature populaire où sont retracés et enluminés les exploits des haidoucs, ou bandits d'honneur. Tout jeune, il est attiré par les marginaux, révoltés par l'injustice. Il dira, dans un texte que reprend le Pèlerin du cœur: « On ne s'imaginerait pas à quel point je fus le vrai révolté de mon siècle, l'homme qui, enfant même, devint instinctivement le crime de l'obédience à la mentalité traditionnelle: celle de la famille, celle de la société, celle de l'idéal du troupeau... Istrati devient peintre en bâtiment; il travaillera dans les docks, il sera vagabond. Il approche la classe ouvrière, mais il préfère les paysans. Les ouvriers le déçoivent, les paysans le confortent: ses livres sont à cette image.

## Le plaisir de bourlinguer

En 1900, Panait Istrati fait la connaissance d'un drôle de personnage nommé Mikhail Kazanski: c'est un Russe d'origine noble qui court les routes avec des pous sur son col et des livres dans ses poches. Ils vont errer ensemble, se quitter, se retrouver: c'est une sorte de liaison tumultueuse et enrichissante qui va durer neuf années. Ils ont la tuberculose pour compagne, et Mikhail disparaît un jour — pour jamais. Istrati racontera cette histoire dans la Vie d'Adrien Zograf (1).

Violette Leduc, l'affamée une création du THÉÂTRE DU CAMPAGNOL CENTRE DRAVAILLÉ DE LA BANQUE SUISSE jusqu'au 19 mai au THÉÂTRE VICTOR HUGO 100 boulevard Victor Hugo 75006 PARIS - Tél. 33.60.15.4 - 33.23.23.23

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années) Cours par correspondance (2<sup>e</sup> année théorique seulement) CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.95.84 Documentation M sur demande

Cette façon de bourlinguer (comme dirait Cendrars) les mène jusqu'en Égypte et au Proche-Orient. C'est ainsi que Panait Istrati passera l'année 1907 en Syrie et au Liban. Or, 1907, en Roumanie, est une année terrible. Celle de la révolte paysanne et de sa terrible répression. La littérature roumaine témoigne abondamment de ce drame, depuis Caragiale jusqu'à Stancu, en passant par Rebreanu. Sans oublier Istrati lui-même, qui fera de cet épisode monstrueux la matière de l'un de ses meilleurs livres: les Chardons de Baragan.

Dans ces années de début du siècle, ce qui passionne Istrati, c'est l'idée d'écrire. Il donnera des textes, dès 1909, au journal — nouvellement créé — du parti socialiste: România muncitoare, et, la même année, il sera secrétaire du syndicat des travailleurs du port de Braila. Il est contre les injustices, et pour les hommes. Il a déjà horreur des notions abstraites. Il n'est pas loin d'affirmer, comme il le fera clairement plus tard, que l'idée d'humanité cache l'homme.

En 1913, il gagne Paris, lumière — alors — du monde civilisé. Il y épouse une militante socialiste: ce sera une union brève et peu heureuse. Il se réfugie en Suisse, malade, et soudainement avide d'apprendre le français. A Leyzin, dans une chambre plus que modeste, il déchiffre les classiques avec un Larousse et un Littré. Il vit dans l'inconfort. Un de ses amis lui donne à lire Romain Rolland: il en fait plus qu'un dieu, il en fait un père. Il écrit à l'auteur de Jean-Christophe, la lettre-confession qui revient: « Paris sans laisser d'adresse ». Alors, Istrati repart sur les routes. A Nice, au début du mois de janvier 1921, il tente de se suicider dans un jardin public. On trouve dans sa poche la lettre à Romain Rolland: cette fois, elle parvient à son destinataire. Rolland répond. C'est la naissance d'un écrivain français. Dès ce moment, Panait Istrati va écrire dans cette langue qu'il connaît mal, mais qu'il aime, lui qui conçoit mieux que toutes les autres: la langue française. Ce sera Kyrä Kyräline, un récit de tendresse et de fureur; puis Oncle Anghel, puis Présentations des Haidoucs. En 1924, il épouse Anna Munsch, une nouvelle union déchirée. En 1926, il rencontre Marie-Louise Baud-Bovy, dite Billi: il aimera sa maîtresse avec passion, et s'y égarera durablement le cœur.

## Le voyage de Moscou

Ne cessant d'écrire: Domitius de Snagov, puis Nerrantoulia, et aussi Mikhail, enfin les Chardons du Baragan, il est invité à Moscou pour assister aux fêtes du dixième anniversaire de la révolution. Dans cette ville, Istrati rencontre Nikos Kazantzaki: c'est, après Mikhail Kazanski l'anonyme et Romain Rolland le « père », la troisième amitié forte. Ils vont ensemble écrire à Staline pour faire acte d'allégeance. Mais, peu à peu, Panait Istrati va comprendre la réalité du système soviétique: il va s'en ouvrir, avec une naïveté exemplaire, à Gerson, secrétaire du Guépéou. Il lui proposera des réformes (1), lui demandera d'accepter que l'opposition puisse librement s'exprimer... On se doute que c'est en vain. Là-dessus va surgir une affaire qui va ébranler Istrati au-delà du possible: il s'agit du beau-père de Victor Serge, un ouvrier révolutionnaire, nommé Roussakov, qui a le tort de posséder un bel appartement qui guigne un membre du parti. On donne la suite!

Écarré, Panait Istrati écrira L'autre Flamme, (2) qui est une dénonciation du système. Ses amis

## le feuilleton

## Bonheurs des traverses

(Suite de la page 1.)

C'est l'ennui, avec les mots: ils font les jolis cours autant qu'ils assurent le savoir. L'écrivain lui-même se laisse prendre. Marthe Robert n'échappe pas à la tentation du trait qui séduit sans démontrer. Toute à sa dévotion pour Freud, elle juge que Nabokov a perdu à ne pas estimer le « charlatan viennois », sans mesurer ce que ce sectarisme même lui a permis de voir. Elle met en fait qu'il faut beaucoup de Dumas et de Stevenson pour que fleurissent un Flaubert ou un Joyce: raisonnement statistique tantent, car il se vérifie ailleurs, en sport par exemple, mais que dément la comptabilité stricte des génies, nombreux au sein des minorités, et favorisés par l'effort.

Un jour on s'aperçoit sans doute que notre époque se caractérise par ses rapports déséquilibrés avec la vérité. Marthe Robert fait exception. Quel qu'il lui en coûte, elle reconstruit, puisqu'on le lui prouve, que Kafka ne fut pas constamment l'interprétation de certaines toiles de Vinci. Contre la tromperie romantique qui veut que les poètes meurent à l'abandon comme des chiens, elle porte témoignage qu'Artaud ne manqua, à l'asile d'Ivry, ni d'argent ni d'amis.

Le rationalisme convaincu que le vrai peut être démenti du faux est à rude épreuve, ces temps-ci. Chez Paul Veyne, chez Foucault, chez d'autres, Marthe Robert sent poindre un irrationalisme pour lequel il n'y aurait plus de connaissance possible, seulement des légendes fluctuant au gré des opinions.

Dans le même temps, sans qu'une corrélation saute aux yeux, toute une idéologie réactionnaire tend à banaliser la croyance en une surhumanité, qui sous-tendait les conduites d'un Jung. La tendance est à parler du choix de Pound ou de Drieu comme d'un touchant égarement, dû au hasard et n'ayant rien à voir avec l'artiste en eux, à invoquer la prescription judiciaire, la nécessité du pardon, à décréter qu'en tout cas la critique du fascisme est chose faite... alors qu'elle reste à faire.

U'il s'agisse du retour à l'irrationalisme, de la banalisation de pensées qui n'excluaient pas le nazisme, ou d'autres mouvements collectifs des esprits, personne mieux que Kafka ne suggère leurs mécanismes profonds. C'est peut-être ce qu'il avait de plus urgent à communiquer, et que Marthe Robert désigne parfaitement, à travers le scène du Proche ou Joseph K. voit martyriser un des sbires venus l'arrêter et qu'il a dénoncé: la complicité maisonnée de l'inconscient individuel avec les forces rétrogrades intenses dans toute société; l'aspect de corrélation par laquelle le monde social, grâce à notre complicité secrète, rend invisibles ses éternels démons.

La littérature n'a pas son pareil pour déboucher cette sorcellerie, ni Marthe Robert pour nous la montrer à l'œuvre, partout où elle se cache.

L'AMBITION d'Hervé Bazin est moins haute, avec son Abécédaire. Les notules que lui ont inspirées pêle-mêle sa vie, ses lectures, ses observations courantes, il les dispose par ordre alphabétique, pour en garantir plus sûrement la discontinuité, le caractère fragmentaire, pour attester son refus de prouver, de former un système contraignant pour le lecteur. Ici aussi, le bonheur de lire se confond avec celui de la gambade à travers bois et champs.

Parfois, un aphorisme résume une conviction. Parfois surgissent un souvenir d'enfance, un canevas de nouvelle. Des vérités tombent, qui valent pour l'auteur et pour qui voudra: « A défaut de tendresse, la considération de ma mère m'a toujours paru plus importante à forcer que le jugement du siècle. » Chaque rubrique — bourgeoisie, bababab, cadavre, causalité, famille ou vipère — est l'occasion de se demander si on pense, si on sent, pareil ou différemment, et en quoi.

Bonheurs des traverses, bonheurs des controverses. Ce que Bazin préfère, dans la lecture, c'est la « confrontation ». Lire, c'est en effet ne plus subir le soliloque stéréotypé et péremptoire des parleurs en titre, c'est retrouver le droit de s'opposer, de raturer, de contredire, de rabattre son caquet à la machinerie sociale qui nous broie, forte de nos consentements assoupis.

BERTRAND POROT-DELPECH

\* LA TYRANNIE DE L'IMPRIMÉ, de Marthe Robert, Grasset, 254 p., 65 F.  
\* ABÉCÉDAIRE, d'Hervé Bazin, Grasset, 284 p., 79 F.

مكتبة من الأصل



# histoire littéraire

## Eugène Fromentin l'éternel jeune homme

### «Madeleine est perdue, et je l'aime!» Le voyageur immobile

(Suite de la page 13.)

Dominique, ce bréviaire du cœur, est aussi le roman de l'amitié. Augustin et Olivier représentent les doubles du héros. Augustin, son précepteur d'abord, puis son ami, précepteur « la vie, le possible, le rationnel » : voici un personnage d'une ferme volonté, d'une irrépressible moralité et d'une inébranlable ambition. Olivier, à l'opposé, poursuit des chimères, se révèle un dandy invétéré, dont l'existence se résume à un duel permanent avec le vulgaire et l'ennuyeux. Il est significatif qu'il apparaisse avant le récit de Dominique et qu'il écrive une lettre déchirante, après avoir tenté de mettre fin à ses jours.

Cette demi-mort d'Olivier symbolise la vie présente de Dominique, qui a tué l'adolescent d'autrefois en refusant son passé dans la nuit de l'insomnie. Peut-on dire alors que le « réalisme » l'emporte chez lui ? La réponse à l'ambiguïté fondamentale du personnage, George Sand demandait à Fromentin de modifier la fin du récit pour que ne subsiste pas le moindre doute sur la parfaite guérison de cœur et d'esprit de Dominique. C'était se méprendre sur le personnage, dont la voix trahit encore les blessures de la mémoire.

#### Avec « Adolphe » et « Werther »

Certes, Dominique a repoussé les chimères ; il a brisé ces pièces de faïence qu'il avait remplis fébrilement durant ses nuits paranoïaques ; il a rangé les deux essais politiques qui lui avaient valu quelques succès et, surtout, il a compris que « le bonheur, le vrai bonheur, est une légende ». De sa vie incertaine, faite d'avoir trouvé le bonheur, Dominique ne garde que la foi : la foi en l'homme qui, avec le temps, se métamorphose en culte du souvenir. Prost n'est pas loin ici, tant cette mémoire fromentinienne est involontaire, réagissant presque malgré elle aux sensations et aux impressions. Le paysage, associé au souvenir, est intérieur par la description : « Votre paysage vous ressemble », confie Madeleine à Dominique.

#### Dans la Pléiade

L'édition de la Pléiade, établie, présentée et annotée par Guy Saget, offre un panorama complet du travail littéraire de Fromentin, groupant les quatre grandes œuvres (Un été dans le Sahara, Une année dans le Sahel, Dominique, Les Maîtres d'autrefois) publiées de son vivant, mais aussi les carnets inédits par l'écrivain dans ses derniers jours.

Ces inédits nous en apprennent beaucoup sur la manière dont travaillait Fromentin. Les notes de Guy Saget, d'une lecture toujours agréable, sont un modèle de genre.

© Gallimard, 1983 p., 290 F.

Fromentin avait le sentiment de faire partie de ces « étroits », incapables de concurrencer l'état civil. Trop conscient de ses limites, de sa médiocrité essentielle, il aurait aimé se confondre, et c'est par là qu'il nous touche encore le plus, avec la multitude des inconnus qu'il appelait les « quantités négatives ». C'est en lettres d'or que chaque écrivain préoccupé par sa notoriété plus que par son œuvre, devrait recopier cette réflexion de Dominique : « S'attribuer un lustre quelconque n'est pas d'être, c'est usurper les titres d'autrui, et risquer de se faire prendre tôt ou tard en flagrant délit de pillage dans le trésor public de la renommée ».

Dominique opérait dans sa bibliothèque des tris impitoyables. Il pre-

« NE connaissez-vous pas ces esprits heureux, prompts dans leur entraînement qu'ingénieux à se débarrasser, capables de tout entreprendre, incapables de rien poursuivre, peuplant leur vie de projets sans cesse et de regrets sans fruits, ne vivant pas, comme dit Pascal, mais se préparant à vivre, jusqu'à ce que leur imagination mal alimentée s'épuise de consommation ?... Je suis de ces esprits-là, mon ami ».

En 1842, à vingt-deux ans, Fromentin possédait déjà long-temps cette capacité d'auto-analyse et d'autodétermination qui est son charme et sa faiblesse. Pour faire son portrait, nul n'est plus subtil ni



Dessin de BÉRÉNICE CLEVEY.

naît comme critique le « caractère auquel on reconnaît toute création divine ou humaine, de pouvoir être imitée, mais non copiée... et de manquer aux besoins du monde, si on la suppose éternelle ». Il en concluait : « Je ne serai jamais du nombre des égarés ». Un siècle plus tard, l'œuvre de Fromentin demeure intacte, rangée dans nos bibliothèques à côté de la Princesse de Clèves, d'Adolphe, de Werther. « Vous regardez toujours ou trop haut ou trop bas, dit le sage Augustin à Dominique. Trop haut, mon cher, c'est l'impossible ; trop bas, ce sont les fautes mortelles. Entre les deux s'offre la voie souveraine de la littérature. Impossible était l'amour pour Madeleine ; les fautes mortelles sont celles du souvenir qui s'amoncellent en feuillets : voici le livre à écrire ».

ROLAND JACCARD.

plus disert que lui. L'abondante correspondance qu'il nous a laissée est un témoignage (1). Avec ses trois amis, Paul Bataillard, Emile Beltrémieux, et Armand Du Mesnil, Fromentin échange toutes les lettres de quelques lettres lucides. Chacun à son tour s'épanche dans cette correspondance. Bataillard note ainsi : « Nous étions en réalité les derniers fils des Werther, des René, des Adolphe, des Obermann, des Amoury, auxquels on peut ajouter le Rousseau des Confessions ».

Des trois, Bataillard était le plus sage, Beltrémieux le plus engagé, disciple fervent de Michelet, de Quinet, typique quarante-huitard. Eugène était sûrement le plus doux, le plus fragile, et le plus entêté à matérialiser ses rêveries, avec sa palette, avec les mots. On a beaucoup parlé de l'influence de sa jeunesse rochelaise. Il y eut les parents, bien sûr, dont Fromentin ne parvenait pas à se détacher, tout en leur reprochant de l'étouffer, de le trahir. Mais surtout, il y eut le paysage. C'est Saint-Maurice, un petit village blanchi à la chaux, perdu dans la campagne plate, fertile et nue de la province d'Aunis, un paysage « paisible et soucieux » où le temps s'étire dans une lumière tiède. Eugène Fromentin y découvre « combien les lieux, c'est-à-dire la nature, ont de puissance à conserver ses souvenirs ».

#### Quelque chose de chinois

Il y apprend aussi, comme le note avec intelligence Anne-Marie Christin dans son étude sur Fromentin, conteur d'espace (2) l'angoisse que lui cause le moindre mouvement d'atmosphère : « Je suis né, j'ai grandi, je vivrai dans la dépendance de certains agents occultes dont je suis l'action sans l'avoir ni la définir. Il existe entre le baromètre et moi de petits secrets que je ne dis pas, de peur de confesser ma servitude et d'humilier devant la matière une âme humaine qui se prétend libre ». Il faut à Fromentin la plaine et la lumière, le calme et l'harmonie qu'il va trouver en Algérie, où, par-dessus tout, les collines grises du Sahel, caractéristiques de l'entassement d'oliviers et de myrtes, vont être l'écho révé du pays d'Aunis, et de son silence rassurant. Un été dans le

Sahara (1857) et Une année dans le Sahel (1859) illustrent les contradictions de ce voyageur immobile qui est allé satisfaire outre-Méditerranée son goût du repos.

Car Fromentin ne goûte ni les voyages ni l'agitation sous aucune forme : « J'aime peu ce qui court, ce qui coule ou ce qui vole ; toute chose immobile, toute eau stagnante, tout oiseau planant ou perché me cause une indéfinissable émotion ». L'oiseau planant... Belle métaphore pour cet écrivain hanté par d'innombrables prisons qui le menaçaient d'impasse, obédié par le vide des grands espaces où l'œil se perd... Eugène Fromentin, peintre et écrivain aérien à des mots pleins de tendresse pour le rouge-gorge « le plus familier, le plus humble, le plus intéressant par sa faiblesse, son vol court, et ses goûts sédentaires ». Il ne parle pas de son chant, et pourtant l'on y pense, comme on pense à ses courbes de la tradition chinoise où le rouge-gorge est célébré : Fromentin, qui ignore tout, qui est par tant de côtés un homme de son temps, enfant de Musset et de Lamartine, père de Verhaïen et de Mallarmé, à quelque chose de chinois.

Pour être cet-à cause de son rapport avec la nature, qu'il sent, dit George Sand, par tous les pores, dont il a besoin pour pouvoir peindre, comme pour écrire. Il s'en explique abondamment, le plus souvent par la négative, en se reprochant durement son manque d'imagination : « J'ai le sentiment des effets, je n'ai pas la mémoire des formes et je n'ai pas l'imagination et la faculté de mieux que le détail, la mémoire ». Un défaut qui, selon Fromentin, est redoublé par un autre : « Je suis joli et pas grand », dit-il.

#### « Je ne suis qu'un homme d'impressions »

Cette conscience aiguë de ses insuffisances le poursuit, provoque de violentes crises d'ennui, de désespoir, c'est elle aussi, sans doute qui l'amène à affiner sans trêve cette recherche de soi qui le définit, lui, l'éternel jeune homme, le peintre des paysages. Quand il évoque, le ton se fait grave : « Ce qui nous manque, c'est la possession de nous-mêmes, cette possession qui nous rend immédiatement maîtres de toutes nos forces acquiescées... Je ne connais point d'événements plus propres à nous la rendre qu'un coup violent, frappé sur l'enveloppe extérieure du cœur. C'est le rocher de Moïse ». Que cherche alors Fromentin ? A « embrasser, résumer, reproduire toutes nos existences contemporaines », à « se consacrer tout entier sur un point, en y attachant tout, passé, présent, avenir ». Alors, pour un instant, l'écrivain connaît la plénitude, la possession et la jouissance de soi-même. Connaître ne pas penser, à Proust, devant une telle profession de foi ?

Eugène Fromentin, d'ailleurs, lui ressemble. Il est mince et nerveux, brun, évidemment petit et délicat, le maintien élégant, et il frappe ses interlocuteurs par un regard noir, aigu qui fait dire aux uns qu'il a des yeux de gazelle, tandis que les Goncourt ont ce joli mot, qui partient de « étonnement de son œil acromplisse ».

Eugène Fromentin, si mal connu aujourd'hui, est, au cours de sa brève existence (il mourut en 1876, la même année que son ami George Sand), une vraie célébrité. Tandis qu'il se plaignait de ne pouvoir jamais réunir « les deux moitiés », le peintre et l'écrivain, pour faire enfin cet homme complet qu'il aspirait à être, les plus remarquables de ses contemporains ne ménagèrent pas leurs louanges à celui qui, disait Sainte-Beuve, était peintre en deux langues. Le même Sainte-Beuve voyait en lui un « classique raffiné, raffiné ».

Théophile Gautier chantait ses tableaux, « qui avaient l'éblouissement rapide de la chose entrevue au galop, la spontanéité du premier coup d'œil, fixée sur la toile, le mouvement de la photographie instantanée ». Quant à George Sand, qui inlassablement se faisait relire Dominique, elle voyait en Fromentin l'un des grands écrivains du siècle.

Le plus étonnant, quand on relit aujourd'hui ces correspondances chaleureuses et enthousiastes, c'est qu'elles ne parvinrent jamais à rassurer Eugène sur sa propre valeur. « Je ne suis qu'un homme d'impressions », disait-il. Ce n'était déjà pas si mal.

GENEVIEVE BRISAC.

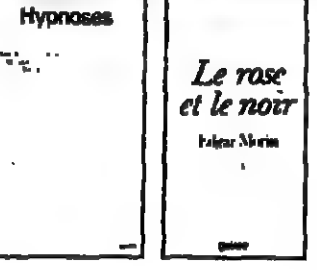
(1) Fromentin, Lettres de jeunesse. Éditions Slatkine, reprints - 1973. Correspondance et fragments inédits. Éditions Slatkine, reprints. Biographie et notes par Pierre Blanchon.

(2) Fromentin, conteur d'espace, par Anne-Marie Christin. Éditions Le Sycomore, 222 p., 76 F.

éditions

galilée

9 rue Linné - 75005 Paris - tél : 331.23.84



Parutions 1<sup>er</sup> semestre 1984

Collection Ecritures/Figures

Takis

Monographies

Une majestueuse étude de l'œuvre du sculpteur grec Takis. 286 p., 270,00 F

Artur Lundkvist

Plainte pour Pablo Neruda suivi de Belial

Un éloge universel au poète chilien illustré par les dessins de Wilfredo Lam. 80 p., 78,00 F

Collection Débats

Mikkel Borch-Jacobsen

Eric Michaud

Jean-Luc Nancy

Hypnoèses

Quelques pensées troublées ou fascinées par l'hypnose : hypnose de Hegel, de Freud, de Descartes... 8 p., 85,00 F

Jacques Derrida

Otobiographies

La célébration de la Déclaration d'Indépendance ou la question de "l'héritage politique" de Nietzsche. 118 p., 49,00 F

Sarah Kofman

Lectures de Derrida

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Edgar Morin

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

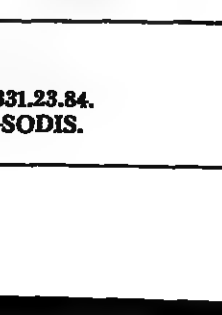
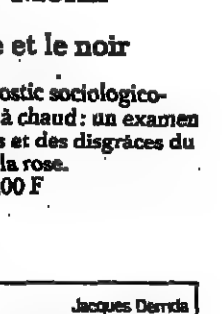
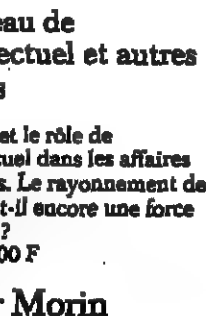
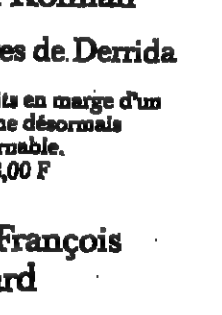
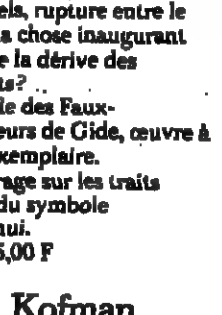
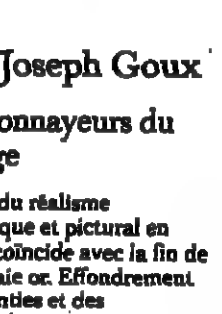
Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F

Le rose et le noir

Un diagnostic sociologico-politique à chaud : un examen des grâces et des disgrâces du temps de la rose. 112 p., 56,00 F



# Henri THOMAS

## Le migrateur

Le parcours d'un homme discret, parfois égaré sur les chemins de l'existence, et qui découvre dans le miroir des mots le visage d'un perpétuel inconnu.

François BOIT / Le Monde

GALLIMARD



MICHEL GOELDLIN

# JULIETTE CRUCIFIÉE

roman

*« Juliette crucifiée, véritable gravure sur acier par l'écriture. »*

Armand Lanoux  
de l'Académie Goncourt

Editions de l'Aire — diffusion P.U.F.

revue  
bimestrielle

# le débat

NUMÉRO 29 MARS 1984

**Maurice Blanchot**  
Les intellectuels en question

**Jean-Paul Sartre**  
Pourquoi des philosophes ?

**COMMENT PARLER  
DE LA LITTÉRATURE ?**  
Marc Fumaroli, Gérard Genette,  
Tzvetan Todorov

**NOSTRADAMUS AU  
COLLÈGE DE FRANCE**  
Georges Dumézil, Jean-Claude Pecker

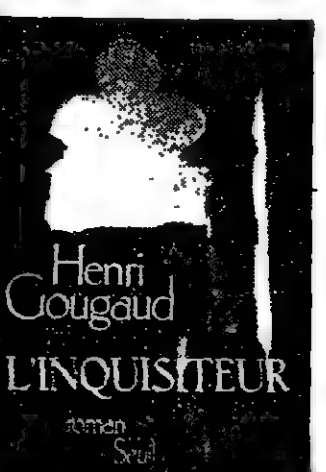
**TRADITION  
DE LA MÉLANCOLIE**  
Y. Hersant, J. Starobinski, R. Burton,  
M. Fumaroli, R. Klibansky, E. Panofsky,  
Fr. Saxl, Kr. Pomian

Gallimard

## HENRI GOUGAUD CONTEUR D'HISTOIRE



Après "Bélibeste",  
Henri Gougoud  
entre dans la vie  
de l'Inquisiteur  
Novelli.



"Moi j'ai l'âme meurtrie, saignante, et je ne suis plus sûr de rien. Novelli le juge était un terrifiant pourfendeur de renégats. Moi je suis un homme de chair enragé d'amour. Novelli le juge voulait mériter les honneurs promis. Je les ai découverts : haïssables. Suis-je plus heureux que lui ? Non. Mais Dieu m'est témoin que j'aimerais mieux courir les bois comme un loup que de me voir pape dans la peau de Novelli le juge."

Novelli Inquisiteur. Toulouse Avril 1321.

SEUIL

### roman

## La passion selon Gemma Salem

**G**EMMA est affectée d'une maladie somme toute assez répandue : elle porte en elle-même un de ces courants fourrés capables d'abriter des rêves et des n'importe quoi. Elle aime les Russes, la Provence, certains lieux de Paris, un homme, la musique... Mais voilà que s'interrompt l'inventaire, comme le film qui s'arrêterait sur une image révélatrice : à l'occasion d'un essai qu'elle vient de commettre sur Tchekhov, Gemma rencontre l'extrême, l'extremisme Sonia, qui connaît tous les travers et les séductions de l'émigré russe type. Sonia route les r à plaisir, boit beaucoup de vodka et elle a ce « quelque chose qui tout en vous invitait à la regarder vivre, vous forçait à rester sur le seuil de son intimité ».

Dès lors, la passion de Gemma c'est Sonia, la meilleure de Gemma c'est que Sonia aime tout le monde, dilapide sa tendresse et distribue sans discernement baisers et protestations d'amour. Pour

Gemma, après les affres de l'auteur en mal de publication, commence le temps des révolutions, de la rage, des ruses pour s'attirer quelques bonnes grâces de Sonia à défaut de l'exclusivité de son attention et de son estime. « Qu'inventer pour que l'on parle de moi au plus vite ? Détruire un avion ? Traverser l'Atlantique à la nage ? Assommer Soljenitsyne ? Sonia prendrait-elle alors la peine de venir me voir en prison ? » se demande Gemma, obligée de rivaliser avec la meute des amis de Sonia, tous êtres d'exception, il va sans dire.

Mais non, même la publication de sa « marmalade sur Tchekhov » ne réussira pas à procurer à Gemma cette affection devenue si nécessaire. « La meilleure défense contre un amour, c'est de se répéter jusqu'à « bourrage » que cette passion est une idiotie, qu'elle ne vaut pas la chandelle, etc. ». Ce remède préconisé par Pevsner, Gemma d'instinct le retrouve et tente de

l'appliquer contre celle qui le tient subjugué, hors d'elle-même et de sa vie. Mais c'est bien vainement car le propre de la passion est justement d'annuler toutes les velléités de lucidité et de rendre inefficaces toutes les recettes.

Pourquoi soudain chez un être cette nécessité impérieuse, absolue d'en capturer un autre, dont il connaît pourtant les caprices, les laideurs, les faiblesses ? Cela, pour Gemma, vient sans doute de la personnalité de Sonia, laquelle « s'offrait à vous, vous tendait ses bras doudus et maternels, vous invitait dans sa chaleur... ».

L'écriture de Gemma Salem coule comme une eau vive, claire, rapide ; aucun rocher-ponce ne l'encombre et jamais elle ne s'égare dans les marais à relents de psychanalyse. Dans ce flot limpide, il s'agit de surprendre l'éclair argenté d'un poisson, le ventre blanc d'un mot, et de s'en emparer pour comprendre qu'il n'est pas question ici de passion perverse : Gemma est

restée orpheline très tôt et peut-être voit-elle en Sonia un substitut de la mère. Quel qu'il en soit, n'ayant pas réussi à la captiver, elle capturera au sens propre cette femme qu'elle aime dans la révolte et l'inquiétude : elle s'en délivrera à sa manière...

Folie ? Voir une folie dans tout sentiment qui s'efforce d'aller en ligne droite et fait oublier tout le reste », tel est l'argument, emprunté à Kafka, qui introduit le troisième chapitre de ce roman. Gemma Salem veut-elle nous prévenir contre la tentation de juger ce qui ne peut pas être jugé, à savoir la passion ? Veut-elle nous dire que la folie est parfois préférable à la non-folie ? Le fait est que si l'on assimile la passion à la folie, Gemma Salem nous montre ici sa fouguesse binaire.

ANNE BRAGANCE.

★ LA PASSION DE GEMMA, de Gemma Salem. Mercure de France, 168 p., 66 F.

### essais

## Le destin, les jours et les nuits

• **Connaissiez-vous les « séances », cette forme d'écriture arabe, fascinante par son mystère et sa modernité ?**

**S**ERAIT-CE à cause du Coran, texte inimitable et définitif, que les Arabes n'ont pas inventé la littérature au genre romanesque ? Malgré la méfiance exprimée par le livre sacré à l'égard des poètes, accusés de mensonge et de jactance (sourate 26, verset 224), le genre littéraire arabe par excellence, l'expression privilégiée des Arabes fut et reste la poésie. Quant à la prose, celle du conte ou de la fable philosophique, elle se doit d'être contaminée par l'élément poétique.

Il est cependant une forme d'expression et d'écriture qui n'a pas d'équivalent dans d'autres cultures, une forme proprement arabe : elle n'est pas orale mais écrite, ouverte, et intégrant de manière subtile plusieurs genres et plusieurs tons : il s'agit de la séance, al Makama, apparue au dixième siècle chez Hamadîh.

La Séance de l'aventure commence ainsi : « Je traversais le pays de l'Alkhalid, en ayant pour but une expression rare à pourchasser et une parole élogieuse à apprendre. » Ainsi le narrateur participe à l'action en tant que personnage ; il voyage dans l'espace et le temps culturel, d'un imaginaire flou et précis en même temps. Son guide, principe de toute explication, est le destin, lequel a deux synonymes, les jours et les nuits.

Avec l'ambiguïté des situations, l'ambivalence des faits, l'instabilité des codes et des structures de l'écriture, la séance est en fait une forme mobile entre le récit et le poème, à l'image des jours que le personnage traverse : « Je vois que les jours ne se fixent pas dans un état ; alors je les invite... ».

Un universitaire marocain, Abdelkhalik Kilîto, s'interroge sur l'apparition puis l'abandon de cette forme d'écriture arabe, « une fleur sauvage de l'écriture arabe, fascinant par son mystère, ses éloges et surtout son extrême modernité. Il étudie cinq auteurs de séances, dont les plus connus sont Hamadîh et Hariri.

**Discours splendides et facéties divertissantes**

On peut dire que la séance est une histoire, une sorte de citation qui met en scène plusieurs personnages extravagants, en tout cas incohérents, ambigus et fantasmatiques : ainsi, il y a le hâkîm — l'imitateur, celui qui produit l'illusion, qui se fait passer pour aveugle, celui qui s'occupe d'un mort et fait la collecte pour acheter un lincoln ; il y a le guezou, celui qui se garde de se laisser deviner ; il ne joue pas mais se prend au sérieux et trompe les autres. Ces personnages évoluent souvent sur des places publiques, comme les conteurs. Le lien de l'écriture est aussi personnel ; il devient le refuge des importeurs et des falsificateurs de l'histoire, le lieu de la foule « ignorante et inculte ».

Voici ce qu'écrivait Max'udi : « La vulgarité suit celui qui se met à sa tête, sans distinguer entre le talent et l'incapacité, sans déceler la vérité de l'erreur. (...) La foule va où l'embaumement le plaisir et la fr-

volité. Ici, elle se passionne pour un faux dévot, thaumaturge hypocrite ; là, elle prête l'oreille aux récits mensongers d'un conteur ; là, elle se presse autour d'un malheureux qu'on bâillonne ou qu'on pend... ».

Haragane pousse on épître, la séance est en fait « un usage du discours qui transmette les genres ». Hariri (mort en 1122) présente ainsi ses séances : « J'ai composé (...) cinquante séances qui contiennent des discours sérieux et des discours plaisants, des expressions délicates et des expressions graves, les brillants et les perles de l'éloquence, les traits piquants et rous. Je les ai ornées des versets du Coran et des périphrases agréables. J'y ai enchaîné des proverbes arabes, des subtilités littéraires, des devinettes grammaticales, des ambiguïtés lexicales, des épitres inédites, des discours splendides, des exhortations émouvantes et des facéties divertissantes. » Comme le fait remarquer Kilîto, « l'ouvrage est alors une boîte magique, que le lecteur ouvrira avec un mélange de respect et de plaisir ».

Le patrimoine laissé par les séances a certainement influencé les écrivains arabes qui ont poursuivi l'écriture de la « quassa » — le poème — et n'ont versé que très tardivement dans la narration et la fiction romanesque.

Que faire à présent de cet héritage ? Kilîto signale deux voies complémentaires s'ouvrant devant les Arabes : « La première invite à un renouvellement des textes anciens à la lumière des questions nouvelles posées par les sciences humaines ; la seconde invite à récrire ces mêmes textes, comme d'autres ont réécrit l'Odyssée, l'Épique Roi et les Évangiles ». En tout cas, l'étude des séances que vient de nous donner Kilîto nous renseigne sur l'état actuel de la culture arabe, son malaise, ses crises et aussi ses rapports troubles avec le passé.

TANAR BEN JELLOUN.

★ LES SÉANCES, d'Abdelkhalik Kilîto, Sindbad, la Bibliothèque arabe, 300 p., 125 F.

## La ville détruite par l'image

• **Les visions apocalyptiques de Paul Virilio**

**A**U dix-septième siècle, nous dit Paul Virilio, des théologiens à l'esprit subtil se sont posés la question suivante : peut-on considérer que le fidèle qui téléserve une messe à travers une lettre d'approche assiste réellement à l'office religieux ? La réponse était non. Il semblait, en effet, évident qu'un acte culturel aussi important ne pouvait s'accomplir qu'à l'intérieur d'un espace déterminé. Une certaine proximité physique était nécessaire entre les différents acteurs de l'acte liturgique.

En s'interrogeant ainsi, nos ceuistes attirèrent l'attention sur ce qui allait être une des grandes révolutions des siècles suivants : l'éclatement de l'espace par la propagation des images à distance. Pour Paul Virilio, urbaniste et philosophe, qui consacre à cette question un essai assez vertigineux : *l'Espace critique*, ce sont les concepts mêmes d'architecture et d'urbanisme qui sont en train de s'effondrer sous l'effet des techniques modernes de communication. Celles-ci, en effet, font éclater les notions de durée, d'espace, de dedans et de dehors.

La tâche des constructeurs de villes et de maisons est de modeler des volumes définis, résistants au temps, protégés, marqués par un seuil, des murs, des cloisons, aménagés pour l'intimité, le désaisissement ou le travail. Or les techniques modernes de diffusion des images et de l'information ont rendu inutile cette spécialisation des lieux. Le télétravail rend caduques le bureau ou l'entreprise. Le travail ne se concentre plus dans des cadres architecturaux précis. Il se fait d'importance où de grandes organisations économiques peuvent n'avoir aucun siège, leurs agents étant répartis, sans cesse de communiquer entre eux, à tous les coins de l'univers.

De même la maison cesse d'être un lieu privé, isolé du dehors, à par-

tir du moment où le monde extérieur y est constamment présent, par la « troisième fenêtre » de l'écran cathodique. L'habitat n'est plus que le « carrefour des masses média ». Il est dévoré par le flot des images du monde. On ne communique plus avec ses proches, mais avec des interlocuteurs lointains et anonymes. On ne s'intéresse plus à ce qui se passe dans son quartier, mais au spectacle personnel mis en scène par les animateurs d'une télévision mondialisée. On ne sait rien de son voisin de dessous, mais tout de la famille de J.R...

Le regard qui tue

Paul Virilio voit dans certaines tendances actuelles de la vie sociale se dessiner les évolutions qui nous menacent. Déjà les grandes villes — aux États-Unis notamment — se dépeuplent. Bientôt elles seront détruites, parce que devenues inutiles. La relation ville-campagne, centre-périphérie n'a plus de sens dans un système où l'information est produite et reçue partout simultanément. L'aménagement du territoire est abandonné : il n'y a plus de régions, mais un espace indifférencié, une immense banlieue sans provinces ni cités.

L'intérêt pour l'appartement décline lorsque la vie quotidienne se passe aussi bien dans la voiture et la résidence secondaire. A partir du moment où l'habitat ne sera plus qu'un central informatique meublé d'ordinateurs à tout faire et d'écrans où s'inscriront toutes les représentations de la vie courante, il n'y aura plus besoin d'architectes ni de décorateurs. Un hangar suffira pour loger cette quincaillerie...

Selon Paul Virilio, la révolution informatique qui s'abat sur notre civilisation a les effets d'une guerre : elle détruit aussi bien les monuments que les États, les villes que les familles, la démocratie que les individus. Elle s'identifie d'ailleurs à la guerre, puisque la menace nucléaire a cessé d'être un élément de stratégie aux mains des politiques, pour devenir un mécanisme autogéré, échappant à toute décision humaine et susceptible de s'enclencher en quelques secondes.

Paul Virilio analyse dans un autre livre, *Logistique de la perception*, l'étroite relation entre les armes et les images, le cinéma et la guerre. Le mécanisme a montré à quel point les sons et les images pouvaient être utilisés comme moyens d'agression et de terreur. Dans les nouveaux bombardiers atomiques américains, le pilote dirige son appareil par la voix et largue ses bombes en fixant l'écran où est représentée la cible. L'œil est devenu l'arme absolue.

Ces visions apocalyptiques sont-elles des visions de mauvaise science-fiction ? Peut-être. Mais Paul Virilio, dont la culture est encyclopédique, a une façon de mettre en relation des domaines éloignés, de mêler la balistique et la physique, l'informatic et l'esthétique, l'astronautique et l'éthique... qui donne à sa réflexion un relief fascinant. Ce qu'il nous dépeint ne se produira peut-être pas (espérons-le...), mais l'image qu'il nous renvoie du monde qui se fait sous nos yeux à l'hyper-réalité de ces rêves plus vrais que nature, dont on dit qu'ils peuvent être prémonitoires...

FREDERIC GAUSSEN.

★ L'ESPACE CRITIQUE, de Paul Virilio. Christian Bourgois, 187 p., 70 F.

★ GUERRE ET CINÉMA. I. LOGISTIQUE DE LA PERCEPTION, de Paul Virilio. Christian Bourgois, 147 p., 80 F.

Annie ERNAUX

# La place

"Une belle réussite littéraire, vibrante d'émotion contenue, de retenue"

FRANÇOIS ALBERT / Le Monde

GALLIMARD *rfr*

مكتبة من الأصل



portraits

LES MYSTÈRES DE NICOLE QUENTIN MAURER

La Sologne, l'amour et la férocité

• Josyane Savigneau est allée voir l'auteur des *Démon*s sont petits, un livre d'automne et de mort.

De cette jeune femme mystérieuse et réservée, qui se protège, à l'abri d'un regard gris bleu, d'un visage doux, un peu claudique, on n'est pas étonné de lire un roman secret, où le récit reste dans les marges du réel et de la réalité, où les frontières sont toujours incertaines, mouvantes, floues.

Nicole Quentin Maurer a choisi avec soin son singulier pseudonyme : « *Quentin*, c'est le prénom, à cause de Faulkner et puis parce que c'est à la fois un garçon et une fille, et Maurer, à cause de Maure, mais aussi du mot allemand qui veut dire maçon, avec un clin d'œil vers franco-maçon... On peut chercher beaucoup d'explications... »

Depuis sept ans Nicole Quentin Maurer est secrétaire de rédaction de la *Nouvelle Revue française*. En 1970 elle avait écrit un premier livre, *Portrait de Raphaël* (Gallimard, « Le Chemin »), un roman de 150 pages, aussi court que *Les démons* sont petits, qui vient d'être publié dans la même collection (voir la critique de Pierre Robert Leclercq).

Dans *Portrait de Raphaël*, Nicole Quentin Maurer était déjà cet écrivain économe, à l'écriture élaguée, comme ciselée par le travail et le temps, la maturation, avec une recherche de distance, de rythme, de mesure — à tous les sens du mot — un style sans facilité, sans complaisance, jamais démonstratif ni « décoratif ».

Elle donne son second livre... quatorze ans plus tard, sans trouver cela étonnant : « J'ai apporté mon premier manuscrit à Georges Lam- »

brich, qui, à ma grande surprise, l'a publié. J'étais incrédule et heureuse. D'autant qu'il a été plutôt bien accueilli. Puis j'ai « disparu » pendant six ans et demi. J'ai travaillé à l'Encyclopédia Universalis jusqu'en 1974, avant de rester au chômage pendant deux ans. Dans toutes ces difficultés, l'écriture ne m'était guère possible. En outre, je devais m'occuper de mes deux enfants. À partir du moment où je suis entrée à la NRF, en 1977, les choses ont repris son cours plus normal. Le travail d'écrivain aussi.

La peur des passions

Les démons sont petits a été commencé dès 1977. Nicole Quentin Maurer avait, depuis des années déjà, l'idée de cette histoire, de la confrontation — conflit et séduction — d'une enfant et d'un adulte. « Mais, dit-elle, au fil du temps leurs rapports se sont épurés, et j'ai attendu, pour continuer à rédiger, qu'il y ait une réelle nécessité. »

Il est curieux de voir comment ces relations, qui fascinent la romancière, répugnent à ses lecteurs et à ses critiques : tous veulent donner aux deux personnages un âge le plus proche possible de l'adolescence. (La fille, Gisèle, aurait douze ou quatorze ans, et le narrateur dix-huit ou vingt ans.) Veut-on conjurer ainsi le scandale et la peur des passions, l'inceste et sexualité entre enfants et adultes ? « Moi je n'ai pas fixé d'âge aux deux protagonistes, précise Nicole Quentin Maurer, cela ne me semblait pas essentiel. Mais il est clair que Gisèle voit le garçon comme une grande personne et que lui, au contraire, la considère comme une gamine. »

Il fallait l'énigmatisme timide de Nicole Quentin Maurer pour écrire cette sorte de légende de la lande, un livre d'automne, de Sologne, de brumes, de chasses, de chiens et »

d'odeurs mêlées de gibier, de mort, de feuilles pourrissant et d'urine ; une histoire d'amour et de férocité, de provocation et de trouble, où le lecteur est envahi par un malaise qu'il essaie de nier. Nicole Quentin Maurer lui en laisse la possibilité : « car on peut lire ce texte comme on veut, toutes les solutions sont possibles. Ce n'est peut-être qu'un long rêve. À la fin, il n'y a plus de chronologie, on ne sait plus ce qui est hier et aujourd'hui. »

Silencieuse et solitaire, Nicole Quentin Maurer écrit « en laissant venir de manière conflictuelle un bruit intérieur », puis elle travaille patiemment, à la recherche de la maîtrise absolue de son métier. Pour cette « *insolite de lecture*

JOSYANE SAVIGNEAU.

Une candeur cruelle

Il est des livres qui surprennent, d'autres encore, plus rares, qui vous laissent en suspens dans le curieux mélange d'un malaise mêlé de l'arabesque et d'un plaisir, celui de la lecture. Quand, à la dernière page, nous quittons le narrateur devant le corps de Gisèle, fillette violée, « *jeune morte dans le vifement d'un ciel qui se couche* », nous éprouons le sentiment d'avoir été le témoin d'un drame que nous n'avons pas à connaître et dont nous n'avons pas saisi tous les secrets : si nous possédions encore quelque chose de la candeur cruelle et de la pureté sauvage, nous ne retrouverions que l'arabesque, ce monde où la cruauté ne saurait être candide ni le sauvage pur.

Lui, vingt ans ; Gisèle, dix. La Sologne, les fusils de chasse, le gibier, les odeurs, les couleurs et »

la vie ; dresser les chiens des battues pour l'un, l'école pour l'autre. L'un piégé de tendre le piège que la victime, par sa seule présence, a fabriqué aussi ; l'autre, cette Gisèle, sauvageonne selon nos critères mais attachée à son bourreau-amour, et s'efface qui se laisserait fouiller plutôt que se parer. » Deux solitaires dans un monde clos où l'homme n'a pas plus de pitié pour l'homme que le chien pour le chien. Deux vies frôlées, séparées par des codes sanglants ; une seule et définitive frontière, aboutissement de deux solitudes, inévitable rencontre de deux êtres qui se sont éprouvés, attirés et reconnus au milieu d'un monde adulte indifférent.

Cela ne serait qu'un fait divers si l'auteur n'avait ce grand art de presque tout dire en très peu de »

mots. Il ne semble pas qu'il y ait une autre description de viol qui se fasse avec une telle économie de vocabulaire, et sans rien de la complaisance facile que propose le sujet.

Tout vibre dans ce récit, la gestuelle qui s'écrit sous le regard d'un effluve de sang, aussi bien que le goût du prétexte dans la nuit comme une énigme entre les branches. Et cette réussite est due à la voix de Nicole Quentin Maurer : une voix simple, directe, efficace et envoiement qui s'appelle une écriture. Lisez ce livre. Il est de ceux qui charment, bouleversent, laissent une marque.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

• LES DÉMONS SONT PETITS, de Nicole Quentin Maurer, « Le Chemin », Gallimard, 150 pages, 69 F.

Les méditations érudites de Pascal Quignard

• Cet étrange écrivain, qui publie « les Tablettes de buis d'Aproponia Avitia », nous a raconté la genèse de son roman.

ICI, il écrit et fait de la musique : une pièce hors du temps, austère, pleine de livres. Le violoncelle est dans un état noir, la machine fermée. La fenêtre donne sur la Seine et l'île de la Cité. Au loin, on aperçoit les tours de Notre-Dame. Écrivain en retrait, Pascal Quignard sort de l'ombre avec réserve. Notre entretien, traité de silence, a pris pourtant, malgré de fréquents détours, une allure vite familière.

« Dans la famille de mon père, dit-il, depuis trois ou quatre siècles, on était organiste ou facteur d'orgues. Des « valets de musique ». Mon grand-père maternel, Charles, fut un grand maître et un dialectologue. Avec une énorme machine, sur une charrette, il s'en alla enregistrer le parler des paysans de Wallonie. Je suis né à Vermeil-sur-Avre. La grammaire, la musique et la présence de l'eau, des puissances tutélaires ont veillé au développement de mon goût. »

En 1968, l'année où, à Nanterre, durant l'été, grâce à l'accélération générale qui semblait enflammer jusqu'à l'air, j'ai écrit mon premier essai sur Maurice Scève, la Parole de la Déesse (1). La Déesse est, unique, très difficile des poèmes de Ronsard et de Du Bellay. J'ai été fasciné par la langue de Scève, si épaisse, allongée, en un éclair, de l'abstrait au concret. Il parle de l'insomnie, de la masturbation. Il amalgame des formules magiques, des symboles et des aveux. J'ai retrouvé cette épaisseur chez Montaigne, Saint-Simon, Mallarmé, Ponge, Leiris et des Forêts. »

Lycophron ou la « Pensée de la clairière »

Quand on se met à lire les *Tablettes de buis d'Aproponia Avitia*, ce roman peut paraître, à première vue, pour un divertissement de lecteur. C'est l'agenda d'une patricienne romaine de la fin du IV<sup>e</sup> siècle de notre ère. L'agonie de l'Empire, l'expansion du christianisme, Aproponia les ignore, semble-t-il. Elle note plutôt les « choses à ne pas oublier » : elle dénombre les six « odeurs détestables », des mets, des frissons. Un corps de femme imaginaire émet des paroles simples, d'aujourd'hui. Qui- »

gard, dans ce livre complètement révisé, retrouve ce qu'il aimait chez Scève... et Lycophron.

« J'ai traduit et présenté Alexandre (2), l'auteur du poète alexandrin, érudite et tragique, dans le nom, Lycophron, signifie « l'ennemi de la clairière » ou « Hardiesse du loup ». C'est un long monologue de Cassandre qui rassemble à un bap-tême d'orient. Un autre modèle, pour moi, le sapin de l'Europe, dépote aussi des scènes courtes par des blancs. Dans ses marges, énigmatiques, de petites figures obscures ont l'air de danser. Je ramasse les détails, les déchets de l'histoire, anecdotes, historiettes, cas « balayures » qui restent de l'opéra des morts. »

Entré au comité de lecture de Gallimard, en 1976, Quignard passe des heures à la Bibliothèque nationale où travaille sa femme. Il lit des manuscrits, reçoit des auteurs l'après-midi, joue du violoncelle. Pour se distraire d'un gros roman, Carus (3) — encore un journal fictif, il a composé une série de *Petit Traité* (4). En révisant à nouveau le roman, Quignard relit maintenant les *Controverses* de Sénèque le Père (dit le Rhétoriqueur) et le *Roman de Renart*, « aussi importants que Don Quichotte ». »

« Le roman occidental, avec ses débats, scènes et dialogues, commence à Sénèque le Père... Mais les *Traité* visent à démantibuler le « sérieux » qui met le lecteur à genoux et rafle ses suffrages. Le roman : familial » et la langue de bois politique empêchent le libre exercice de la lecture — une sorte d'« exercice spirituel » — qui doit être solitaire et muet. »

« Nous subissons, en France, l'empire de l'intelligence, le pire des maux. Benda. Alain. Et la pose de l'écrivain ? Valéry, Gide. Et le moralisme de Sartre et Camus. Et même, avec Mallarmé, le délire hégélien, l'obsession de la totalité. Je crois au fragment, aux textes courts, à des formes toujours changeantes. L'aphorisme succède à un long développement, une phrase clignotante s'efface devant un passage lyrique... J'aime le dictionnaire d'un « valet de langue ». La Fontaine. Dans ses *Fables*, il n'a rien inventé, il a seulement multiplié les techniques, essayé tout, effets, tons et mesures. C'est, avec Littré, la figure qui me touche le plus. J'ai été ému d'apprendre que, très pauvre, peu de temps avant sa mort, il acheta un clavier d'occasion pour accompagner ses derniers jours... »

RAPHAËL BORIN.

• LES TABLETTES DE BUIS D'APROPONIA AVITIA, de Pascal Quignard, Gallimard, 146 p., 70 F.

1. *Marceline de France*, 1974.
2. *Marceline de France*, 1971.
3. *Gallimard*, 1979.
4. Deux tomes parus aux éditions Clivages.

LA GF A 20 ANS !

Grand Concours GF Flammariion

La Couverture Mystère

40.000 chefs-d'œuvre à gagner.

Jeu gratuit et sans obligation d'achat.

La « Couverture-Mystère » vous attend chez votre libraire. L'énigme est toute simple, il s'agit de reconnaître les 14 éléments qui la composent et qui sont répartis sur 14 couvertures de la collection GF Flammariion.

Alors, ayez l'œil et le bon, puis répondez à quelques questions : où votre astuce de lecteur sera mise à contribution.

400 titres. La GF a vingt ans. Un grand concours vous invite à parcourir les œuvres »

vives de la littérature. D'Homère à Kafka, de Jorge Amado à Zola, des temps classiques à notre temps, tous les textes qu'elle offre à votre plaisir font l'objet de la plus scrupuleuse édition et sont accompagnés d'une introduction, d'une bibliographie et d'une chronologie, dues aux meilleurs spécialistes ou à de grands écrivains. Avec la GF Flammariion, la joie de lire se double du bonheur de savoir.

Collection GF Flammariion Les Œuvres Vives



# JUSTICE

ADOPTÉE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES

## La réforme de la détention provisoire pourrait entrer en application dès l'automne

Le conseil des ministres du 25 avril a adopté, sur proposition de M. Robert Badinter, garde des sceaux, un projet de loi tendant, selon le communiqué officiel, « à renforcer les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice ». (Nos dernières éditions du 26 avril). M. Badinter espère pouvoir faire débiter ce projet au cours de la présente session parlementaire pour qu'il entre en application à l'automne.

« Ce projet, précise le communiqué, s'inscrit dans l'ensemble législatif réalisé depuis trois ans pour faire progresser les libertés judiciaires. Il accorde les garanties des justiciables dans deux domaines essentiels pour la sûreté des personnes.

« D'une part, la décision de détention provisoire ne pourra désormais intervenir qu'après avoir fait l'objet d'un débat contradictoire au cours duquel le juge entendra les réquisitions du ministère public, puis les observations de l'inculpé et de son conseil; ainsi sera consacrée dans le droit français la procédure d'« habeas corpus » et renforcée la présomption d'innocence.

« Annulée le 4 mars au cours de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », la réforme de la détention provisoire est une des priorités de M. Badinter. Actuellement, 62 % des personnes incarcérées attendent d'être jugées. Cela constitue non seulement une atteinte à la présomption d'innocence, mais rend explosive la situation dans les maisons d'arrêt où sont détenus dans des conditions d'insécurité, qui préparent la chancellerie, près de vingt mille prévenus. Le projet de M. Badinter vise à réduire de 10 à 15 % le nombre de ces personnes qui attendent d'être jugées (le Monde des 6 et 7 mars).

« D'autre part, indique le communiqué du conseil des ministres, il est prévu de limiter strictement la durée de la privation de liberté que peut subir, dans l'attente de sa présentation au juge, la per-

sonne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'arrêt.

« Actuellement, une personne arrêtée loin du tribunal qui a été délivré contre elle un tel mandat doit être conduite, dans les vingt-quatre heures ou les quarante-huit heures, selon le cas, devant le procureur de la République du lieu d'arrestation. Cependant, la loi actuelle ne limite pas la période de détention subie par la personne arrêtée jusqu'à son transfert devant le juge qui a été délivré.

« Pour remédier à cet inconvénient, le projet de M. Badinter prévoit, explique l'exposé des motifs, que « toute personne trouvée à 200 kilomètres au plus du siège du juge d'instruction qui a été délivré un mandat d'arrêt ou d'arrêt doit comparaître devant ce magistrat dans les vingt-quatre heures au plus tard ». « Lorsque l'inculpé sera appréhendé au-delà de cette limite, ajoute l'exposé des motifs, et qu'il ne pourra être transféré immédiatement ou qu'il n'y a pas de mandat, il sera présenté, dans le même délai, devant le procureur de la République du lieu d'arrestation; il devra alors comparaître devant le juge instructeur dans les trois jours (ou ce délai étant porté à cinq jours en cas de transformation d'un département d'origine vers un autre département ou de France métropolitaine vers un département d'outre-mer. Hors les cas du hors-métropole, le non-comparaitre de ces délais entraînera la libération de la personne appréhendée sur ordre du juge d'instruction saisi de l'affaire ».

« Cette réforme législative, conclut le communiqué du conseil des ministres, s'accompagnera de mesures pratiques destinées à améliorer le cours de l'instruction. Les personnes placées en détention provisoire comparaitront dans des délais plus brefs devant la juridiction de jugement. La durée des détentions provisoires se trouvera abrégée.

Aux Assises de Paris

## BERNARD PESQUET RETROUVÉ

Bernard Pesquet, qui affirmait n'être pas en état de comparaître à son procès recommencé depuis le 17 avril devant les assises de Paris (le Monde du 19 avril), a défilé d'y venir, mercredi 25 avril.

Assis dans un fauteuil roulant, il a écouté ainsi les débats des parties civiles puis le réquisitoire de M. Gérard Guilloux, qui a réclaté contre lui la réclusion à perpétuité.

Tout au long de ces débats accablants pour lui et qui s'employaient à démontrer sa culpabilité dans les cinq meurtres qui lui sont reprochés, il a d'abord signé par ses gages et ses miniques qu'il tenait ses accusateurs pour des fadaïes.

Le président, M. Vennin, lui ayant donné la parole pour qu'il livre ses observations, il s'est lancé dans un long propos. On a retrouvé alors l'accusé que l'on avait entendu à Pontoise en juin 1982 lors de son premier procès, qui devait être cassé.

Il s'est lancé de nouveau dans un récit aussi pittoresque que cornu, stupide de dépressions à n'en plus finir. Il en ressort que lui, Pesquet, a été en réalité une victime riche de toutes les vertus, accablé tout au long de sa vie par un sort contraire.

Car tel est Pesquet qui ne cesse de produire des alibis comme s'il ignorait que chacun d'eux a été dément par les témoignages et les constatations.

Le procès devait s'achever jeudi 27 avril.

J.-M. Th.

# SPORTS

FOOTBALL

## LES DEMI-FINALES DE LA COUPE DE FRANCE

### Avantage à Monaco

L'Association sportive de Monaco a assuré sa qualification pour la finale de la Coupe de France de football, en battant le Sporting Club de Toulon par 4 à 1, mercredi 25 avril, en match aller des demi-finales. En revanche, l'autre qualification reste très incertaine, après la victoire par 2 à 1 du Football Club de Nantes devant le Football Club de Metz. Les matchs retour seront joués le samedi 5 mai.

Monaco. — Si la participation à une demi-finale de Coupe de France est toujours une fête pour les footballeurs et leurs supporters, c'était plus vrai encore, mercredi 25 avril, pour l'entraîneur de Toulon, Christian Delgar, et sa bande. En acceptant les propositions de la municipalité toulonnaise pour relancer sa troisième division le Sporting Club, deux ans après avoir lui-même participé à la Coupe du monde 1978 avec l'équipe de France, l'ancien joueur monégasque avait tenté un audacieux pari. Depuis, Delgar a fait partager son aventure à d'autres Monégasques en recommandant Roland Courbis, Jean-Pierre Chausson, Albert Elmon et Dello Onnis, pour encadrer les jeunes Varois.

Sans doute aurait-il aimé se retrouver tous en pleine possession de leurs moyens sur le pelouse du stade Louis-II, pour démontrer à leurs anciens supporters que le Sporting Club de Toulon n'était pas devenu la maison de retraite de l'AS Monaco, mais une équipe capable de coups d'éclat dans une épreuve comme la Coupe.

Hélas ! Delgar, promu entraîneur en cours de saison, reste désormais sur le banc de touche, et les vieilles jambes de ses amis supportent de plus en plus mal le régime de quinze matchs en moins de soixante jours imposé en fin de saison aux recep-

De notre envoyé spécial

de la Coupe de France. Emon était indisponible par suite d'un claquage au tour précédent contre Lens. A trente-six ans, Onnis, qui reste le meilleur buteur du championnat, avec vingt buts, doit se ménager l'entraînement et même en match pour ne pas aggraver une pubalgie. Jamais il n'est parvenu à se mettre en position de tir face à Jean-Luc Ettori.

L'état de fraîcheur de leurs successeurs sous le maillot monégasque n'est sans doute guère plus enviable. En course pour le doublé Coupe-championnat, ils vivent sous pression depuis plusieurs semaines, avec la hantise d'une défaite qui ruinerait en extrême leurs ambitions. Convoqués pour un entraînement à l'Est, les joueurs de l'Ouest, Bellone, Bravo, Genghini, Le Roux et Amoros avaient surpris en se montrant encore parmi les plus actifs. « Le physique a pour source d'énergie le mental », répond leur entraîneur, Lucien Muller. Le moral des Monégasques doit être à toute épreuve.

Le spectacle de Bellone

Contre Toulon, ils ont encore attaqué le match sans retenue. La réussite était au rendez-vous, dès la quatrième minute, avec un premier but de Genghini sur coup franc pour une faute sur Bellone. Dès lors, ils pouvaient se permettre de contrôler le match et de placer quelques accablantes pour aggraver le score par Krauss (trente-deuxième minute), Delamontagne (soixante-quatrième) et Leroux (soixante-quinzième). A défaut d'avoir réellement inquiété leurs successeurs, les anciens Monégasques ont dû se contenter d'un barod d'honneur en ramenant le score à 4-1 sur un coup franc de Chausson à l'ultime minute.

Comme à Strasbourg et face à Rouen, où il avait assuré deux vic-

toires précieuses pour son équipe en championnat, Bruno Bellone a encore été l'attaquant le plus imprévisible et le plus insaisissable de cette rencontre de Coupe. Ses courses, ses crochets, ses centres liftés et ses tirs instantanés du pied gauche ont à nouveau été un spectacle dans le match. A vingt-deux ans, le « B.B. » monégasque est devenu la star de cette fin de saison. Pour expliquer cette fraîcheur, alors que la plupart de ses partenaires semblent épuisés, Bellone a, il est vrai, une recette : « Dès que je peux je dors pour récupérer, et je ne me pose pas de questions pour éviter de gamberger ».

Le doublé est peut-être à ce prix. GÉRARD ALBOUY.

● Paris-Saint-Germain reste en course pour les Coupes d'Europe. — En tant qu'entraîneur du club, le PSG a obtenu, le 25 avril au Parc des Princes, une victoire (2-0) sur Strasbourg qui lui a permis de dépasser Nantes au classement général pour venir au cinquième rang. Le PSG peut encore espérer une place en Coupe d'Europe.

● Les finales des Coupes d'Europe. — En finale de la coupe des champions, l'AS Roma, qui a éliminé Dundee United (3-0), rencontrera, le 30 mai à Rome, Liverpool vainqueur de Bucarest (2-1). En Coupe des Coupes, la Juventus de Turin, qui a battu Manchester United (2-1), rencontrera, le 16 mai à Bâle, le FC Porto vainqueur d'Aberdeen (1-0). En coupe de l'UEFA, les matches aller et retour se disputeront les 9 et 23 mai entre Anderlecht vainqueur de Nottingham Forest (3-0) et Tottenham vainqueur de Hajduk Split (1-0).

## BREF

### Quatre séparatistes basques espagnols arrêtés en France

Quatre membres présumés des Commandos autonomes antikapitalistes (CAA) (séparatistes basques espagnols) ont été interpellés, mardi 24 avril dans la soirée, à Biarritz par la police. Un cinquième homme, l'un des dirigeants de cette organisation, a réussi à échapper aux policiers. Lors d'un contrôle de routine, les policiers avaient intercepté une voiture à bord de laquelle se trouvait Miguel Uribe Teusio, un Basque espagnol de vingt-trois ans, en compagnie de Inaki Falegui Elorza, âgé également de vingt-trois ans. Ce dernier s'est alors enfui à pied et n'a pu être rattrapé. A la suite de ces interpellations, trois autres membres présumés des CAA, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été appréhendés. Le fugitif, M. Falegui Elorza, est considéré comme l'un des leaders des Commandos autonomes antikapitalistes.

### Plusieurs centaines d'hectares ravagés par des incendies

Plusieurs incendies dus à la sécheresse et à des vents violents ont ravagé, mercredi 25 avril, des centaines d'hectares dans plusieurs régions de France. A La Fère, Saint-Julien (Lozère), le feu a détruit 50 hectares de landes et de résineux. En Dordogne, un violent incendie a ravagé 500 hectares de forêt et en Charente, dans la région d'Orléans, 150 hectares de pins ont été brûlés.

Dans le Morbihan, entre Malestroit et Sérénil, un incendie qui s'est déclaré au début de l'après-midi sur les landes a détruit 650 hectares de petites plantations et a été circonscrit qu'en fin de soirée.



**NEW YORK**  
aller simple 1.750 F  
**CHICAGO**  
aller simple 2.050 F  
**WASHINGTON**  
aller simple 1.750 F  
**DETROIT**  
aller simple 1.750 F  
AS = LM. AR = APEX. Tarifs valables jusqu'au 15/6/84.

# DÉFENSE

## NOMINATIONS MILITAIRES

- Le général Philipponnat devient inspecteur général de l'armée de terre.
- Le général Houdet commandera les forces françaises en Allemagne fédérale

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 25 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée, le général de corps d'armée Bernard Philipponnat, nommé inspecteur général de l'armée de terre.

(Né le 1<sup>er</sup> mars 1926 à Marolles-sur-Ay (Marne) et ancien saut-cyrien, Bernard Philipponnat a servi en Indochine, notamment comme instructeur de l'armée nationale vietnamienne entre 1954 et 1956, et en Algérie. De 1968 à 1970, il commande le 501<sup>er</sup> régiment de chars de combat. De 1972 à 1974, il est chef de la mission militaire française d'assistance en Arabie Saoudite. Promu général de brigade, il prend le commandement, en 1977, de la 55<sup>e</sup> division militaire territoriale en Corse. En juin 1980, avec le grade de général de division, il commande la 3<sup>e</sup> division d'infanterie et la 22<sup>e</sup> division militaire territoriale. Elevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, il prend, en décembre 1982, le commandement du 2<sup>e</sup> corps d'armée et des forces françaises en République fédérale d'Allemagne.)

Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Michel Semebresque et Farcy Houdet, nommé commandant le 2<sup>e</sup> corps d'armée et les forces françaises en Allemagne fédérale.

(Né le 19 mars 1927 à Nantes (Loire-Atlantique) et ancien saut-

cyrien, Farcy Houdet a servi en Extrême-Orient et en Algérie. De 1972 à 1974, il commande le 12<sup>e</sup> régiment de carabiniers et, en 1978, il commande l'Ecole nationale des sous-officiers d'active à Saint-Maixent. En 1981, le général Houdet commande la 10<sup>e</sup> division blindée et la 6<sup>e</sup> division militaire territoriale, avant d'être nommé adjoint du gouverneur militaire de Strasbourg et commandant la 1<sup>re</sup> armée.)

Sont nommés : directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), de l'enseignement militaire supérieur et de Centre des hautes études militaires (CHEM), le général de corps d'armée Jean-Paul Lang ; directeur de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre et de l'Ecole supérieure de guerre, le général de division Bernard Gabriel.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Philippe Caillaud, Michel Lartigue, Etienne Douvrou (nommé commandant la 62<sup>e</sup> division militaire territoriale), et Roger Emin.

(Né le 18 octobre 1928 à Mijoux (Ain) et ancien saut-cyrien, le général Roger Emin, après avoir été attaché des forces armées et chef de poste des attachés militaires de l'ambassade de France en Italie, est, depuis février 1983, directeur à la Direction générale de la sécurité extérieure (CSECE). Il est le principal adjoint de l'ambassadeur Pierre Lacoste, qui commande les services secrets français.)

Sont promus : général de brigade, les colonels Jacques Favron, François Jolibois, Pierre Balmis-

gère, Georges Borrest et Gérard d'Auber de Peyrolongue.

(Né le 18 décembre 1935 à Laval (Mayenne) et ancien saut-cyrien, Gérard d'Auber de Peyrolongue a, notamment, commandé le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins à Annecy. Il est, depuis juillet 1982, chef de Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA).)

Sont nommés : major régional auprès du général commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée, le 6<sup>e</sup> région militaire et gouverneur militaire de Metz, le général de division Eugène Dancet ; commandant la 6<sup>e</sup> division légère blindée, le général Christian Moreau ; adjoint au général gouverneur militaire de Metz, commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée et le 6<sup>e</sup> région militaire, le général de brigade Bernard Dupont de Dincourt ; adjoint au général gouverneur militaire de Lille, commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée et le 2<sup>e</sup> région militaire, le général de brigade Bernard Daval ; sous-directeur « organisation-personnel instruction » à la direction centrale des transmissions, le général de brigade Jacques Barguil ; commandant la brigade logistique de la Force d'action rapide (FAR), le général de brigade François Bresson ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 11<sup>e</sup> division militaire territoriale et commandant d'armes délégué de la place de Paris, le général de brigade Jacques Duquenois.

(A suivre.)

## ATHLÉTISME

### Les larmes de Zola Budd

De notre correspondant

Londres. — Elle court au devant des envies avec légèreté. Silhouette gracile, pour ne pas dire chétive, elle effleure la piste — pieds nus — et ne semble vraiment pas porter son âge. Elle n'a que dix-sept ans. Enfant prodige de l'athlétisme, Zola Budd est officiellement la femme la plus rapide du monde en demi-fond long où, jusqu'à maintenant, il fallait quelques bonnes années de plus et une solide maturité pour réussir.

Officieusement, car ses records sur 3 000 mètres n'ont pas été homologués. Elle est sud-africaine et le demeure, bien qu'elle vienne d'obtenir la citoyenneté britannique afin de pouvoir participer aux Jeux olympiques sous les couleurs de l'Union Jack. Ce subterfuge continue de provoquer de vives controverses. La Comité olympique international doit examiner son cas à la fin de la semaine pour savoir s'il peut lui accorder l'autorisation de se rendre à Los Angeles alors qu'elle ne remplit pas les conditions requises, notamment trois ans de résidence dans le pays qu'elle voudrait représenter. Rien n'est moins sûr. D'autant qu'elle n'a pas été soumise à bras armés en Grande-Bretagne, même si ce pays possède avec elle une quasi-garantie de médaille.

Une nouvelle fois, le 25 avril, Zola Budd a pu se rendre compte des réticences, voire de l'hostilité, que suscite sa venue. Mercredi soir, sur le stade de Crystal Palace, dans la banlieue sud de Londres, elle a terminé sa course en larmes alors qu'elle venait de battre très aisément, de quatre secondes, le record britannique junior du 1 500 m, en 4'10"82. Tout au long de l'épreuve, la petite Blanche a été cernée par des dizaines de personnes, en majorité des Noirs, manifestant contre l'apartheid. Et elle a dû poursuivre son effort pour s'enfuir à toutes jambes. Auparavant sa participation à cette soirée avait fait être inter-

dite par le Conseil du Grand Londres, contrôlé par les travailleurs, qui a fait de 1984 une année anti-apartheid.

A la Chambre des communes, les athlètes internationaux britanniques présidé par David Bedford, de nombreux sportifs ont démis beaucoup de réserves quant à l'admission de Zola Budd dans l'équipe nationale olympique. Certaines candidates à la sélection pour le 3 000 mètres, distance sur laquelle Zola souhaite concourir à Los Angeles, menacent de boycotter les épreuves à venir : la jeune Sud-Africaine, si elle est admise, prendra immanquablement la place de l'une d'entre elles, qui verra de longs mois de préparation et de sacrifices réduits soudain à néant pour, disent-elles, « des raisons purement politiques ». De leur côté, des dirigeants sportifs envisagent de refuser à Zola le droit de courir aux championnats du Royaume-Uni, le mois prochain.

Enfin, de multiples critiques s'inscrivent du rôle joué par le Daily Mirror dans la venue de Zola Budd. Le quotidien aurait payé des sommes considérables pour son installation en Grande-Bretagne, serait intervenu « en haut lieu » pour « faciliter » celle-ci et a obtenu l'exclusivité des confidences de la jeune prodige. Voilà Zola Budd, en plus de tout, presque accusée de professionnalisme...

FRANCIS CORNU.

● **TENNIS :** participation record à Roland-Garros. — A l'exception de Curren (109), Kriek (139), Scanlon (179), Sandy Mayer (189), Davis (249), et Gene Mayer (289), les vingt-quatre meilleurs joueurs de tennis mondiaux ont fait parvenir leurs inscriptions aux Internationaux de France qui débuteront le 28 mai, même Connors (qui avait dit l'an dernier qu'il ne reviendrait plus à Paris). Chez les dames, le tableau sera aussi relevé puisque, à

l'exception de Shriver et Turnbull, les trente meilleures ont également confirmé leur participation.

**Lisez**  
St Mandé des  
**PHILATÉLISTES**  
10, rue de la Philatélie

مكتبة من الأصل







## MUSIQUE

CRÉATION DE « BOULEVARD SOLITUDE » à Nancy

## Manon, petite sœur de Lulu

Le Grand Théâtre de Nancy a en son sein des directeurs audacieux, tels Louis Ducreux, Jean-Claude Riber ou Jean-Albert Cartier qui ont marqué leur passage par d'indiscutables réussites et des spectacles originaux, sans jamais soulever parfois de vives polémiques dans les rangs des abonnés.

Antoine Boursailler maintient vigoureusement cette tradition, et pour de théâtre français peuvent se vanter cette année d'une aussi brillante saison : *Ariodante*, de Händel, *Pygmalion*, de Rameau, *Lucioles Borgia*, de Donizetti, *la Walkyrie*, de Wagner, *les Aventures*, de Ligeti, *les Huit Chansons pour un roi fou*, de Maxwell-Davies, et, enfin, ce mercredi, la création en France de *Boulevard Solitude*, de Hans Werner Henze, spectacle de haut niveau qu'il a lui-même mis en scène avec des collaborateurs de luxe : Pier Luigi Pizzi et le compositeur Marc Bohan.

Une création bien tardive, car l'œuvre avait remporté un grand succès lors de son apparition à Hambourg en 1952 ; et puis, c'était un décalage moderne de *Manon Lescaut* qui se passe au boulevard de la République au café de Flore ! Mais bien tardive aussi, parce que, après les très nombreuses productions de *Lulu* ces dernières années, en particulier celle, intégrale, de Chéreau, la petite Manon de Henze paraît une œuvre caduque et un peu démodée de la terrible et triomphante héroïne de Berg.

Cette soprano coloratur amoureuse et innocente qui passe de bras en bras en restant fidèle à un unique amour, qui finit par se suicider son protecteur et meurt misérablement (guillotinée cette fois) ! Il est difficile de croire que Henze, découvrant

la musique sérielle après la guerre et écrivant un opéra dodécaphonique, n'ait pas pensé à son aîné. D'autant que, dans les quatre duos d'amour et dans de nombreux airs, Manon chante avec un lyrisme virtuose et fleurit, une sorte de fraîcheur malve, de confiance dans la vie, qui rendait déjà Lulu fascinante.

Ce lyrisme réveur et idyllique jusqu'à dans le drame le plus noir est cependant un trait constant chez Henze, et on le retrouve même, avec Minette, dans *la Chatte anglaise*, récemment montée à Paris. La différence avec Berg, c'est qu'il y a précisément des duos d'amour, un vrai partenaire, Des Grieux, alors que les amants de Lulu n'étaient que des papillons grisés par la flamme ou plutôt des fauves affolés. Le compositeur déplace quelque peu l'accent sur le drame du jeune étudiant, sur sa solitude, comme le titre l'indique (un des thèmes essentiels de Henze), que ne peut rompre un amour si épisodiquement partagé en raison du goût qu'éprouve Manon pour la vie facile et l'argent. D'où la déchéance du jeune homme dans la boisson et la drogue, mais aussi l'accent très humain de son désespoir.

## La mise en scène de Boursailler

Il n'en faut cependant que *Boulevard Solitude* soit une pièce aussi puissante, charpentée et mystérieuse que *Lulu*, tant par l'aspect répétitif de l'action que par le côté un peu rudimentaire des autres personnages. Mais, si la musique n'a pas cette espèce de formidable transcendance visionnaire de Berg, elle n'en est pas moins toujours présente, parlante, d'une grande diversité, allant de la pureté du langage dodécaphonique des héros à une sorte de vulgarité totale des scènes méprisables, avec de multiples figures orchestrales très ouvragées autour des voix, une instrumentation d'une originalité aigüe (en particulier par un usage peu de la percussion) et des interludes intenses,

notamment la grande symphonie dramatique qui suit la scène déchirante dans le night-club.

La mise en scène d'Antoine Boursailler, précise, lente, expressive, aux gestes très calculés et beaux, a le caractère assez sophistiqué qui convient à cette œuvre étrange, comme les décors très nus aux couleurs graves et violentes de Pizzi, où des panneaux souples, noirs et réfléchissants s'écarteront plus ou moins pour laisser scruter, par les voyeurs que nous sommes, ces scènes souvent brutales et intimes, traitées avec une grande rigueur, en particulier le beau tableau de la bibliothèque.

Les personnages aux couleurs assez ternes (Lescant comme un gangster de Chicago) font ressortir l'éclat des robes de Manon par lesquelles Marc Bohan jalonne la progression dramatique, bleu-bleu-jaune-rouge et le gris de la condamnée (avec le point culminant rouge de la messagère prostituée, une belle Manon épanouie, telle une petite Marilyn Monroe, Elena Vassiliev (élève d'Elisabeth Schwarzkopf), à la voix pleine, native, pigeonnante, délicieusement ouverte, qui plane au-dessus de sa destinée.

Beau garçon, Jérôme Praet est un ténor solide mais sans flexibilité, dont les plaintes trop tendues finissent par lasser la compassion. Martin Egelt donne du poids à un Lescant assez schématisé, et Paul Crook campe à merveille le riche et vieux Lilius, que Henze a voulu ridiculiser en lui confiant une voix de ténor-bouffe. On déplore une fois de plus que le livret de Grete Weil traduit en français par Philippe Godefrid soit à peu près incompréhensible. Enfin, Jérôme Kaltenbach a fait un merveilleux travail, précis et sensible, en montrant avec les chœurs et l'orchestre, tous excellents, du Théâtre de Nancy, cette œuvre difficile, qui a connu un grand succès.

JACQUES LONGCHAMPT.

Prochaines représentations : les 27 et 29 avril.

« MAHAGONNY » au Châtelet

## L'opéra-culinaire sans la sauce

Grandeur et décadence de la ville de Mahagonny, opéra en trois actes de Bertolt Brecht, musique de Kurt Weill, créé à Leipzig en 1930, dure deux heures un quart : pour les cinq représentations de l'ouvrage au Théâtre musical de Paris - Châtelet, Pierre Constant a obtenu l'accord exceptionnel de la Kurt Weill Foundation for Music et n'en a conservé qu'une heure et vingt minutes. C'est peu en regard de l'original, mais c'est beaucoup si l'on considère que cet arrangement est présenté dans la série des « opéras d'une heure ».

Est-ce l'effet de ce raccourcissement des dialogues — le chef d'orchestre, meneur de jeu, dit quelques mots de liaison entre les scènes — ou d'un parti pris de mise en scène ? Les musiciens et les chanteurs, réunis sur un même plateau, couvrant la fosse d'orchestre, jouent devant le rideau de scène, mais on est plus près d'un certain théâtre musical expérimental que de l'opéra culinaire que Brecht reconnaissait avoir commis malgré tout.

Or rien n'est moins expérimental aujourd'hui qu'un ouvrage comme

celui-ci, dont la musique, aussi triviale dans son expression que raffinée dans sa facture, accuse nettement son âge et dont le livret est si bien tombé dans le domaine public qu'on n'en compte plus les imitations. En outre, rien ne vieillit plus vite et plus mal que l'engagement et la volonté didactique d'une œuvre ; celle-ci disparaît souvent plus vite que ce qu'elle dénonçait, ou ne survit qu'à condition d'être devenue inoffensive, comme une sorte de trophée, témoin des grandes causes perdues. Monument historique, on doit la traiter avec des égards particuliers afin de rendre aimable et précieuse un objet dérisoire et inutile.

Si l'on excepte Elisabeth Baudry (Jenny) et Luis Masson (Molke), la distribution réunie pour la circonstance n'assure pas véritablement le succès d'une opérette, car les moyens vocaux limités des uns et des autres ne sont pas compensés par des talents d'acteur bien remarquables ou une présence dramatique. Helga Pilarczyk (Begbick) n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a

été ; et le ténor William Pirie (Jimmy) est un jeune premier assez pâle.

La mise en scène de Pierre Constant, dans un décor réduit au minimum (deux maîtres et quelques chaises), est loin de posséder le fini des comédies musicales dont elle se voudrait peut-être le pastiche. Reste l'ensemble Musique vivante, dirigé par Diego Masson qui a su lui faire rendre les détails toujours savoureux de la partition. Tournant le dos aux chanteurs, il doit assurer la coordination au jurer et y parvient, à cela près que la complexité nécessaire, dans cette musique, entre les chanteurs et le chef fait cruellement défaut.

Le spectacle, dans son ensemble, a cependant le bonheur de s'achever beaucoup mieux qu'il n'a commencé, et le public qui attendait que cela pour applaudir, ne se le fait pas dire deux fois.

GERARD CONDE.

Prochaines représentations : les 26, 27 et 28 avril, à 18 h 30.

## Un plan pour la danse

(Suite de la première page.)

Il n'y a pas de danse contemporaine au Conservatoire de Paris. Cette situation sera modifiée lors de son installation à La Villette, où naîtra une véritable département ouvert à toutes les pédagogies. Un cours est cependant prévu rue de Madrid dès la rentrée d'octobre. Il sera donné par Lario Elson et Carolyn Carlson.

La « contemporaine » possède, il est vrai, sa propre école à Angers. Après le départ de Violette Verdy, la ville et l'Etat ont radicalement la mission du Centre. Désormais placé sous la

direction générale de Michel Reihac, ancien administrateur du studio des Quatre-Temps, à la Défense, il maintient sa mission pédagogique (en 1984 technique Cunningham), tandis que la mission de création prend la forme de résidences pour différentes compagnies (Chopinot, Bouvier-Chénal).

2) Diffusion et création. — Dans toutes ces actions, le nerf de la danse, c'est l'argent. De 1981 à 1984, le budget est passé de 16 588 000 F à 46 898 000 F. Il est vrai que l'on parlait de trois ans. A lui seul le ballet de l'Opéra prend la moitié de cette somme. Pour aider les jeunes compagnies, l'Etat intervient en politique d'implantation régionale en association avec les collectivités locales. Certaines, usant de l'autonomie que leur donne la décentralisation, risquent cependant de porter leur effort sur des objectifs plus populaires que la danse — ce peut être aussi une attitude politique. Ainsi le ministère consent-il à un gros effort pour favoriser les centres chorégraphiques nationaux, qui ont leur rôle à jouer dans l'initiation du pays à la danse. Douze centres fonctionnent déjà (1) (leur coût, 24 255 000 F. Trois autres en sont au stade des négociations avec les villes : Francoeur Vernet à Orléans, Caroline Marcadé au Havre, Joëlle Rivière à Nantes).

Pour la première fois, un comité de consultation a été mis en place auprès de la direction de la musique et de la danse pour l'attribution des subventions aux jeunes compagnies. Elles sont 88 à se répartir 10 460 000 francs contre 2 113 000 francs pour 83 groupes l'année précédente.

Une nouveauté : la création d'un fond de promotion chorégraphique : c'est le coup de pouce pour faciliter l'essor international de compagnies en pointe (cette année en bénéficient le groupe Emile Dubois et la compagnie de Dominique Bagouet — Grenoble et Montpellier).

Depuis longtemps, la profession

réclamait une Maison de la danse offrant la possibilité de répéter et de se produire dans des conditions bon marché aux groupes qui n'ont pas encore accès aux circuits commerciaux. Le lieu idéal, un peu utopique, n'existe pas. Pas question d'en construire un de toutes pièces ; le moyen terme se présente sous forme d'un Théâtre contemporain de la danse. Organisé en association, il disposera au Théâtre de Paris, de cinquante représentations par an (le reste de l'année revenant à l'habitué direction) pour accueillir les compagnies françaises de danse à 20 h 30 ou à 18 h 30. L'association aura aussi à gérer un crédit de 90 heures par semaine à la Ménagerie de verre pour les répétitions des groupes dans des conditions avantageuses, ainsi qu'une tranche de deux heures par jour d'enseignement contemporain pendant deux à trois mois d'été (première année : Lario Elson et Carolyn Carlson).

Il est question aussi de l'appui aux festivals de danse, de la promotion internationale du concours chorégraphique de Bagnolet, du soutien du ministère au premier concours international de danse de Paris, de l'initiation apportée aux techniques nouvelles (vidéo), des actions de l'Etat en matière d'équipement... bref, toute une série d'initiatives qui confirment la reconnaissance d'une activité créatrice jusqu'ici marginalisée.

Dans la mesure où la danse répond mieux que le théâtre aux interrogations et aux angoisses d'aujourd'hui, il était naturel et juste qu'elle sorte enfin de la notion passagère de divertissement d'esthètes, pour participer d'une politique culturelle.

MARCELLE MICHEL.

(1) Centres chorégraphiques de Marseille (R. Petit), Nancy (BTF), J.-A. Cartier), Mulhouse (Ballet du Rhin), Roubaix (Ballet du Nord), Angers (BTC), Montpellier (D. Bagouet), La Rochelle (Jeanne Silance), Rennes (Gig. Cécilien), Grenoble (Jean-Claude Galloni), Créteil (Maguy Marin), Caen (Quentin Roult), Toulouse (Joseph Rusillo).

## CINÉMA

« LA DIAGONALE DU FOU », de Richard Dembo

## Echec à la machine d'Etat

Fable arabe sur le jeu d'échecs, le *Diagonale du fou* de Richard Dembo s'inspire du célèbre championnat du monde qui opposa les Soviétiques, Karpov et Kasparov, l'un passé à l'Ouest, l'autre resté en URSS. L'action se déroule à Genève, le lac offre son décor magique. Raoul Coutard, devenu le premier opérateur helvétique depuis *Passion*, a photographié ce récit symbolique en des couleurs froides et somptueuses. Les personnages, confrontés à eux-mêmes, à une violence intérieure directement issue de la politique et de la violence politique, y vivent ce qui ressemble à un calvaire.

Accompagné d'une solide escorte d'officiels, le maître Liebskind, Géorgien, homme âgé, épuisé, malade du cœur, rôle tenu par un Michel Piccoli inhabituel et remarquable, affronte un candidat bien plus jeune et bien plus nerveux que lui, de prime abord, Fromm, natif d'un pays balte, rôle tenu par Alexandre Arbatt. La série de parties, menées tambour battant, à une cadence qui pourrait surprendre si on ne tenait pas compte des choix effectués par le metteur en scène, vont tour à tour chaque personnage prendre l'avantage.

Plus que les parties, comptent les réactions des deux protagonistes, pour qui l'enjeu dépasse largement le gain final de 100 000 dollars pour le vainqueur, 50 000 dollars pour le perdant. Notre attention se concentre davantage, au départ, sur

Fromm, dont la jeune femme est internée dans un asile en URSS pour attitudes contestataires. Michel Piccoli, barbu, comme bloqué dans son rôle d'officiel, gagne le premier plan. Sa maladie, soudain devenue grave, oblige ses mentors à une double manœuvre : la femme de Fromm le rejoint, puis le cardiologue de Liebskind, à son tour, est appelé en Suisse.

Richard Dembo déploie la « diagonale » du titre en reliant les cas finalement assez symétriques de deux êtres obligés de vivre sous une pression psychique permanente. Comment résiste-t-on à cette volonté d'autoanéantissement de la machine officielle, qui prétend tout contrôler, tout écraser si nécessaire ? Le combat est à la hauteur de l'enjeu, derrière les échecs, le jeu privilégié du régime en URSS, c'est une morale, une idéologie, qui sont mises au pilori : au nom de quels principes a-t-on le droit de prétendre diriger la vie d'autrui ? A quel prix la résistance ?

Le cinéaste a dédié ce film austère et fascinant à la mémoire de son père. A côté des acteurs masculins — il faut ajouter Daniel Olbrychski, très convaincant en séide du KGB, — on relèvera la prestation des deux comédiennes chargées d'incarner les compagnes des deux maîtres : Liv Ullmann et Leslie Caron.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

## NOTES

## Cinéma

« FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME », de Howard Zieff

## ...Ni un chef-d'œuvre

Le titre anglais, repris de l'original *Unfaithfully Yours* (*Infidèlement vôtre*), garde clairement la trace du film réalisé par Preston Sturges en 1948, deux ans après une série de comédies sociales, de satires, qui, entre 1940 et 1946, déchiraient à belles dents certains mythes chers à la comédie américaine, et à Frank Capra en particulier. Pas d'abus une seconde, expliquait Sturges, rions-en quand même avant d'en pleurer.

Le comédien anglais Dudley Moore et Nastassja Kinski ont succédé à Rex Harrison et à Linda Darnell dans les rôles du maestro jaloux et de son épouse volage. Le sujet devient une grosse farce, les acteurs ne perdent pas une occasion de se casser la figure, amplifiant chaque détail.

Après *To Be or Not to Be*, repris d'Ernst Lubitsch via Mel Brooks, la Fox devient la spécialiste de ces romances tournées à l'économie de matière grise *Faut pas en faire un drame*, tel est le nouveau titre français, a néanmoins été couronné au dernier Festival de l'humour à Avoriaz, à la fois par le public et la critique. On rit très fort dans la salle.

L. M.

## Théâtre

## L'Écho du silence au Marie-Stuart

La jeune femme est seule dans sa chambre, avec son lit par terre, son réfrigérateur, son téléphone pour la relier au monde. Elle ne s'enferme pas dans un cercle psychotique, elle « profite », pourrait-on dire, d'une rupture pour faire le point, se recueillir. Un peu comme Lotte, dans *Grand et petit*, de Botho Strauss, que Claude Regy avait monté avec Bulle Ogier.

Mais Lotte s'en allait sur les chemins de son passé. La jeune femme qui est là reste là, à tourner les souvenirs dans sa tête, et s'y perd plus qu'elle ne s'y retrouve. La mémoire incertaine se délite par fragments, le poids du temps en modifie le sens. Sylvie Ollivier, auteur et interprète de *L'Écho du silence*, sait de quoi elle parle, le public pas toujours. Mais il y a dans le texte une sorte de lucidité pudique, comme quand on se parle à soi, sans témoin, et, autour de la comédienne, une aura forte et charnelle qui impose l'attention. — C. G.

★ Marie-Stuart, 22 heures.

## Le Monde Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ  
AU « MONDE » DU VENDREDI 27 DATÉ SAMEDI 28 AVRIL 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

## VISITE A LOUIS II, EN BAVIÈRE



TOURISME  
EN FRANCE :  
Nouveautés  
à la Foire de Paris.

VOYAGE :  
D'Ephèse à Didymes,  
villes grecques  
en Turquie.

MODE :  
Les hommes  
quittent le gris.

Et un choix commenté  
des programmes de  
la radio et de la télé-  
vision pour la  
semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »











# COMMUNICATION

# LE CARNET DU Monde

AU XX<sup>e</sup> MIP - TV

## FR3 et ANTIOPE candidats pour le satellite

De notre envoyé spécial

An cours d'une conférence de presse réunie dans le cadre du marché international des programmes de télévision (MIP-TV) à Cannes, M. François Schoeller, président de TDF-diffusion de France (TDF), a volé au secours du projet de satellite de télévision directe. Le projet a été en effet contesté par certains responsables de la direction générale des télécommunications (DGT), confirmant par le gouvernement, mais il est toujours lié au sort des négociations en cours avec RTL et le grand duché du Luxembourg.

M. Schoeller a annoncé que la diffusion des magazines ANTIOPE pourrait occuper l'un des canaux disponibles sur le satellite. L'addition de magazines télévisés entre en effet aujourd'hui dans une phase commerciale et le président de TDF a précisé que le prix des décoders permettant d'accéder aux différents services (sous-titrage, information spécialisée) sera de 1500 F hors taxes. Le choix du réseau de distribution sera fait dans les jours qui viennent.

Le conseil d'administration de FR3 a, d'autre part, fait lui aussi acte de candidature pour un canal de satellite. La chaîne étudie la diffusion nationale d'une sélection des meilleures émissions produites par les stations régionales. Deux candidats pour trois canaux, voici qui devrait précipiter l'issue des négociations avec RTL, qui restent néanmoins déterminantes. Il est peu probable en effet que ces deux nouvelles offres de programmes suffisent à inciter les téléopérateurs à s'équiper d'antennes paraboliques.

M. Schoeller est revenu sur la querelle du câble et de la télévision hertzienne. « Il n'y a pas de gisement de fréquences inexploitées », réaffirme-t-il. Mais si TDF a trouvé une fréquence pour que TDF Monte-Carlo puisse étendre sa zone de diffusion jusqu'à Marseille des cet automne, la situation du sud de la France n'est, semble-t-il, pas généralisable. M. Schoeller restera fermement opposé à la multiplication des télévisions privées et « à l'anarchie à l'italienne ». Mais il est d'accord pour utiliser certaines fréquences réservées aux satellites (12 GHz) pour préfigurer des réseaux de télévision par câble en reliant des antennes collectives. Trois mille cinq cents foyers français sont aujourd'hui reliés à ces réseaux communautaires. TDF dispose de quatre antennes GHz, d'une vingtaine d'antennes de réception et en a commandé une centaine d'autres.

Ce genre de télévision hertzienne, relayé par des antennes collectives, permettrait d'offrir des programmes, de tester des équilibres économiques en attendant la construction des réseaux câblés.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## L'HEURE DE TÉLÉVISION A 2 MILLIONS DE DOLLARS

(De notre envoyé spécial.)

Fabuleux, démesuré, gigantesque ! Une sorte de « Dallas » juste avant la naissance du Christ. Le mercredi 25 avril, dans les salons lambrissés de l'hôtel Majestic, les producteurs de la firme américaine Telepictures lançaient leur dernier feuilleton sur le marché mondial. « Anno Domini », une saga en douze heures réalisée par Vincenzo Labella.

« Anno Domini », c'est quoi au juste ? L'histoire la plus grande racontée à la télévision : douze heures consacrées à la naissance du christianisme ; vingt mille figures, trois ans de tournage en Tunisie, le tout pour la coquette somme de 24 millions de dollars (inimaginable mais vrai).

Qui dit mieux ? Pour parfaire cette épreuve de force, le réalisateur a recruté une époustouflante brochette de stars, parmi lesquelles on peut citer James Mason, Anthony Andrews, Ava Gardner, Fernando Rey, Richard Roundtree.

Ce feuilleton sera diffusé sur les réseaux américains de CBS en 1985. Les quelque trois cents personnes qui assistaient à la projection de la bande-annonce ont pu constater qu'il s'agit d'un péplum terriblement efficace, mais elles ont aussi été frappées par l'art de vendre un produit et de la faire.

MARC GIANNESINI.

## Une première pour le dessin animé français

Rébecca et Arkana, les deux héros des Mondes engloutis, deviendront-ils aussi chers au cœur des enfants que Camby, Goldorak et Albertor ? C'est le pari en vingt-six épisodes et pour une somme de 28 millions de francs que fait Gilbert et Nina Wolmark, les pères du célèbre « Ulysse », en proposant la première grande série française de dessin animé. Une série entièrement fabriquée en France grâce aux efforts conjugués de RMCAudiovisuel, Télé-Hachette, Antenne 2 et le ministère de la culture. La Compagnie française du jouet, associée à la production, assure la fabrication des produits dérivés.

Le premier épisode, présenté à Cannes, a séduit par la qualité de son animation (douze images par seconde au lieu de six images par seconde des dessins animés japonais), l'intelligence d'un scénario éloigné des stéréotypes classiques de la science-fiction, le soin de la mise en scène confiée à Michel Gauthier. Il reste

maintenant à attendre le verdict des jeunes téléspectateurs. Achetés dans le courant de l'année prochaine, les Mondes engloutis ne seront diffusés par Antenne 2 qu'en 1988.

Mais le pari est aussi industriel. Dans la foule des Mondes engloutis, RMCAudiovisuel monte une unité de fabrication de dessins animés. France Animation associe dans son capital la Société française de production (SFP), la Sofrad, Castaman, le Calais des décoders et consignes, Filination (société américaine), et attend la participation d'autres partenaires publics et privés. L'entreprise regroupe cent vingt personnes. C'est peu, par rapport aux trois mille animateurs japonais, mais c'est déjà une réponse à la crise de l'industrie de la culture pour créer en France une véritable industrie du dessin animé.

J.-F. L.

## NOUVEAU COUP DE THÉÂTRE A L'EST RÉPUBLICAIN

### L'ordonnance de 1944 appliquée dans un jugement du tribunal de Nancy

De notre correspondant

Nancy. — Un jugement — qui ne semblait primitivement n'être qu'un épisode de plus dans la lutte souterraine engagée depuis près de cinq ans dans la prise de contrôle définitive de l'Est républicain — s'est transformé, mercredi 5 avril, en un véritable coup de théâtre, bien que devant une juridiction de première instance.

En effet, à la suite de l'instance déposée le 21 mars contre le *Représentant lorrain* par une association baptisée « Défense, assistance, vigilance, indépendance, dignité de l'Est républicain » (DAVIDER), regroupant pour l'essentiel des syndicalistes CGT du journal porteurs d'un moins une action (au total 457 actions), le tribunal de grande instance de Nancy, présidé par M. Sellier, a déclaré l'action engagée par DAVIDER recevable. Il a estimé que l'acquisition, le 9 octobre 1974, de 50 372 actions de l'Est républicain (21,3 % du capital) par M. Charles Boileau — alors PDG de la Grande chaudière lorraine (GCL) — était une opération de pré-emption interdite par l'article 4 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse.

Le tribunal a déclaré en conséquence « nulle et de nul effet » cette acquisition des actions par Charles Boileau et la Grande chaudière lorraine, ainsi que « tout transfert ultérieur de ces mêmes titres ». Une phrase lourde de conséquences pour le *Représentant lorrain*, qui, en 1983, s'était assuré le contrôle de la GCL et, du même coup, le contrôle effectif des 21,4 % d'actions de l'Est républicain alors inscrites à l'actif de la société.

Beaucoup d'observateurs pensaient que le dernier conseil d'administration de l'Est républicain, en date du 18 mars 1984, avait stabilisé pour un certain temps le pourcentage du capital du journal. Ce jour-là, le groupe Bouriez avait reçu l'aval du conseil d'administration pour l'achat de 14 % des actions, le groupe Boileau-Pournier en possédant 5,7 %, le groupe Lignac (dont Gérard Lignac est l'ancien PDG du journal) en possédant 30,3 %, et le *Représentant lorrain* étant constitué de 24,3 %, dont 21,4 % provenant du contrôle de la GCL. Le jugement rendu ce 25 avril, s'il est confirmé, modifie singulièrement l'équilibre des forces ainsi définies, le *Représentant lorrain* n'étant plus possesseur que de 2,9 % des actions, déduction faite des 21,4 % n'appartenant plus à la GCL.

Mais que devient alors ce paquet d'actions capital qui a changé au moins trois fois de camp en deux ans ? Le tribunal de Nancy, dans son jugement du 25 avril, précise que « dans un délai de trente jours de bourse, à compter de la signification du jugement, le conseil d'administration de l'Est républicain sera tenu de faire acquiescer les 50 372 actions litigieuses soit par un actionnaire ou un tiers, soit par la société elle-même, en vue de la réduction de son capital et ce au prix résultant du cours de la bourse au jour du jugement ».

Toutefois, mercredi dans la soirée, les avocats du *Représentant lorrain* laissent entendre leur intention d'interjeter appel.

## VENTE A FONTAINEBLEAU

HOTEL DES VENTES  
5, rue Royale, Fontainebleau  
DIMANCHE 29 AVRIL A 14 H  
OBJET D'ART ET D'AMBIANCE  
ARGENT, BOUTILLERIE, ANCIENS  
ET MOD. IMPORT. MOB. XVII<sup>e</sup>  
M. J.-P. OZENAT, Commissaire-priseur  
77300 FONTAINEBLEAU - (0) 422-27-63

## CURE THERMALE 1984

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil.

Documentation gratuite (déplacement et cure) : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS, tél. 742.87.21.

## Décès

— Annet.  
M. Gaston ALLEMAND, son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques ALLEMAND,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Cassier,  
ses enfants,  
Cécile, Arnaud, Marie,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Simone Scamarcio,  
sa belle-sœur,  
Ses neveux, nièces, cousins, cousines,  
Ainsi que toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston ALLEMAND,  
directeur honoraire  
au Centre régional  
des œuvres universitaires et scolaires  
de Reims,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
médaillé d'or de l'Éducation physique,  
officier des Palmes académiques,  
chevalier du Mérite agricole,  
médaillé de la Résistance,  
survécu le 22 avril 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu le 26 avril 1984, au cimetière d'Aumont (Charente).  
Cet avis tient lieu de faire-part.

16460 Amiens.  
83360 Puy-Girard, M<sup>me</sup> Girard.  
51100 Reims.  
40, boulevard de la Paix.

— M. et M<sup>me</sup> Robert Azria  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Azria  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Alphonse Fall  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Georges Bouboul  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Habib  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Béhar  
et leurs enfants,  
Les familles Fitoussi, Madar,  
Chenai,  
Parents et alliés,  
ont l'honneur de faire part du décès de leur très chère et regrettée

M<sup>me</sup> Victor AZRIA,  
née Germaine Fitoussi,  
leur mère, grand-mère, sœur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Pierre Chevenet  
et leur fille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Ida BERGER,  
survécue le 14 avril 1984 à l'âge de soixante-trois ans, à Paris-12.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le vendredi 20 avril au cimetière parisien de Thiais.

— 26, rue Degroot,  
Paris-12.

— L'Unité d'enseignement et de recherches de sciences de l'éducation de l'université René-Descartes (Paris)  
a la douleur de faire part du décès, le 14 avril 1984, de

Ida BERGER,  
sociologue,  
qui a longtemps participé à ses activités.

— M<sup>me</sup> Georges Clercier,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Paul-Edouard Robineau,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Derrain,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Leduc,  
M<sup>me</sup> Remy et Albert Clercier  
Ses enfants,  
Ses sept petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges CLERCIER,  
ingénieur des arts et manufactures,  
croix de guerre 1939-1940,  
survécu le 23 avril 1984, à Paris-14,  
dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 avril, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6.

100, rue de Vaugirard,  
75006 Paris.  
4, place d'Aix,  
97000 Limoges.  
23 261, rue Jules-Michelot,  
92700 Colombes.  
115, localement de la Paroisse,  
83390 Cavaux.

— Reims.  
Les Fils de la Compagnie de Jésus,  
Le collège Saint-Joseph de Reims,  
L'Association des anciens élèves du collège Saint-Joseph de Reims,  
Et sa famille,  
font part du décès de

Père Charles de SEZE (s j)  
et le recommandent à vos prières.

La messe d'inhumation sera célébrée à Reims en la basilique Saint-Rémi, le samedi 28 avril, à 10 heures.

37, rue de Venise,  
51100 Reims.

— M. Olivier Levitan,  
M. Alain Cocheux et M<sup>me</sup>,  
née Levitan,  
M<sup>me</sup> Albert Dieckmann,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Moriz,  
M. Nathan Levitan,  
M. et M<sup>me</sup> Marcel Blaustein-Blanchet,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Francis Levitan,  
M<sup>me</sup> Christine Hartmann,  
Ses parents, cousins et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

Robert LEVITAN,  
survécu le 25 avril 1984.

Les obsèques auront lieu le vendredi 27 avril, à 13 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Albert-Magnard,  
75116 Paris.  
94, avenue de Suffren,  
75015 Paris.  
8, rue Louis-David,  
75116 Paris.

— Le maire de Paris  
Et le Conseil de Paris  
ont le regret de faire part du décès de

M. Jacques MARETTE,  
député de Paris,  
ancien ministre,  
ancien sénateur,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaillé de la Résistance.

médaillé des combattants volontaires de la Résistance,  
survécu le mercredi 25 avril, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, le vendredi 27 avril, à 10 h 30.

Le corps sera exposé à la mairie du 15<sup>e</sup> arrondissement, à partir de 9 h 30, où un hommage solennel lui sera rendu à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

M<sup>me</sup> Jacques MARETTE,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Pierre MARETTE,  
M. et M<sup>me</sup> Jean MARETTE,  
M<sup>me</sup> le docteur François Dolto,  
Le docteur Philippe MARETTE,  
M. et M<sup>me</sup> André MARETTE,  
Sa sœur, ses frères, belles-sœurs et leurs enfants,  
Les familles Arnaud, Brega, Cahyadi et Murtinho,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MARETTE,  
député de Paris,  
adjoint au maire de Paris,  
ancien ministre,  
ancien sénateur,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaillé de la Résistance,  
médaillé des combattants volontaires de la Résistance,

survécu à Paris le mercredi 25 avril 1984, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, le vendredi 27 avril, à 10 h 30.

Le corps sera exposé à la mairie du 15<sup>e</sup> arrondissement, à partir de 9 h 30.

Un hommage solennel lui sera rendu à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

(Lire page 8.)

— Jean MAUBERNA,  
officier de la Légion d'honneur,  
a quitté les siens et ses amis le 18 avril 1984.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 25 avril, à Vauvert (Gard).

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7 bis, rue Léonard-de-Vinco,  
75016 Paris.  
12, rue des Vénusques,  
21600 Longvic.

— M<sup>me</sup> Noël Mouloud,  
M<sup>me</sup> Fernand Azlaguer,  
M<sup>me</sup> J. Verrin,  
Les familles Azlaguer, Falcoy,  
Berthollet, Disard,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Noël MOULOUX,  
agréé de l'université,  
professeur émérite  
à l'université de Lille-III,  
officier des Palmes académiques,

survécu le 14 avril 1984, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu le 18 avril, à Caldes (Rhône).

— M<sup>me</sup> Lucien Paulet,  
M. et M<sup>me</sup> Raymond Paulet  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Martial Paulet  
et leurs enfants,  
Les familles Paulet, Kalka,  
Koppenheim  
Et toute la famille,  
font part du décès de

M. Lucien PAULET.

Les obsèques auront lieu le vendredi 27 avril 1984 à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 14 heures précises.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue Gandon,  
75013 Paris.

## Anniversaires

— Il y a vingt ans, disparaitait

Bertrand BOCCON-GIBOD,

avocat

au tribunal de grande instance de Paris.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de

Jean DESSALES,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et apprécié.

## Messes anniversaires

— Le 5 mai 1983, le

docteur Maurice VEILLET

quittait les siens.

Son épouse, ses enfants, sa sœur, vous prient de s'unir à eux en pensées et en prières, à l'occasion de ce premier anniversaire.

Deux messes seront célébrées :  
Le 1<sup>er</sup> mai, paroisse de Saint-Germain-en-Laye, chapelle des Français-catholiques.  
Le 11 mai, Notre-Dame de Lourdes, par son ami le Père, Jean Ruffin.

## nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris  
Téléphone : 248-17-11 - Téléc : Drouot 842260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

### Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu le veille des ventes, de 11 à 18 heures

(sauf indications particulières)

#### MERCREDI 2 MAI

S. 10. — Tapis d'Orient à 16 h 30 - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Berthod expert.

#### MERCREDI 2 MAI

(exposition exceptionnellement le 27 avril)

S. 13. — Tableaux, bibelots, meubles - M<sup>me</sup> DEURBERGUE.

S. 14. — Meubles - M<sup>me</sup> PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

#### JEUDI 3 MAI (exposition mercredi 2 mai)

S. 1. — Estampes 19, 20 - F. Bahot - M<sup>me</sup> RENAUD.

S. 9. — Archéologie - M<sup>me</sup> PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 15. — Bijoux, argenterie - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.

#### JEUDI 3, VENDREDI 4 MAI (exposition mercredi 2 mai)

S. 2. — Monnaies, jetons, ordres et médailles - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 4. — Bibliophilie d'un amateur (livres anciens et modernes) - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Méandre expert.

#### VENDREDI 4 MAI (exposition jeudi 3 mai)

S. 1. — Tableaux, bibelots - M<sup>me</sup> BOISGIRARD, de HERCKEN.

S. 10. — Objets d'art et de bel ameublement - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille expert.

S. 15. — Livres anciens et modernes - M<sup>me</sup> GROS, DELATTREZ.

#### ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favier (75002), 261-80-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 770-67-88.

BOISGIRARD, de HERCKEN, 2, rue de Provence (75008), 770-81-36.

DEURBERGUE, 18, bd Montmartre (75002), 261-36-80.

GROS, DELATTREZ, 22, rue Drouot (75009), 770-83-04.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75008), 248-46-44.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Saint-Hippolyte (75009), 770-03-38.

RENAUD, 6, rue de la Grange-Saint-Hippolyte (75009), 770-48-96.











# FINANCES

**Le FMI a fini par obtenir de nouvelles lignes de crédit (6,3 milliards de dollars) auprès de banques centrales européennes et de l'Arabie Saoudite**

Après de longs mois de discussions, notamment avec l'Arabie Saoudite, le Fonds monétaire a fini par obtenir une nouvelle source de financement en cas de besoin. Son conseil d'administration a entériné un accord qu'un communiqué avait déjà annoncé en décembre dernier, et qui donne à cette institution le droit, pendant trente mois, d'emprunter un total d'environ 6,3 milliards de dollars, divisés en deux parties égales, l'une pouvant être tirée sur 19 banques centrales d'Europe et la Banque du Japon, mais pas la Réserve fédérale américaine, l'autre sur la SAMA (Saudi Arabia Monetary Agency).

L'Arabie Saoudite, inquiète de la situation de trésorerie du Fonds monétaire, avait demandé une garantie, qui lui a été refusée. Cependant, le directeur général du FMI, M. Jacques de Larosière, a été bon

de déclarer récemment qu'il s'agit plus d'une question de principe que de fait, comme il l'a fait dans le passé. Ses avoirs en or au prix courant représentent environ 40 milliards de dollars.

C'est un fait que le Fonds, malgré les très importantes ressources nouvelles qui ont été mises à sa disposition en 1983, risque, au rythme actuel des demandes de crédit qu'il reçoit, de se trouver avant longtemps (peut-être avant dix-huit mois) dangereusement à court de liquidités. Le montant total des quotes-parts (contributions des Etats membres) a été augmenté de 47,5 %, ce qui le porte à quelque 90 milliards de dollars de tirage annuels (94,5 milliards de dollars environ).

Cette opération a fourni au FMI environ 16 milliards de dollars de de-

vices convertibles, utilisables. A cela s'ajoutent le renouvellement et l'élargissement des accords généraux d'emprunt, en vertu desquels onze pays, auxquels s'est associée l'Arabie Saoudite, se sont engagés à prêter au FMI un total de 18,5 milliards de dollars (contre moins de tiers de cette somme précédemment).

## Avertissements

Particulièrement remarqués par la communauté bancaire internationale et par les pays débiteurs ont été les avertissements officiels récemment émis au sujet de la situation de trésorerie serrée du Fonds. Le président de la Banque nationale des Pays-Bas, M. Wim Duisenberg, a déclaré dans un « séminaire » tenu à l'occasion de la réunion de la Banque de développement de l'Asie que le Fonds monétaire « risquerait de surcharger la banque de l'institution pivot du système monétaire » et que « le FMI avait atteint ses limites quant à ses possibilités d'octroi de crédits, aussi en ce qui concerne leur montant que leur durée ».

De son côté, le ministre belge des finances, M. Willy de Clercq, qui assure actuellement la présidence du « comité intermédiaire » du Fonds monétaire, a déclaré devant le même auditoire que le principal rôle du Fonds sera de persuader les banques commerciales de continuer à consentir de nouveaux crédits. Le FMI estime, a précisé M. de Clercq, que pour éviter une crise de liquidité, il conviendrait que, d'ici à la fin de la décennie, les banques augmentent chaque année d'environ 5 % le montant de leurs prêts aux pays débiteurs.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UNE MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S.E.U.	8,230	8,230	+ 95	+ 110
S. can.	6,433	6,433	+ 89	+ 116
Yen (100)	3,634	3,633	+ 182	+ 197
DM	3,674	3,674	+ 145	+ 145
DM (100)	2,724	2,724	+ 145	+ 145
F.S.	15,612	15,612	+ 8	+ 8
F.S. (100)	3,719	3,717	+ 361	+ 375
L. (1 000)	4,963	4,960	- 131	- 187
L. (1 000)	11,633	11,633	+ 348	+ 395

## TAUX DES EUROMONNAIES

	3/16	5/16	7/16	10/16	12/16	15/16	18/16	21/16	24/16
DM	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
DM (100)	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
F.S.	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8
F.S. (100)	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8
L. (1 000)	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8
L. (1 000)	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8	1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de notation par une grande banque de la place.

# INDUSTRIE

**Le choc de deux logiques**

(Suite de la première page.)

L'aménagement du territoire a toujours navigué entre ces deux idées : au nom de la justice et du rattrapage régional, il importe, par une politique volontariste et constante de péréquation, d'orienter en priorité les emplois disponibles vers les zones frappées par une crise économique profonde et structurelle ; mais, au nom de l'efficacité et de la compétitivité, il faut renforcer les « points d'ancrage » de l'économie moderne. Aider les uns sans brimer les autres, c'est devenu presque la quadrature du cercle régional en période de « croissance zéro », surtout à l'heure de la décentralisation qui ouvre évidemment un champ d'initiatives beaucoup plus large aux régions riches qu'aux régions de queue de peloton.

## Age d'or en trompe l'œil

Aussi, puisque priorité est donnée à la modernisation industrielle et puisque les temps sont à l'austérité, faut-il encore s'acharner à « faire de l'industrie » (et quelle industrie?) dans des régions qui manifestement n'en ont ni l'habitude, ni le goût, ni les moyens, ou bien, qui, traumatisées par les effondrements qui les guettent, considèrent comme une tâche surhumaine la diversification et l'innovation et préfèrent cultiver un âge d'or désormais en trompe l'œil.

Avec le temps, la notion de l'aménagement du territoire devient ambiguë. Comment la situer désormais à côté de la décentralisation institutionnelle, de la politique des firmes nationales et des multinationales, de la planification, de l'essor du régionalisme, du jeu des investissements étrangers, de la politique européenne ? La crise aidant, les difficultés de l'emploi occupent tout les esprits et la DATAR passe 90 % de son temps « branchée » sur l'économie. Bien qu'elle soit un service du premier ministre, les faits la conduisent à travailler dans l'orbite, quand ce n'est pas sur les platebandes des ministères de l'économie et de l'industrie. Elle s'en est dotée les moyens, avec ses propres réseaux

enracinés patiemment depuis quinze ans dans le pays : bureaux de démarchage industriel à l'étranger, commissaires à la rénovation rurale ou à l'industrialisation, budgets des primes et, maintenant, coordination de l'animation et de la formation économique locales... au niveau central.

## Rugosité

La situation en Lorraine, dans le Nord et dans les autres pôles de conversion, les nouvelles responsabilités confiées à M. Fabius, accentuent encore le caractère industriel de la DATAR et, par là même, occultent ou réduisent les autres missions dont elle pouvait se prévaloir. Aux très beaux jours du « règne » de M. Jérôme Monod on avait même vu la DATAR s'intéresser, avec l'aval du gouvernement, à l'utilisation la plus judicieuse des terrains occupés en centre-ville par des prisons qu'on prévoyait de transférer.

Aujourd'hui, il est demandé à la DATAR d'être auprès de M. Fabius un secrétaire d'Etat à la Lorraine et de mener à bien les contrats de plan, surtout celui de Corse et de Lorraine, précisément, qui ont pris bien du retard. Les relations ont toujours fait une belle part à la rigidité, entre la rue de Grenelle et l'avenue Charles Floquet. Avant 1981, comme après. Ce qui n'empêche pas les chargés de mission de la DATAR de persister : « Vous nous voyez très heureux qu'enfin un ministre de l'industrie s'intéresse aux affaires régionales. Il nous a d'ailleurs emprunté deux ou trois bons dossiers... »

La Lorraine sidérurgique sera-t-elle plus prioritaire que les autres régions sinistrées ? A la DATAR d'y veiller, et cela commence mal. Alors que l'hôtel Matignon jurait, il y a deux mois, que la liste des quatorze pôles ne serait pas allongée, quelles que soient les pressions, le « talent » de M. Gaston Defferre (assis à côté du chef de l'Etat au conseil des ministres) a abouti au classement (officiel) de For en quinzième

place, et la DATAR ni M. Mauroy n'ont bronché. L'arrêt à terme de l'usine d'Ugine-Aciéries peut justifier la décision, mais M. Bernard Attali et ses experts devront veiller - s'ils ne veulent pas se déconsidérer - à ce que MM. Bérégovoy, Delors, Crépeau, Rocard, Fabius ne fassent pas en sorte que Nancy, Clichy, La Rochelle, Conflans-Sainte-Honorine ou Grand-Quevilly, décrochent aussi les tapis rouges des subventions aux chefs d'entreprise.

Ce tournant de la politique régionale apparaît sous un dernier angle quand on apprécie les moyens utilisés. Jusqu'à maintenant les gouvernements avaient recouru essentiellement aux subventions (50 000 francs par emploi dans certaines zones) pour inciter les entreprises à investir ici plutôt qu'ailleurs. Désormais à ces méthodes économiques peu orthodoxes, obscures, et au dire même du patronat relativement inefficaces (combien de chasseurs de primes n'en ont pas bénéficié?), on préfère des solutions plus radicales et plus incitatives comme l'exemption des charges sociales, l'éventail offre de multiples possibilités, fiscales, réglementaires, bancaires.

Mais il faudra trouver une limite pour que l'incitation à l'industrie ne mette pas en péril les ressources des collectivités locales. Déjà affaiblies par la baisse du niveau de vie des habitants et le marasme commercial, les villes du bassin sidérurgique de Lorraine, pour ne citer qu'elles, pourront-elles longtemps supporter leur trésorerie sur l'autel des « entrepreneurs-sauveteurs ». Sans l'invention d'un système de répartition au niveau départemental ou régional des impôts locaux, voire des subventions, à la faillite des industries elle-même risque de s'ajoutera la faillite tout court de Roanne, Rombas, Saint-Etienne, Longueville, La Seyne... La « réforme cassette » de la taxe professionnelle en 1984 et celle des quatre impôts locaux en 1985 fourniront l'occasion, au chapitre du développement régional aussi, d'une radicale « mise au net ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

## ÉTRANGER

**Les États-Unis suppriment les contrôles à l'exportation sur certains instruments de mesure**

Le département américain du Commerce a, le 26 avril, annulé les contrôles à l'exportation sur certains instruments de mesure utilisant des microprocesseurs, afin d'en faciliter les ventes à l'étranger. Cette mesure, décidée après des mois de discussions entre les départements du Commerce et de la Défense, dispensera de ces contrôles, effectués pour des raisons de sécurité nationale, environ deux cents instruments de mesure, pour les ventes vers tous pays, à l'exception de la Libye, de la

Cordée du Nord, du Cambodge, du Vietnam et du Cuba.

Parmi les quelques deux cents produits « exonérés de contrôle » figurent les instruments de mesure de la pollution, de mesure pétrolière, des compteurs gamma pour les tests médicaux et des instruments de mesure des revêtements anticorrosion. Six mille cinq cents demandes d'autorisation d'exportation de ces produits avaient été soumises, en 1983, au département du Commerce. (AFP.)

**Echec des négociations sur les trente-cinq heures**

**LES MÉTALLURGISTES OUEST-ALLEMANDS VONT SE PRONONCER SUR LE MOT D'ORDRE DE GRÈVE**

La fédération des métallurgistes ouest-allemands, IG Metall, qui revendique 2,5 millions d'adhérents, a décidé, le 25 avril à Francfort, d'engager la procédure menant à la grève dans la branche pour appuyer sa revendication de la semaine de trente-cinq heures sans réduction de salaire.

Le comité directeur de l'IG Metall a prononcé l'échec officiel des négociations avec le patronat après deux rencontres avec l'organisation des employeurs, le Gesamtmetall, et des réunions régionales qui se sont révélées infructueuses. Selon la procédure, les métallurgistes ouest-allemands doivent être consultés sur le mot d'ordre de grève, qui doit être approuvé par 75 % des voix pour devenir applicable immédiatement. Le vote se déroulera au début du mois de mai dans les dix-sept régions tarifaires que compte la RFA, et l'IG Metall a déjà fait savoir qu'elle serait en mesure de verser 330 DM (environ 1 000 F) d'indemnisation par semaine aux grévistes.

La fédération patronale a déjà indiqué qu'elle répondrait par le lock-out des 33,5 millions de salariés de la branche si la grève était votée.

## Aux États-Unis

**LES PRIX N'ONT AUGMENTÉ QUE DE 0,2 % EN MARS**

Washington (AFP, UPI). - L'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,2 % en mars contre 0,4 % en février et 0,6 % en janvier. Cela porte à 5 % le rythme annuel d'accroissement du coût de la vie pour les trois premiers mois de 1984, indique le département du travail (+ 4 % par rapport à mars 1983).

Ces résultats coïncident pour l'instant avec les analyses de nombreux économistes, qui prévoient que l'inflation se situera en 1984 au niveau de 5 %. Les prix de détail avaient augmenté de 3,8 % en 1983, ce qui représentait le taux d'inflation le plus bas depuis une décennie. Pour le mois de mars, une baisse (- 0,1 %) des prix des denrées alimentaires, la première depuis juillet 1983, a contrebalancé la première hausse (1 %) du prix de l'essence depuis six mois. L'indice s'est situé à 307,3 (base 100 en 1967), ayant enregistré sa plus faible augmentation depuis mars 1983 (0,1 %).

**En visite à Nancy M. LAURENT FABRUS ANNONCE LA CRÉATION DE 4 000 EMPLOIS EN LORRAINE**

M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, devait annoncer, le 26 avril à Nancy, plusieurs mesures en faveur de la Lorraine. Parmi ces mesures, les plus importantes concernent la création de quelque 4 000 emplois, dont 2 000 environ dans le secteur public avec Renault, la CGE (Thomson et Rhône-Poulenc), 1 000 pour les entreprises privées et 1 000 dans le secteur tertiaire. Par ailleurs, un important effort pour la recherche va être engagé (création de 30 postes supplémentaires de chercheurs, et deux pôles de productivité et d'innovation, ouverture d'un crédit de 48 millions de francs).

Dès l'arrivée de M. Fabius à Nancy (il devait recevoir tour à tour les syndicalistes, puis les élus et les responsables économiques de la région), plusieurs centaines d'ouvriers, venus de Gandrange et de Rombas, ont bloqué des artères de la ville et les forces de l'ordre ont dû intervenir. Une voiture de TF 1 a été endommagée par des manifestants qui avaient commencé à dévaster la place Stanislas. Par ailleurs, une opération escargot a perturbé la circulation sur l'autoroute Metz-Nancy.

Production industrielle. - La croissance de la production industrielle, enregistrée depuis l'été, a marqué une pause en avril, estimant les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE. « En dépit de l'amélioration de la demande étrangère, les carnets se dégringolent légèrement, retrouvant leur niveau du début de l'année », indique l'enquête. Selon les chefs d'entreprise, la production, dans son ensemble, devrait se stabiliser au cours des prochains mois. Les industriels sont, d'autre part, moins nombreux qu'en début d'année à envisager des hausses de prix.

### ECO-INFORMATIQUE. MISEZ SUR LA BONNE STRATEGIE.

Choisir un système informatique, c'est une décision importante. Une décision qui demande réflexion et anticipation, comme le joueur d'échecs qui développe sa stratégie.

Pour réussir votre stratégie informatique, vous avez un partenaire : Eco-Informatique.

En 1977, Eco-Informatique crée la première boutique de micro-informatique en France.

Aujourd'hui, Eco-Informatique est un réseau de 13 boutiques spécialisées dans le conseil et la distribution de micro-ordinateurs.

Pour la meilleure stratégie en matière de micro-informatique, contactez-nous.

**Eco-informatique**  
la compétence logique

ECO-INFORMATIQUE FRANCE, 7, rue Pasteur, 75006 Paris, tél. 01 42 54 54 00.

PARIS : 92, rue Saint-Louis, 75007, tél. 01 47 28 29 83. AULNAY-BOIS (93) : 10, rue de la République, 93010, tél. 01 48 30 30 30. BOULOGNE-BILLANCOURT (75) : 10, rue de la République, 75016, tél. 01 47 30 30 30. CLAMART (92) : 10, rue de la République, 92300, tél. 01 47 30 30 30. COLOMBES (92) : 10, rue de la République, 92300, tél. 01 47 30 30 30. Clichy (92) : 10, rue de la République, 92300, tél. 01 47 30 30 30. GENnevilliers (92) : 10, rue de la République, 92300, tél. 01 47 30 30 30. LEVALLOIS-PERRET (75) : 10, rue de la République, 75011, tél. 01 47 30 30 30. LILLE (59) : 10, rue de la République, 59000, tél. 03 20 30 30 30. LYON (69) : 10, rue de la République, 69000, tél. 03 78 30 30 30. MARSEILLE (13) : 10, rue de la République, 13000, tél. 03 78 30 30 30. METZ (57) : 10, rue de la République, 57000, tél. 03 83 30 30 30. NANTES (44) : 10, rue de la République, 44000, tél. 02 40 30 30 30. NICE (06) : 10, rue de la République, 06000, tél. 03 93 30 30 30. ORLÉANS (45) : 10, rue de la République, 45000, tél. 02 38 30 30 30. PARIS (75) : 10, rue de la République, 75000, tél. 01 42 30 30 30. ROUEN (76) : 10, rue de la République, 76000, tél. 03 21 30 30 30. STRASBOURG (67) : 10, rue de la République, 67000, tél. 03 88 30 30 30. Toulon (83) : 10, rue de la République, 83000, tél. 03 89 30 30 30. TOULOUSE (31) : 10, rue de la République, 31000, tél. 03 61 30 30 30. VALENTIGNEY (54) : 10, rue de la République, 54000, tél. 03 83 30 30 30. VITRY-SUR-SEINE (77) : 10, rue de la République, 77000, tél. 03 25 30 30 30.

**Meyrowitz**  
OPTICIEN

**LUNETTES**  
mut de Cartier

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR.  
5 RUE DE CASTELLONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

**LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS**

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

**DECISION**  
REPORTAGE

هكذا من الأصل



# INDUSTRIE

APRÈS AVOIR DEMANDÉ UNE SUSPENSION PROVISOIRE DES POURSUITES

## Le groupe Creusot-Loire a trois mois pour présenter un plan de redressement

Le conseil d'administration de Creusot-Loire, réuni le 25 avril, a décidé de demander à bénéficier d'une suspension provisoire de poursuites. Si le tribunal de commerce de Paris se prononce en faveur de cette procédure - sa réponse, probablement positive, devrait prendre deux ou trois semaines - toutes les créances du groupe seront gelées pendant trois mois, délai qui doit être mis à profit pour établir un plan de redressement et d'apurement collectif du passif.

Creusot-Loire, la première entreprise de mécanique (qui compte

Creusot-Loire a bénéficié de deux plans de sauvetage depuis 1981, dont le dernier avait été signé avec les pouvoirs publics en novembre 1983. Ce second plan devait permettre au groupe de mobiliser 6 milliards de francs au total. Des prêts du FDES et des banques lui étaient accordés à des taux préférentiels pour 2,1 milliards de francs. Le groupe se séparait, pour 1,25 milliard de francs, de la partie très déficitaire de sa sidérurgie reprise par Usinor et Sacilor et vendait un ensemble d'activités, en partie (Creusot-Loire entreprise notamment).

De leur côté les actionnaires, selon le protocole signé, devaient apporter 720 millions de francs qui se répartissent entre Schneider (220 millions de francs d'augmentation de capital par compensation de créances, et 200 autres millions en numéraire à venir à la mi-1984 puis 100 millions de francs en 1986) et les autres actionnaires (200 millions de francs dont 100 pour la Compagnie générale d'industrie et de participation). Par ailleurs, Schneider garantissait pour 200 millions de francs les prêts du FDES.

Cet accord était pourtant jugé insuffisant par M. Pineau Valencienne, PDG de Creusot-Loire et de Schneider, dès sa signature. Début mai, le groupe réclamait une nouvelle aide dont l'essentiel consistait en la transformation des prêts de l'Etat et des banques en fonds propres (le Monde du 12 avril). Les raisons invoquées par M. Pineau Valencienne sont de trois ordres. D'abord, explique-t-il, la conjoncture a été plus mauvaise que prévue lors des négociations de 1983. Ensuite, la cession des activités a été plus coûteuse que prévu. Enfin, et c'est là le principal, se posait le problème de Phoenix Steel. Cette filiale sidérurgique américaine est en suspension de poursuites aux Etats-Unis. Le juge américain peut réclamer au gérant de fait (Creusot-Loire en possède 76 %) de rembourser les dettes accumulées auprès des banques (environ 300 millions de francs) et de verser des fonds de pension (100 millions). Va-t-il le faire ? Creusot-Loire l'ignore, mais il doit en toute logique s'y préparer et « provisionner » les sommes équivalentes à son bilan de 1983 ; au risque d'ailleurs, le fait est de renforcer la conviction du juge que Creusot-Loire porte bien la responsabilité de la délicate de Phoenix Steel.

Or, si Creusot-Loire « provisionne » cette somme, son déficit 1983 atteint 1,3 million de francs et... sa situation nette devient négative. De ce fait, le groupe est dans l'impossibilité d'effectuer l'augmentation de capital prévue aux termes des accords. Les fonds apportés devraient, en effet, être débloqués immédiatement pour couvrir les pertes, et les petits actionnaires seraient en droit d'attaquer la direction du groupe.

M. Pineau Valencienne, discrètement, puis moins discrètement, a donc tiré la sonnette de l'Etat. Les pouvoirs publics, de nouveau mis à contribution pour « couvrir des

pertes », ont refusé, considérant qu'ils avaient tenu leurs engagements. Ils attendaient que Creusot-Loire et ses actionnaires fassent de mieux. Les ministères de l'économie et de l'industrie ont même fait paraître un communiqué commun, quelques heures avant la réunion du conseil d'administration, pour - chose inhabituelle - le préciser publiquement. Dans la partie de bras de fer engagée, le gouvernement ne cédait pas.

Prenant acte de ce refus, le conseil de Creusot-Loire a donc réclaté la suspension provisoire des poursuites. Cette procédure gèle les dettes, y compris celles de Phoenix Steel. Toutefois, prévenant, le groupe provisionnait 350 millions de francs pour risques. Son déficit atteint donc au total 1 796 millions de francs.

Les nouveaux saisis de trois mois sont mis à profit pour redresser avec les pouvoirs publics. Accepteront-ils ? C'est probable, mais cette fois ils exigeront que la lumière soit faite sur un point resté obscur : l'actionnariat du groupe Schneider. Qui est Schneider ? Qui sont ses actionnaires ? M. Pineau Valencienne a toujours été discret à ce sujet. Si les rumeurs d'auto-censure du groupe sont en partie fondées - mais rien ne prouve qu'elles le soient - le groupe manque d'actionnaires importants capables d'apporter de l'argent frais à Schneider et à sa filiale.

Voilà bien le premier problème de Creusot-Loire. Le second est de définir une réelle stratégie industrielle pour ce groupe situé sur des activités dont certaines sont prometteuses, mais dont d'autres posent question.

ERIC LE BOUCHER.

## Les chantiers navals Nord-Méditerranée annoncent plus de trois mille suppressions d'emplois

M. Jacques Dollo, président des chantiers du Nord et de la Méditerranée (NORMED), devait exposer devant le comité central d'entreprise, le 26 avril à Paris, les grandes lignes du plan de redressement financier du groupe et les dispositions qui en découlent en ce qui concerne l'emploi. Plus de trois mille suppressions de postes devraient être annoncées.

La semaine prochaine, c'est Alsthom-Atlantique, filiale du groupe nationalisé CGE, qui convoquera les représentants syndicaux. L'entreprise envisage 2 100 suppressions d'emplois dans la Base Loire, dont 1 210 départs en préretraite.

Depuis sa création, le 21 décembre 1982, par la fusion entre les chantiers de France-Dunkerque, ceux de La Ciotat et les Constructions navales et industrielles de la Méditerranée (groupe Harlec), la situation financière de NORMED n'a fait qu'empirer. L'accroissement de la crise mondiale de la construction navale, qui touche la France comme tous les pays européens, n'a pas facilité les choses. Et NORMED, groupe privé dans lequel Schneider détient 37 % du capital, est en fait en état de commandite publique puisque c'est le gouvernement qui assure les échéances en versant chaque mois des subventions d'équilibre.

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Guy Lengagne, avait annoncé, le 1<sup>er</sup> mars, que les objectifs de production de tous les chantiers navals devaient être substantiellement revus en baisse, tout en maintenant les objectifs optimistes affichés par M. Louis Le Penec en 1982 lorsque celui-ci était ministre de la mer.

NORMED, avec ses trois chantiers de Dunkerque, La Ciotat et La Seyne, ne devrait pas dépasser une capacité de 140 000 à 160 000 tonnes de jauge brute compensées (TJBC) à l'horizon 1986, soit une baisse de plus de 30 %.

Quant aux conséquences sur l'emploi, elles devraient être les suivantes : 2 360 salariés à Dunkerque au lieu de 3 120 aujourd'hui ; 3 449 à La Ciotat (3 729) et 1 771 à La Seyne (3 803). Ce qui aboutit à la suppression de plus de 3 000 emplois.

Selon quelle procédure ? Evidemment, NORMED, qui pour des motifs sociaux imposés par le gouvernement, s'est engagé à ne fermer aucun site, aura d'abord recours aux préretraites et aux départs volontaires pour environ 1 500 personnes. Mais, pour au moins 1 500 autres, il faudra faire appel à la procédure des congés-conventions, essentiellement dans les deux usines de l'Etat.

Si La Ciotat doit rester le point fort du groupe et le chantier le plus compétitif, en revanche il faut s'attendre à des difficultés graves à La Seyne et à Dunkerque, où quelque 3 000 salariés seront frappés de chômage partiel à l'automne.

Le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) termine ses audits sur la situation de NORMED dans le but de proposer rapidement aux pouvoirs publics un plan de restructuration en profondeur. On estime à quelque 2 milliards de francs les besoins financiers de l'entreprise pour la seule année 1984, sans quoi elle se verrait obligée de déposer son bilan.

Une situation financière désastreuse, marquée par une quasi-absence de fonds propres, dont les dirigeants actuels se sont rendus compte en juillet dernier, après des analyses précises des bilans de l'établissement de La Seyne. C'est ainsi que les coûts relatifs à la construction du paquebot *Fairplay* (qui vient d'être livré à son armateur américain) ont été gravement sous-évalués. « Il aura fallu deux fois plus d'heures de travail que prévu pour construire ce navire », indique-

tion au siège du groupe. Quant aux frégates commandées par la marine militaire d'Arabie Saoudite (trois seront construites à La Seyne), elles devaient, lorsque la commande fut prise, dégager un profit pour le chantier, mais, au moment de la livraison, ce ne sera vraisemblablement pas le cas.

### Une situation « intenable »

A l'avenir, NORMED cherchera à spécialiser ses trois établissements : La Ciotat pour les navires civils, y compris les paquebots (pour lesquels la concurrence des chantiers finlandais et allemands est redoutable) ; La Seyne pour les bâtiments militaires et le secteur offshore ; Dunkerque pour les navires spécialisés et, par exemple, les transporteurs de produits chimiques (une commande de deux navires de 24 000 tonnes vient d'être passée par des armateurs français, avec l'aide des pouvoirs publics, qui se refusent toujours à en dévoiler l'identité).

NORMED est à l'aube d'une profonde remise en ordre, non seulement parce que la situation financière immédiate et la conjoncture maritime mondiale très déprimée l'imposent, mais aussi parce que la situation juridique et sociale de l'entreprise rend « intenable » les fonctions et le rôle des principaux dirigeants. Voilà, en effet, un groupe privé quasiment sans ressources, dont le président doit tout de même rendre des comptes devant un conseil d'administration et des actionnaires, placé sous tutelle financière du CIRI et attendant le chèque de l'Etat pour boucler ses fins de mois. Ce n'est, à l'évidence, pas la meilleure façon de redonner confiance aux salariés ni aux armateurs français et étrangers qui sont à même - mais en nombre très réduit - de passer des contrats.

F. Gr.

### SYMBOLIQUE

Creusot-Loire demandait de bénéficier d'une « suspension provisoire des poursuites », voilà qui va faire quelque bruit dans le monde industriel et financier. La tradition française, établie depuis de longues années, voulait en effet qu'un groupe de cette taille ne soit pas accusé à une telle démarche : on trouvait des « arrangements » avec l'Etat - quitte à mettre en scordie le discours libéral - au nom de la défense de l'emploi ou de l'intérêt national. Bref, la socialisation des pertes était entrée dans les mœurs.

En refusant de venir une nouvelle fois en aide à Creusot-Loire, le pouvoir a pris une décision symbolique. Considérant que la puissance publique dans cette affaire a fait son devoir, il demande aux actionnaires de l'entreprise - essentiellement le groupe Schneider - de faire le leur. Les adversaires déclarés de l'interventionnisme de l'Etat s'en réjouiront sans doute...

M. Pineau-Valencienne se trouve donc aujourd'hui dans une situation difficile dont il a hérité. Egalement président de Schneider, à lui appartient de dégager les moyens de tirer Creusot-Loire de l'ornière. La peut-il ? Les structures financières de l'ensemble Schneider sont si complexes qu'il est bien difficile de se prononcer. Au cas où il ne pourrait pas, qu'advient-il ? L'Etat peut, à juste titre, marquer son refus de soutenir à bout de bras ou de nationaliser d'une manière ou d'une autre les canards boiteux, quelle que soit leur taille. Pourra-t-il cependant abandonner à son sort le plus grand groupe français de mécanique lourde ?

E.L.B.

22 500 salariés et 29 300 si l'on ajoute les effectifs de sa filiale nucléaire FRAMATOME) et la principale filiale du troisième groupe privé français, Schneider, se trouve ainsi placé devant des tribunaux. L'affaire est d'importance et n'est pas sans rappeler la faillite du numéro deux de la construction électrotechnique allemande, AEG-Telefunken.

Le conseil d'administration a pris le risque d'inquiéter sa clientèle et, au-delà, d'altérer la signature d'un groupe français connu mondialement. Avait-il le choix ?

### La SPP

La procédure dite de *suspension provisoire des poursuites* et d'apurement collectif du passif a été créée par une ordonnance du 23 septembre 1967 et complétée par un décret du 31 décembre 1967 (1).

Elle est réservée aux entreprises dont la disparition causerait un « trouble grave » de l'économie nationale ou régionale. Il s'agit donc de toutes les entreprises de la taille de Creusot-Loire. Pour qu'elle soit accordée, il faut que :

la situation de l'entreprise, tout en étant difficile, ne soit pas irrémédiablement compromise (aucun cas on prononce la cessation de paiement) ;

le redressement de l'entreprise puisse intervenir dans un délai inférieur à trois ans.

Le tribunal de commerce peut être saisi par le débiteur, qui doit exposer ses motifs (ce qui est le cas pour Creusot-Loire), par un créancier représentant au moins 15 % des créances, ou bien

encore d'office par le tribunal. Ce dernier peut prononcer la procédure pour un délai n'excédant pas trois mois et pouvant être exceptionnellement prolongé d'un mois. Le président du tribunal remplit la fonction de juge-commissaire et nomme un curateur, qui surveille toutes les opérations de l'entreprise.

L'essentiel est que le jugement suspende toute poursuite individuelle des créanciers : l'entreprise n'a donc plus le droit de payer une créance quelconque.

Un mois avant l'expiration du délai, l'entreprise, assistée du curateur, dépose un plan de redressement et d'apurement collectif du passif. Le tribunal peut rejeter ce plan et prononcer alors le règlement judiciaire. Il peut aussi imposer le remplacement des dirigeants de l'entreprise.

(1) Francis Lecomte, *Droit commercial*, éd. J. Delmas et C<sup>o</sup>.

de blessés - les locaux étant déserts à cette heure - a été provoquée par un engin incendiaire artisanal, constitué d'un bûcher d'extincteur, d'une bouteille de gaz et d'une mèche lente, déposés sur le rebord de la fenêtre. L'attentat n'avait pas été revendiqué à 23 h 30.

## UN AVENIR A PRENDRE

Les nouveaux outils, ça change la vie. Finie l'éternelle monotonie des tâches répétitives. Vous allez découvrir une autre façon de travailler. D'autres libertés, d'autres droits, d'autres plaisirs. Quelque chose comme une deuxième naissance. L'avenir s'apprend dès aujourd'hui. Ensemble.

Salariés, syndicalistes, chefs d'entreprise, téléphonez dès aujourd'hui au (1) 787.19.90. Des spécialistes vous expliqueront à partir du 2 mai comment vous emparer de la nouvelle loi sur la formation professionnelle des adultes.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE





# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

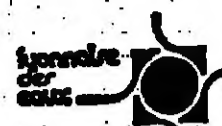
## DOCKS DE FRANCE

Les recettes consolidées provisoires, toutes taxes comprises, pour le premier trimestre de 1984, s'élèvent à 4 065 millions de francs.

La progression globale sur le premier trimestre de 1983 est de 4,4 %; elle se trouve portée à 5,5 % à magasins constants.

Le groupe Docks de France vient par ailleurs d'ouvrir deux nouveaux hyper-marchés, à Mantes-la-Jolie (Seine-et-Marne) et le 17 avril à Montgeron-Vigneux (Essonne).

Les chiffres d'affaires de la période d'ouverture ont été dans les deux cas très satisfaisants.



## SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE

Le conseil d'administration de la Lyonnaise des Eaux, réuni le 25 avril 1984, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires TTC s'est élevé à 2,645 milliards, en hausse de 14,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 192 millions de francs contre 155 millions de francs en 1982 et 183 millions de francs en 1981.

La marge brute d'autofinancement s'élève à 493 millions de francs en 1983 contre 340 millions de francs en 1982 et 446 millions de francs en 1981.

Après la prise en compte des pertes et profits exceptionnels, des compléments et reprises de provisions et de l'impôt

sur les sociétés, le bénéfice net de l'exercice s'est établi à 126,7 millions contre 107,8 millions de francs en 1982, soit une hausse de 17,5 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 1984 la mise en distribution d'un dividende par action de 31 F auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 15,50 F.

Ce montant est à comparer à un dividende de 29,50 F au titre de l'exercice précédent pour les 2 604 484 actions anciennes et de 14,75 F pour les 368 161 actions nouvelles provenant de l'augmentation de capital réalisée le 3 janvier 1983.

Le conseil a également examiné la suite du processus de restructuration financière du groupe de la Lyonnaise des Eaux, entamé à la fin de 1983, qui sera soumis pour approbation à une assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 27 juin prochain. Un communiqué détaillé sur les questions soulevées à cette assemblée sera prochainement publié.

Le conseil d'administration examinera, le 23 mai prochain, les comptes consolidés qui enregistreront la répercussion des difficultés qu'ont connues plusieurs filiales en 1983. Le montant des résultats consolidés, pour la part du groupe, sera, du même ordre de grandeur que celui de l'année précédente.

## UNION GÉNÉRALE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS

Le Conseil d'administration s'est réuni le 20 avril 1984 pour arrêter les comptes de l'exercice 1983 et prendre connaissance du compte rendu d'activité de la société.

Dans un marché local toujours très soutenu, la société a enregistré à ce jour que trois appartements temporairement vacants sur un total de mille huit cent vingt-quatre. Par ailleurs, les 25134 mètres carrés du domaine commercial sont entièrement loués.

Les recettes locatives intégrant les fruits du nouvel immeuble de bureaux de Marne-la-Vallée ainsi que les indemnités compensatrices passées de 62780000 francs à 69104000 francs, progressent ainsi de 10 %.

Après affectation de 7657000 francs aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net s'est établi à 50 652 000 francs, contre 47 451 000 francs.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 22 juin 1984, la distribution d'un dividende de 17,60 francs par action, contre 16,50 francs en 1982.

L'état d'avancement des travaux de l'immeuble de trente-trois appartements à Issy-les-Moulineaux, dont l'achèvement doit intervenir dans les premiers mois de l'année 1985, est conforme aux prévisions établies.

## COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE CFAO

Le conseil d'administration, dans sa séance du 25 avril 1984, a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le bénéfice net, après tous amortissements, provisions et impôts, s'élève à 78 690 590,23 francs, en progression de 13,17 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Concernant les comptes consolidés du groupe, la méthode de consolidation a été mise en harmonie avec la pratique habituelle des groupes de sociétés et les règles préconisées par le conseil national de la comptabilité et la commission des opérations de Bourse.

Le chiffre d'affaires consolidé ressort à 11 220 millions de francs, en augmentation de 10,15 %. Malgré une baisse du résultat d'exploitation (204,6 millions de francs en 216,4 millions de francs à méthode égale contre 427,9 millions de francs en 1982) due à la conjoncture difficile qui prévaut en Europe et en Afrique, le résultat net consolidé, après tous impôts et pertes et profits divers est satisfaisant, pesant de 116 millions de francs à 177,5 millions de francs (123,8 millions de francs à méthode de consolidation égale).

Le conseil d'administration a décidé par ailleurs de procéder à une augmentation de capital en souscrivant le montant et les modalités seront arrêtées le 9 mai 1984 lors d'une réunion spéciale du conseil d'administration.

L'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 1983 sera convoquée le 20 juin 1984 à 10 h 30 au siège social à Marseille. Le conseil d'administration proposera un dividende de 30 francs assorti d'un avoir fiscal de 15 francs, soit au total 45 francs par action, contre 35,25 francs l'année dernière.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire de nommer deux nouveaux administrateurs :

- M. Tristan Vieljeux, président de la Société navale chargement Delmas Vieljeux;
- M. Jean-Pierre Le Cam, directeur général de la compagnie.

destination

### Finlande

Laponie

LAPONIE SAUVAGE et CAP NORD circuit camping

Norvège, Finlande, Suède

15 jours Paris PARIS

F. 7.400

vos agents de voyages en

ALANT'S TOURS

5, rue Danielle-Casanova

75001 PARIS ☎ 296.59.78

Re. 10.53

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

### UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

## SCIENCES-PO

classe préparatoire

NEUILLY ET QUARTIER LATIN

CEPES

57, rue Ch. Laffitte, 83 Neuilly, 75234-94

743.02.19 enseignement universitaire privé

(Publicité)

## L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

recherche pour son siège à Rome candidats des deux sexes pour un poste de

### INTERPRÈTE DE CONFÉRENCE

Le candidat doit savoir interpréter simultanément et consécutivement en français et en anglais ou espagnol à partir d'une ou plusieurs langues de l'Organisation (anglais, arabe, chinois, espagnol et français) et fournir la preuve d'une expérience de sept ans dans ce domaine (de préférence au sein de la famille des Nations unies).

Il doit être titulaire d'un diplôme d'une école d'interprétation internationalement reconnue et/ou d'un diplôme universitaire pertinent.

Envoyer CV détaillé (citer 775-GIC) à : FAO, Central Recruitment, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie, avant le 18 juin 1984.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU CHER PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

### AVIS AU PUBLIC

LIÈGE ÉLECTRIQUE A 2 CIRCUITS 400 KV

BELLEUILLE - SAINT-ÉLOI - BATEY TRONÇON BELLEUILLE - SAINT-ÉLOI

- Ouverture de l'instruction administrative en vue de la déclaration d'utilité publique.
- Publication de l'étude d'impact.

Le préfet, commissaire de la République du département du Cher.

Le préfet, commissaire de la République du département de la Nièvre.

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la ligne à deux circuits 400 000 volts BELLEUILLE - SAINT-ÉLOI, dans les départements du Cher et de la Nièvre, et d'aménagement des lignes existantes entre GARCHY et SAINT-ÉLOI dans le département de la Nièvre.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois, à compter du 9 mai 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- A la préfecture de Cher à BOURGES, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h, du lundi au vendredi inclus ;
- A la préfecture de la Nièvre à NEVERS, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h 30, du lundi au vendredi inclus ;
- A la sous-préfecture de COSNE-COURS-SUR-LOIRE (Nièvre), de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h, du lundi au vendredi inclus ;
- A la mairie des chefs-lieux de cantons de FOUILLY-SUR-LOIRE (Nièvre), aux jours et heures d'ouverture de celle-ci au public :
- A la mairie des communes concernées par l'emplacement : BELLEUILLE-SUR-LOIRE, SURY-PRÈS-LÈRE et LÈRE (Cher) - LA CELLE-SUR-LOIRE, MYÈNNES, COSNE-COURS-SUR-LOIRE, SAINT-ÉLOI, SAINT-PÈRE, FOUIGNY, SAINT-MARTIN-SUR-NOHAIN, SAINT-QUENTIN-SUR-NOHAIN, GARCHY, NARCY, BULCY, VARENNES-LES-NARCY, MÈSVES-SUR-LOIRE, LA CHARITÉ-SUR-LOIRE, LA MARCHE, TRONÇON, CHAMPVOIX, CHAULTON, PARIGNY-LES-VAUX, POUGUES-LES-EAUX, VARENNES-VAUZELLES, COULANGES-LES-NEVERES et SAINT-ÉLOI (Nièvre),
- A la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche de la région CENTRE, 16, rue Adolphe-Lucas-Cornu, 45050 SAINT-JEAN-LE-BLANC, du lundi au vendredi inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- A la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche de la région BOURGOGNE - Côté administrative Dampierre, 21035 DIJON CEDEX, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 17 h 30.

Chacun pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre ouvert à cet effet durant les deux mois.

A Bourges, le 19 avril 1984.

Le préfet, commissaire de la République du département du CHER : Michel GILLARD.

A Nevers, le 19 avril 1984.

Le préfet, commissaire de la République du département de la NIÈVRE : Mohamed BENGAGUEZ.

Pour le préfet, commissaire de la République : Le directeur délégué : Stéphane BARRIER.

## De Beers

### Extraits de l'allocution du Président H. F. Oppenheimer pour 1983

L'exercice 1983 présente une amélioration considérable par rapport à 1982. Cependant, la normalisation entreprise l'an dernier, et que j'avais mentionnée dans ma dernière allocution, ne s'est concrétisée que partiellement, et le marché des grosses pierres de qualité supérieure est resté languissant tout au long de l'exercice.

La valeur comptable de nos stocks diamantaires a augmenté de R421,6 millions (dont R223,4 millions de provision de l'évolution de la parité rand/dollar) et passe à un total de R2 753,9 millions. En dollars des États-Unis, monnaie d'échange du secteur, elle progresse de 163 millions, et atteint \$1852,3 millions.

Le bénéfice de De Beers (y compris notre quote-part des bénéfices réservés des sociétés associées) s'élève à R530,2 millions ou 147,4 cents par action, soit une progression de 20 % sur les R442,5 millions enregistrés l'an dernier. En excluant notre part des bénéfices réservés des sociétés, le bénéfice atteint R 303,4 millions ou 84,3 cents par action, contre R202,5 millions ou 56,3 cents par action, soit une augmentation de 50 %. Bien que le niveau élevé des stocks oblige à une certaine prudence en matière de distribution de dividendes, le conseil a jugé que la progression marquée des bénéfices justifiait une légère augmentation, de 2,5 cents du dividende final, laquelle porte à 40 cents par action le total déclaré pour l'exercice, contre 37,5 cents en 1982.

Nouveaux signes d'amélioration des marchés

Les ventes de la Central Selling Organisation (CSO) s'élèvent pour l'année à \$1 599 millions, soit une progression de \$342 millions, ou 27 %, par rapport à 1982. Les ventes des détaillants sont également en hausse sur celles de 1981 et 1982, et ont été particulièrement satisfaisantes pour les fêtes de fin d'année aux États-Unis. L'exercice 1984 a bien débuté, et la demande qui jusqu'ici privilégiait les petites catégories les moins chères commence à gagner les diamants de qualité moyenne. Mais si les marchés présentent dans l'ensemble une amélioration, la demande reste néanmoins très limitée pour les grosses pierres de qualité supérieure. Nos clients, dont beaucoup ont accusé de sérieuses pertes durant les années de crise, ne sont guère disposés à stocker des marchandises de qualité supérieure, d'autant que les taux d'intérêt restent exceptionnellement élevés. Qui plus est, les banques qui n'étaient que trop disposées à fournir des crédits pendant les années d'essor sont devenues aujourd'hui extrêmement réticentes. On constate de ce fait dans les centres de taille une réduction notable des stocks de diamants et de

de produits souffre davantage de la récession générale et des taux d'intérêt élevés que le commerce des pierres de petite taille et de qualité inférieure. Pourtant, à longue échéance, il y a tout lieu d'avoir confiance dans l'attrait et dans la valeur des grosses pierres de belle qualité. Les gisements diamantifères découverts depuis quelques années produisent en effet pour la plupart des diamants de qualité

inférieure à la moyenne. Les diamants plus gros et plus précieux proviennent surtout des mines anciennes, dont la production est en baisse et continuera de décliner. Les catégories supérieures ne peuvent donc que se raréfier et

prendre de la valeur. L'incertitude de la demande pour ces qualités d'ornement dans l'immédiat un problème certes grave, mais qui ne peut manquer de se résoudre de lui-même si la CSO continue de guider fermement le marché en périodes de crise, telles que celle que nous venons de traverser. Loin d'être trop inquiet des stocks importants que détient De Beers dans ces catégories, je suis au contraire convaincu que, comme c'est le cas à plusieurs reprises, nos difficultés actuelles finiront par tourner à notre avantage et à nous offrir d'excellentes perspectives de profitabilité.

Bénéfices industriels en hausse face à une vive concurrence

Côté industriel, le climat s'est considérablement amélioré en 1981. Cette amélioration a surtout porté sur les synthétiques, bien que les ventes de diamants industriels naturels aient également augmenté en volume. Pour la première fois, les ventes de synthétiques dépassent 100 millions de dollars et les bénéfices des trois usines de synthèse du Groupe, en

Au 31 décembre 1983, nos participations hors du secteur diamantaire s'élevaient à \$ 3 271 millions. Le revenu de ces participations représente R161,7 millions, soit R12,7 millions de plus que l'an dernier, et dépasse sensiblement le coût des dividendes versés sur les actions ordinaires pour l'exercice.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.

L'évolution de la demande industrielle vers les diamants synthétiques risque de créer des difficultés après la mise en exploitation de l'importante mine australienne d'Argyle, puisque cette mine produira surtout des qualités industrielles. Les dispositions à prendre pour faire face aux problèmes de commercialisation constituent une tâche importante que la CSO se bien placée pour assumer.

La production diamantaire des mines du Groupe, y compris De Beers (dont De Beers et de gouvernement du Botswana sont copropriétaires), s'élève à 21 349 522 carats, contre 17 399 815 carats en 1982.

Le Groupe a, durant l'exercice, consacré à la prospection un investissement de R41,4 millions. Il s'agit d'un succès remarquable, la très vive concurrence s'en est fait baisser les prix au fil des années, et la progression des bénéfices provient de la rentabilisation des procédés de synthèse et d'un emploi plus efficace de la main-d'œuvre.



شكرا من الأصل

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 25 avril NEW-YORK 25 avril

### Toujours bien orienté

Un temps de court, un agent de change qui arrive joyeux sur le tapis d'un scooter, un professionnel qui se frotte les mains, et Wall Street qui rit : tous les éléments étaient en place mercredi pour rendre la Bourse gaillarde. Elle se montre exultante mais n'oublie pas, quand même, la grande forme. Cette valeur qui avait baissé récemment, l'autre qui avait progressé rapidement du terrain. Bref, les hausses dominent et, à la clôture, l'Indicateur Instantané enregistrera une nouvelle avance de 0,5 %.

Comme Aldo Maccone, le marché grignote, grignote, grignote... Certains s'attendaient à lui voir un meilleur appétit. Mais dans les milieux boursiers, comme dans les milieux politiques, les avis sont très partagés sur l'évolution des événements. Alors il est comme ailleurs les opérateurs conservent leur calme et se montrent vigilants.

Dans l'ensemble, les professionnels sont assez confiants. Les sentiments en que la Bourse ne s'emballera pas - le temps des folies est passé - mais que, adoptant la politique des petits pas, elle pourrait tranquillement avancer comme cela jusqu'à l'été. « Le mois d'août pourrait être bon aussi », dit-il un grand de portefeuille. Mais c'est donc passé l'euphorie d'antan ? Il est vrai que « rien n'y paraît vraiment, pas plus qu'il n'existe de raison fondamentale de se montrer pessimiste », assure un fondé de pouvoir.

Malgré la nouvelle hausse du dollar, la devise-clé a observé le statu quo pour s'échanger sans grande variation entre 9,90 F et 9,95 F (contre 9,87 F, 9,98 F).

L'or s'est effrité, à Londres, avec l'once de métal pesant à 382,25 dollars (-101 000 F) (-250 F). Le napoleon, lui, s'est aligné (618 F contre 620 F) et le volume des transactions a encore diminué : 19,22 millions de francs contre 19,23 millions.

### Hésitant

Après avoir fluctué pendant la majeure partie de la séance en raison des préoccupations qui continuent à soulever les taux d'intérêt, le marché new-yorkais a conclu la journée de mercredi sur un gain symbolique de 0,63 point pour l'Indice Dow Jones de valeurs industrielles, à 1.653,53. L'atténuation se reflète dans le volume des « paquets d'actions » (10 000 titres), dont un peu plus de 1 600 ont changé de mains à cette occasion, un chiffre qui n'a guère varié d'un jour à l'autre.

Avec près de 1,50 million d'actions à elle seule, Cooper Vision, qui est rachetée par Nasdaq, figure en tête des valeurs les plus actives de la séance, suivies par Colgate et American Telephone, toutes deux avec plus de 1 million de titres échangés. Parmi les valeurs les moins orientées, se sont distinguées notamment les compartiments chimiques, automobile, technologique et quelques grands groupes. Les spécialistes du Big Board soulignent l'indécision qui continue à animer les « blue chips », lesquelles ont largement été à l'origine de la reprise constatée en fin d'après-midi à Wall Street.

Les données statistiques relatives à l'adjudication de bons du Trésor à deux ans n'ont pas entraîné de réaction particulière. Au total, les 8,2 milliards de dollars ont été adjugés à 11,83 %, contre 11,55 % le 2 avril.

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

### LA VIE DES SOCIÉTÉS

**GRUPPE NOUVELLES GALERIES.** - La chaîne intégrée (société mère + filiales contrôlées) a dégagé, pour 1983, un bénéfice net de 56 millions de francs (-10,5 %). La marge brute s'élève à 180 millions de francs, contre 163,4 millions. Le dividende net est maintenu à 2,50 F.

**EPEDA-BERTRAND FAURE.** - Doublément du bénéfice net consolidé pour 1983, qui passe de 67 millions de francs à 140 millions. La part du groupe s'établit à 92 millions de francs, contre 63 millions. Le dividende global est de 48 F, contre 40,50 F.

**ECOCO.** - Le bénéfice net consolidé (part du groupe), pour 1983, baisse de 3,1 % à 62,9 millions de francs. Le dividende net est néanmoins majoré : 73,50 F contre 70 F.

INDICES QUOTIDIENS	
INDICE C.A.E. 9.8	112,1
INDICE C.A.E. 9.9	112,3
INDICE C.A.E. 9.8	112,3
INDICE C.A.E. 9.9	112,3
INDICE C.A.E. 9.8	112,3
INDICE C.A.E. 9.9	112,3
INDICE C.A.E. 9.8	112,3
INDICE C.A.E. 9.9	112,3
INDICE C.A.E. 9.8	112,3
INDICE C.A.E. 9.9	112,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
ESR 3 mois	11,78 %
ESR 6 mois	11,78 %
ESR 12 mois	11,78 %
ESR 18 mois	11,78 %
ESR 24 mois	11,78 %
ESR 30 mois	11,78 %
ESR 36 mois	11,78 %
ESR 42 mois	11,78 %
ESR 48 mois	11,78 %
ESR 54 mois	11,78 %
ESR 60 mois	11,78 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37
1 dollar (en yen)	225,37

# BOURSE DE PARIS Comptant 25 AVRIL

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

VALEURS	Cours de 24 avr.	Cours de 25 avr.
Alcoa	18 1/2	18 3/4
AT&T	15 1/2	15 3/4
Boeing	10 1/2	10 3/4
Chrysler	4 1/2	4 3/4
Deere	4 1/2	4 3/4
Du Pont de Nemours	4 1/2	4 3/4
Eastman	4 1/2	4 3/4
Exxon	4 1/2	4 3/4
General Motors	4 1/2	4 3/4
IBM	4 1/2	4 3/4
Johnson & Johnson	4 1/2	4 3/4
McDonald's	4 1/2	4 3/4
Merck	4 1/2	4 3/4
Microsoft	4 1/2	4 3/4
Motorola	4 1/2	4 3/4
Procter & Gamble	4 1/2	4 3/4
Rockwell	4 1/2	4 3/4
Schlumberger	4 1/2	4 3/4
Spacelabs	4 1/2	4 3/4
Union Pacific	4 1/2	4 3/4
Wendover	4 1/2	4 3/4
Westinghouse	4 1/2	4 3/4
Yale	4 1/2	4 3/4

16	430	430																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
----	-----	-----	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--



## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

- Un entretien avec M. Jean Elieinstein sur l'histoire des socialistes.
- Lettres au Monde.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- La visite de M. Reagan en Chine.
4. AMÉRIQUES
- 5-6. ASIE
- Taiwan face aux infidélités de l'ami américain (III, par Roland-Pierre Parigot).
7. EUROPE
8. AFRIQUE
7. PROCHE-ORIENT

### POLITIQUE

8. La mort de l'ancien ministre Jacques Mérieux.
10. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

### SOCIÉTÉ

- 11-12. Les manifestations pour l'école publique.
20. JUSTICE : la réforme de la détention provisoire pourrait entrer en application dès l'automne.
- SPORTS
- DÉFENSE : nominations militaires.

### LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND PORCOT-DELPECH : Bonheurs des traverses.
14. LA VIE LITTÉRAIRE
16. AU FIL DES LECTURES
18. CENTENAIRE : Parfait Istait, l'homme qui n'adhérait à rien.
17. HISTOIRE LITTÉRAIRE
18. ROMAN : la passion selon Gomma Salem.
19. PORTRAITS : les mystères de Nicole Quenlin Maurer.

### CULTURE

22. MUSIQUE : création de Boulevard Solitude à Nancy.
25. COMMUNICATION : le 100 MIP-TV.

### ÉCONOMIE

27. CONJONCTURE : selon l'INSEE, l'investissement devrait progresser de 2 % en 1984.
28. FINANCES : le FMI obtient de nouvelles lignes de crédit.
- 28-29. INDUSTRIE

**RADIO-TELEVISION (24)**  
**INFORMATIONS**  
« SERVICES » (21) : Au sommaire des revues ; Journal officiel ; Loterie nationale ; Loto ; Arlequin ; Météorologie ; Mots croisés. Annonces classées (26-27) ; Carnet (25) ; Programmes des spectacles (23-24) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 26 avril 1984 a été tiré à 456 587 exemplaires.

**R. RENAUDIN**  
SES CHAMPAGNES  
DE NOBLESSE

BRUT  
RESERVE  
DOMAINE DES CONNARDINS  
MOUSSY PRES EPERNAY  
TEL. : (26) 54.03.41

**HISTOIRE DE LA CORSE**  
publiée sous la direction de  
Paul ARRIGHI  
en EDITION DE LUXE

2 somptueux volumes reliés  
plein cuir présentés sous étui  
de moire pourpre

890 F seulement les 2 volumes  
(facilités de paiement possibles)

BON pour une documentation gratuite

NOM : .....

Adresse complète : .....

A Paris : .....

EPHEDES, R.P. 302, MC 98000 MONACO  
Tel. (93) 50.09.79

A B C D E F G

## REJETANT TOUT ARRANGEMENT A L'AMIABLE

### La Commission européenne continue d'accuser IBM d'abuser de sa « position dominante »

La Commission européenne a rejeté, mercredi 25 avril, les propositions et les arguments d'IBM pour un arrangement amiable dans le différend qui oppose le géant de l'informatique à la Commission, qui l'accuse d'abus de position dominante.

En janvier 1981, après une enquête de plusieurs années, la Commission avait formulé une accusation en bonne et due forme à l'encontre d'IBM. Une liste officielle des « griefs » lui avait été communiquée. Il était surtout reproché au groupe de mener une politique commerciale et tarifaire excluant toute possibilité de concurrence réelle de la part des fabricants de matériels compatibles. Il était précisément fait grief à IBM de « ne pas divulguer à des concurrents les modifications apportées aux spécifications (interfaces) faisant partie de l'architecture existante des systèmes d'ordinateurs IBM avant leur livraison, plaçant ainsi dans une situation désavantageuse les fabricants d'équipements compatibles avec les machines IBM » (le Monde du 30 novembre).

La norme IBM s'imposant peu à peu par le monde, IBM devrait donc, pour éviter d'être en position de quasi-monopole, accepter une certaine transparence de ses matériels. En quelque sorte la rançon de son succès.

IBM refusait bien sûr une telle argumentation. Depuis trois ans, la

firmes n'avait pas ménagé ses efforts pour faire valoir ses arguments auprès de la Commission. Elle avait même reçu le renfort de l'administration américaine. Une procédure similaire poursuivie depuis dix ans au vu de la loi anti-trust américaine avait été brusquement abandonnée en janvier 1982 par la nouvelle administration du président Reagan.

Depuis trois ans, des négociations s'étaient engagées entre la Commission et la compagnie, qui avait formulé des propositions afin d'aboutir à un arrangement. Ce sont ces propositions que la Commission vient de rejeter. Les juristes de Bruxelles vont maintenant travailler à la rédaction d'un texte définitif. Celui-ci pourrait être soumis dès le mois de juin, pour avis consultatif, à un comité regroupant les représentants des dix États membres de la CEE.

L'avis de la Commission pourrait obliger IBM à publier les détails techniques de ses nouveaux produits (les fameux interfaces) dans un délai maximum d'un mois après l'annonce de leur lancement. Une fois cet avis rédigé et approuvé par le comité, IBM en sera formellement avisé et pourra alors faire appel devant la Cour européenne de Luxembourg. D'ici là, les discussions continueront cependant avec la compagnie américaine si celle-ci formule de nouvelles propositions.

## La COMILOG conteste la vente de Bozel Electrometallurgie à Pechiney

La compagnie minière de l'Ogoué (COMILOG) demande au tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) l'annulation de la vente au groupe Pechiney de la société Bozel Electrometallurgie, effectuée par sa mère Nobel Bozel fin 1983 pour la somme de 110 millions de francs.

Pour justifier sa requête, la COMILOG, avance qu'elle avait reçu de M. Daniel Lebar, PDG de Nobel-Bozel, une quasi-promesse de vente, sous réserve de l'accord des banques de Nobel-Bozel. Or, ces banques, principalement le Crédit commercial de France, qui détenaient plus de 300 millions de francs sur le groupe Nobel-Bozel depuis plusieurs années, et sont en train de vendre ce groupe « par appartements », ont, comme elles y étaient autorisées, donné la préférence à Pechiney.

En fait, se profile, derrière ce conflit, une guerre entre producteurs de ferro-manganèse pour délimiter leur zone d'influence. La COMILOG, dont le capital est détenu à 44 % par le sidérurgiste américain US Steel, 30 % par le gouvernement gabonais, et 18 % par le Bureau de recherches géologiques et minières, est l'un des principaux producteurs mondiaux de minerai de manganèse et cherche à s'assurer des débouchés.

Il y a trois ans, elle a repris les activités de ferro-manganèse de Paris-Outreau à Boulogne-sur-Mer, et désirait acquérir Bozel Electrometallurgie, sachant que Pechiney, assez pressé, était sur les rangs. Ajoutons que le puissant producteur norvégien de ferro-manganèse Elkem Spigerverg est, semble-t-il, entré dans le capital de Comilog et nourrit des ambitions.

## Au Portugal

### LA COLLISION ENTRE UN TRAIN ET UN AUTOCAR A FAIT AU MOINS 50 MORTS

Porto (Portugal). (AFP). — Cinquante personnes au moins ont trouvé la mort, ce jeudi 26 avril, et plusieurs dizaines d'autres ont été blessées dans une collision entre un train et un autocar, à Terroalho, dans la région de Porto (nord du Portugal). La collision s'est produite à un passage à niveau. L'autocar transportait des ouvriers travaillant dans une entreprise de la région.

## CINQ VITICULTEURS DE L'AUDE INCULPÉS

Les cinq viticulteurs qui avaient été interpellés mercredi matin dans l'Aude après l'incendie du centre Locler de Carcassonne (le Monde du 26 avril), ont été inculpés, jeudi matin, de dégradation volontaire d'objets mobiliers et de biens immobiliers par substances explosives ou incendiaires. Ils ont été placés en détention provisoire. La tension reste vive dans l'Aude où la mobilisation des viticulteurs semble se renforcer.

## LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise  
75002 Paris  
Tél. : 261.82.70 - L. A681

Singapour - Grande Barrière  
de Corail - Alice Springs - Sydney  
Nouvelle-Zélande - Tahiti  
Rangiroa - Ile de Plagues  
Santiago - Rio

5 semaines de Paris à Paris :  
38 700 F

NOS TOURS DU MONDE 1984  
Du 29 juin au 4 août  
et du 12 octobre au 17 novembre

## Au Liban

### M. RACHID KARAME EST DÉSIGNÉ POUR FORMER LE GOUVERNEMENT

Beyrouth (AFP). — Le président Bechara El-Khouri, a désigné, le jeudi 26 avril, M. Rachid Karame comme premier ministre, a annoncé le directeur de la présidence de la République, M. Joseph Jreissati.

M. Jreissati a indiqué que cette désignation a été décidée au terme des consultations effectuées ces derniers jours par le chef de l'État libanais.

Député de Tripoli, ancien premier ministre, M. Karame est l'un des chefs du Front du salut national (opposition). Il avait été reçu en audience mercredi par le président Gemayel, qui l'a pressenti pour former le gouvernement d'union nationale. M. Karame s'appliquera à y inclure des représentants des principales formations politiques et militaires engagées dans la guerre civile depuis 1975.

## A La Haye, à Londres et à Paris

### DES OPPOSANTS IRANIENS ONT OCCUPÉ DES BÂTIMENTS DIPLOMATIQUES DE LEUR PAYS

Selon des étudiants iraniens à Paris, se présentant comme des membres de l'organisation opposante marxiste-léniniste Fedayins du peuple d'Iran (Fedayins Khala), les ambassades d'Iran à La Haye et à Londres ainsi que le siège de la délégation iranienne auprès de l'UNESCO à Paris ont été occupées, ce jeudi 26 avril au matin, par des militants de cette organisation.

Selon l'Agence France-Presse, l'ambassadeur de la République islamique aux Pays-Bas, M. Hussein Tajgardoun, a été blessé au moment de l'occupation de son ambassade. Il a été transporté en ambulance dans un hôpital de la capitale néerlandaise. Il semble que la police ait réussi ensuite à expulser de l'ambassade la vingtaine de personnes qui l'avaient occupée.

A Londres, le siège de la représentation diplomatique iranienne paraissait toujours aux mains des Fedayins du peuple, jeudi au milieu de la journée, ainsi qu'une délégation iranienne auprès de l'UNESCO, à Paris. L'un des occupants de celle-ci a déclaré par téléphone : « Nous sommes quinze sympathisants des Fedayins du peuple d'Iran. Les diplomates iraniens se trouvent à la délégation y sont toujours de leur propre volonté. Par de telles actions, nous entendons protester contre la répression, les tortures, les exécutions et les procès expéditifs en Iran. Il y a cent mille prisonniers politiques en Iran dont dix mille de notre organisation. Notre direction est collective. C'est nous qui, le 7 novembre 1983, avons occupé pour les mêmes raisons le siège d'Iran-Air sur les Champs-Élysées, à Paris. »

## M. PIERRE BOYER EST NOMMÉ AMBASSADEUR A PRETORIA

Le Journal officiel du vendredi 27 avril annonce la nomination de Pierre Boyer comme ambassadeur de France à Pretoria, en remplacement de M. François Fleisheim.

INÉ le 25 janvier 1923, licencié ès lettres et en droit, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Boyer a été en poste au consulat de France à Stuttgart, puis, après un passage à l'administration centrale (Environnement) aux ambassades de Washington et de Rome. Nommé chef de la division politique du gouvernement militaire français de Berlin en 1965, il est revenu à la direction d'Europe en 1970. Ambassadeur à Malte de 1974 à 1976, il est ensuite retourné à Washington comme ministre conseiller, jusqu'en janvier 1980, date où il a été nommé inspecteur général adjoint des affaires étrangères.

Le Journal officiel annonce également, le même jour, l'extension des attributions de M. Daniel Dupont, ambassadeur à Fidji, à la République de Nauru. M. Dupont avait récemment remplacé à Suva M. Robert Pissant, qui était lui aussi accrédité auprès de la République de Nauru, à Kiribati et à Tonga (le Monde du 6 mars a publié sa notice biographique).

## Sur le vif

### Le prix d'un énarque

Mon bureau, ce n'est pas un bureau, c'est un dépôt. C'est là que finit par atterrir tout ce qui se balade d'étage en étage, des lettres, des coupures de presse, des dépêches d'agences. Tout ce qui, à peine posé sur une table dans la corbeille « arrivée », est immédiatement repoussé dans la corbeille « départ ». Destination : social, étranger, documentation, livres, courrier ou rédaction en chef. Là, ça s'arrête. Et ça repart. Et ça monte et ça descend, de service en département. Et ça se range. Et ça ressort. Et ça disparaît. Et ça revient jusqu'à ce que quelqu'un se dise : tiens ! si on s'en débarrassait en l'envoyant à Sarraute.

C'est ainsi que, ce matin, j'ai découvert un trésor, un vrai bijou. La réponse à une petite annonce parue dans nos colonnes, une annonce intitulée Offrez-vous un énarque. Vous vous souvenez ? Elle avait fait grand bruit.

« Messieurs, nous écrit ce lecteur, je lis avec un grand intérêt votre annonce Offrez-vous un énarque. Retenu et vivant seul, mais non dépourvu de moyens financiers, je serais prêt à m'en offrir un, mais je veux être sûr de la

qualité et des besoins inhérents à l'énarque en appartement. Pourriez-vous m'indiquer, en conséquence, quel est le prix moyen que cela coûte, s'il y a différents aspects, est-ce qu'ils sont souvent malades, est-ce qu'ils s'entendent bien avec les chats, sont-ils acceptés dans les hôtels, supportent-ils les nourritures en boîte, sont-ils agressifs avec les enfants, doit-on leur mettre une laisse en ville, etc.

« Vous m'excuserez, je l'espère, pour cette avalanche de questions, mais vous voyez, je m'étais acheté il y a quelques années, en réponse à une annonce assez semblable, un minet.

« Jusqu'à sa mort prématurée par strangulation, j'eus les plus grandes difficultés : il répétait tous les jours les mêmes choses avec un air de suffisance exorbitée, il n'écouait jamais ce que les autres lui disaient, et il ne provoquait, pour finir, que des catastrophes partout où il passait.

« Je ne voudrais vraiment pas que cela recommence avec mon énarque ! Merci d'avance pour votre réponse rapide.

« Un lecteur fidèle. »

CLAUDE SARRAUTE.

## AU SÉNAT

### Brevets d'invention et collectivités locales

Le Sénat a examiné et approuvé, mercredi après-midi 25 avril, les trois textes suivants :

— Le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi du 2 janvier 1968 sur les brevets d'invention tend, d'une part, à renforcer les droits du breveté et d'accroître la sécurité des entreprises et, d'autre part, à justifier les procédures de maintien en vigueur des brevets en accélérant la procédure de restauration.

Le texte permet d'autre part à l'inventeur dénué de ressources admissibles au bénéfice de la réduction des taxes, d'obtenir l'assistance gratuite d'un conseil en brevets d'invention.

— Une proposition de loi due à l'initiative de MM. Henri Boloche (RPR) et Georges Morly (Gauche dém.), tous deux sénateurs de la Corrèze dispose dans la révision proposée par la commission des lois, que : « Lorsque l'élection du président du conseil général a été acquiescée au bénéfice de l'âge, le mandat du président doit être renouvelé à l'occasion de la prochaine élection partielle. Le conseil général est réuni à cet effet de plein droit le premier vendredi qui suit cette élection. Le mandat du président prend fin lors du prochain renouvellement triennal. »

Le texte est adopté malgré l'opposition de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation qui y voit, notamment, un risque d'instabilité, et de M. Jacques Eberhard (PC, Seine-Maritime) pour qui il s'agit d'« éliminer » le président communiste du conseil général de la Corrèze. Ce dernier, M. Armand Bouchetelli ne dispose plus à la suite de deux élections partielles que du soutien de seize élus contre vingt à l'opposition.

La proposition de loi de M. Paul Girod (Gauche démocratique, Aisne) vise à harmoniser d'une part le délai limite d'adoption des budgets locaux et d'autre part la date de notification à l'administration fiscale pour les collectivités locales des taxes d'imposition des taxes directes locales.

## PLUSIEURS EXPLOSIONS EN GUADELOUPE

Quatre attentats à l'explosif faisaient des dégâts, mais aucune victime n'a été connue, jeudi matin 26 avril, en plusieurs localités de la Guadeloupe.

Parmi les objectifs visés, il y a, selon les premières indications, la gendarmerie de Pointe-à-Pitre ainsi que la maison d'arrêt de cette ville. Ces explosions ont été entendues peu avant 4 heures du matin (10 heures, heure de Paris). Elles n'ont pas été revendiquées, mais elles survenaient à la veille de l'anniversaire du 27 avril 1984, date des décrets sur l'abolition de l'esclavage votée le 4 mars 1848 à l'initiative de Victor Schœlcher.

## DOLLAR PLUS CALME 8,22 F

Après une période de jours derniers, les cours du dollar ont un peu refléchi ce jeudi 26 avril, revenant de 2,685 DM à 2,675 DM et de 8,25 F à 8,22 F. Aucune raison sérieuse n'est avancée pour expliquer ce repli. Les marchés attendent la publication des résultats du commerce extérieur des États-Unis pour mars, qui devraient se traduire par un déficit de 9 milliards de dollars, au moins.

**EXCEPTIONNEL  
TAPIS PERSANS  
SOLDÉS  
à 55 %**  
Maison de l'Iran  
55, Champs-Élysées  
92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

[Publicité]

## à Beaune, une visite exceptionnelle

### PATRIARCHE PÈRE ET FILS

les plus grands vins dans les plus grandes caves

VOUS AVEZ CHEZ NOUS UNE SEMAINE POUR VOUS FAIRE REMBOURSER. VOS ACHATS SI VOUS TROUVEZ UN MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX.

JE VOUS LE GARANTIS.

**STÉPHANE MEN'S** DISCOUNT DE LUXE

LES GRANDES MARQUES GRIFFÉES

DU PRÊT-A-PORTER MASCULIN A DES

PRIX

(-30 à 40 %)

**E - TON - NANTS !**

LES « MODULABLES »

UNE FAÇON UNIQUE EN FRANCE D'ACHETER UN COSTUME en 2, 3 ou 4 pièces EN PURE LAINE PERSEE - FABRICATION FRANÇAISE DE 796 F A 896 F + 10 % à partir de 58

OUVERT TOUT LE JOUR 130, BD SAINT-GERMAIN (metro Odéon) SAUF DIMANCHE A 15H30 ET 8, RUE D'AVRON, AVEC UN PETIT +

مكتبة من الأصل